

LE REMPLACEMENT DU CHEF DU PARTI A MOSCOU

La relève de la vieille garde se poursuit en URSS

M. Gorbatchev seul maître à bord ?

Depuis la défaite historique qu'ont été pour elle la mort de Tchernomir et l'arrivée au pouvoir suprême de M. Mikhaïl Gorbatchev, la vieille garde à Moscou, à la différence de celle de Napoléon, n'a pas de repos. Avec la mise à la retraite — toujours sans remerciements ni égards particuliers — de M. Viktor Grichine, le Politburo vient de franchir un pas de plus vers un renouvellement déjà profondément engagé.

Qu'on en juge : parmi les douze membres titulaires actuels du Politburo, six ont accédé à ce titre depuis la mort de Brejnev, soit depuis un peu plus de trois ans seulement. M. Gorbatchev lui-même, qui fut longtemps le benjamin de l'équipe, y fait déjà figure de vétérans avec sept années d'ancienneté : seuls quatre membres, dont certains en surcroît comme M. Viktor Grichine, y sont entrés avant lui.

Est-ce à dire que M. Gorbatchev est maintenant le maître absolu, comme on a tendance à le dire en Occident ? C'est aller bien vite en besogne. Sans doute peut-on tenir pour probable qu'avec vingt ans devant lui il a de fortes chances de parvenir à un pouvoir inégalé : ces trente dernières années, toutes les traditions et les structures du régime soviétique (et communiste en général) poussent à l'instauration d'un pouvoir personnel, qu'il prenne ou non la forme d'un « culte de la personnalité ». Mais il reste encore beaucoup à faire dans cette voie.

En premier lieu parce que le renouvellement n'est pas général. Le secrétariat du parti semble paradoxalement moins touché, puisque l'on dénombre parmi ses dix membres actuels une bonne moitié de vieux brejnéviens, voire staliniens. En second lieu parce que l'équipe active qui entoure M. Gorbatchev a été constituée avant son arrivée au secrétariat général ou au lendemain de celle-ci, à la fois sous l'impulsion de l'ancien Andropov et sous l'effet des compromis passés avec la vieille garde du temps de Tchernomir.

A cet égard, on est conduit à s'interroger sur le rôle de M. Ligatchev, premier numéro deux des avrils, et d'autant plus puissant aujourd'hui qu'il est le seul, avec M. Gorbatchev, à séjurer à la fois au secrétariat et au Politburo comme membre de plein droit : il ne doit pas grand-chose au secrétaire général, et sa position de responsable des cadres et de la propagande lui permet d'influencer très largement la politique suivie. Or ses interventions se signalent par un ton souvent plus autoritaire encore, et surtout plus conservateur (très réservé notamment sur les perspectives de libéralisation de l'économie), que celui du numéro un.

Aussi bien certaines innovations annoncées par celui-ci ne sont pas toujours suivies d'effet, même dans le domaine de la politique étrangère. Le sommet de Genève ne semble pas avoir été très bien accueilli par tous à Moscou, en particulier par M. Gromyko, qui avait prononcé quelques jours auparavant un discours très « dur », mais aussi par les militaires, dont les représentants ont été bien timides dans leurs approbations. Le prochain congrès du parti, en février prochain, permettra peut-être plus d'audace au secrétaire général. Mais il faudra encore de longs mois pour que ce dernier puisse vraiment étaler ses cartes.

L'agence Tass a annoncé, mardi 24 décembre, la mise à la retraite de M. Viktor Grichine, premier secrétaire du comité du parti pour la ville de Moscou depuis dix-huit ans.

M. Grichine sera remplacé par M. Boris Eltsine, qui s'occupait jusqu'à présent, au sein du secrétariat du parti, de la direction de l'industrie du bâtiment. M. Gorbatchev a présidé en personne à ce changement.

Le départ de M. Grichine est important dans la mesure où il était l'un des membres vétérans du Politburo du parti — poste auquel il avait accédé en 1971 — et qu'il avait pu passer, au printemps dernier, pour un candidat possible de la vieille garde à la succession de Constantin Tchernomir. Son éviction de l'organisme suprême de la direction collégiale devrait intervenir prochainement, peut-être même avant le congrès du parti, prévu pour février.

(Lire page 4 l'article de MICHEL TATU.)

LES NÉGOCIATIONS APRÈS LA GRÈVE DU MÉTRO

La direction de la RATP lance un avertissement aux syndicats

A la suite de la grève du métro qui avait paralysé la circulation le 20 décembre à Paris, la direction de la RATP et les syndicats semblaient être parvenus à un accord le 23 décembre. Toutefois, dans la soirée du 24, la direction a, dans un communiqué, durci sa position en rappelant ses interlocuteurs au respect de la légalité. Un communiqué en forme d'avertissement.

A la RATP, voici venu le temps de la fermeté, après celui de la décontraction. Dans un communiqué rendu public le 24 décembre au soir, la direction générale souligne que « l'ouverture de discussions » avec les organisations syndicales « est indissociable d'une contrepartie : le respect de la légalité ».

« L'intangibilité du droit de grève, poursuit le communiqué, n'autorise nullement à recourir à des formes d'action qui ne respectent pas les lois et pénalisent durement tous les habitants de la région parisienne mais interdisent de les informer correctement ».

Cette attitude est à rapprocher de celle du secrétaire d'Etat aux transports, M. Charles Josselin, qui, au lendemain de la grève du 20 décembre, a rappelé à

M. Rousselot, directeur général de la RATP, les obligations de service public qui incombent à l'établissement et à son personnel. Un communiqué du secrétariat d'Etat précisait en effet : « Les conditions dans lesquelles cette action [la grève de vendredi] a été engagée par certaines catégories de personnel ont amené M. Josselin [secrétaire d'Etat aux transports] à rappeler les droits et les devoirs de service public incombant à la RATP envers les usagers, qui sont aussi ses clients ».

Corrigent l'idée selon laquelle un accord serait intervenu avec les syndicats, la direction de la RATP tient à faire observer que, si la reprise du dialogue social, le 23 décembre, « a eu des résultats positifs », il convient d'en apprécier objectivement la portée.

(Lire la suite page 15.)

La mort de Ferhat Abbas

Ferhat Abbas, l'une des grandes figures du nationalisme algérien, ancien président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), est décédé à Alger, le

mardi 24 décembre, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Sa mort a été annoncée au congrès du FLN réuni pour examiner l'avant-projet de la nouvelle Charte nationale.

Patriote, nationaliste, contestataire

par JEAN LACOUTURE

Son nom fut, pour deux générations, synonyme de modération protestataire. On disait volontiers, à propos de tel mouvement nationaliste ou réformiste d'outre-mer : « Ah ! s'ils avaient un Ferhat Abbas... On pourrait négocier... » Et puis on le retrouvera un jour à la tête du premier gouvernement insurrectionnel de la République algérienne, après qu'il eut présidé le Comité de coordination du FLN : le paisible pharmacien de Sétif s'était mué en « chef de terroristes ». Ce qui tendrait à prou-

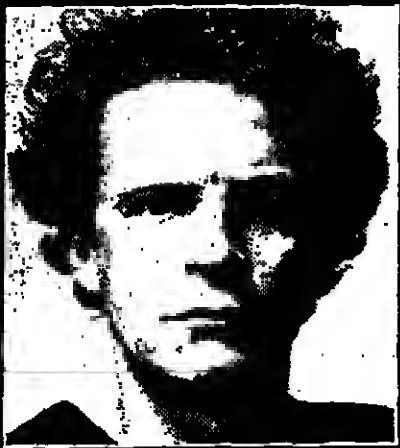
ver que c'est moins le tempérament et les inclinations qui commandent le comportement des hommes publics que la pression de l'événement et la force des choses.

Rien ne voulait Ferhat Abbas à un rôle révolutionnaire : fils d'un cadet bien nant, il était d'un naturel jovial et avait choisi de s'inscrire à la culture française, d'épouser une Alsacienne et de gagner sa vie comme pharmacien dans une petite ville de province. Rien, sauf la condition faite au peuple algérien par le système colonial. Cet aimable bourgeois

préféra les tribulations d'une lutte indécelable aux douceurs de son arrière-boutique et des terrasses de cafés de Sétif, parce que, démocrate, il ne tolérât pas le régime d'exception imposé à ses compatriotes ; et parce que, patriote, il se refusait de vivre dans un pays sans drapeau. Qu'il eût, au-delà de ces options très personnelles et volontaires, présidé un gouvernement provisoire prônant le socialisme révolutionnaire relève des hasards d'une histoire ironique. Mais même dans ce rôle qui le dépassait, il sut n'être pas ridicule.

(Lire la suite page 3.)

François-Marie BÂNIER



Balthazar, fils de famille

roman

GALLIMARD *rf*

Des élections paradoxales

par MAURICE DUVERGER

Les élections de 1986 risquent d'être les plus paradoxales que la France ait connues depuis longtemps. Seuls les 10 % d'électeurs prêts à suivre Georges Marchais et les 10 % prêts à suivre Le Pen ont des comportements logiques. Les 80 % restant montrent de surprenantes contradictions.

Quand on leur demande de composer un gouvernement idéal, ils souhaitent une équipe dirigée par Michel Rocard, associant à part égale des ministres socialistes et des ministres pris dans l'opposition actuelle, excluant seulement les communistes et le Front national. Mais ils se déclarent toujours décidés à voter pour 80 % à droite, ce qui rendrait tout à fait impossible la formation d'un tel gouvernement. Comment les partis ne refléteraient-ils pas une contradiction enracinée dans leur clientèle ? Au pouvoir, les socialistes ont mis peu à peu leurs engagements en accord avec leur pratique, mais cela déçoit pas mal de leurs militants.

Dans l'opposition, le droite tend à radicaliser ses propos, sans oublier tout à fait qu'elle devrait se modérer si elle redevenait majoritaire. Officiellement, elle vilipende énergiquement le socialisme, y compris le social-démocratie et l'état-providence qu'elle révérait sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

Cependant, elle a gardé un silence approbateur quand François Mitterrand a énuméré les réformes d'après 1981 qu'elle ne devrait pas remettre en cause. Elle ne parle plus de bouleverser la Sécurité sociale, que les Français veulent garder intacte. Elle proclame « moins d'Etat, moins d'impôts ! » : mais tout le monde sait qu'on ne peut pas aller très loin dans ces domaines.

Même la dénationalisation relève de l'incantation mystique plutôt que du projet réaliste. Une privatisation modérée paraît souhaitée par beaucoup de gens, et les socialistes n'y sont pas absolument opposés. Quand Raymond Barre défend Renault, quand Alain Peyrefitte propose de dénationaliser à 49 % seulement, on reste sur le terrain du raisonnable. La nouvelle majorité risquerait gros si elle abandonnait aux délices de l'idéologie comme la gauche l'a fait en 1981. Une dénationalisation massive prendrait vite l'allure d'une gigantesque braderie du patrimoine national. Alors, on verrait se réveiller le vieil instinct chauvin qui a sous-tendu l'intervention économique des pouvoirs publics, de Colbert à Charles de Gaulle.

Finalement, chefs politiques et simples citoyens savent que le marge de manœuvre sera faible après mars 1986. D'abord, parce que le cri de colère dans des contraintes inévitables. Ensuite,

parce que la campagne pour l'élection présidentielle s'ouvrira presque aussitôt. Dans une bagarre nécessairement bipolarisée au second tour, la victoire appartient à qui mobilise la masse flottante des électeurs hésitant entre la droite de la gauche et la gauche de la droite. C'est-à-dire les gens les plus allergiques à tout excès.

Le débat électoral ne porte pas sur les projets de gouvernement que la nouvelle majorité se propose d'appliquer. Il concerne uniquement la stratégie des rapports entre elle et le président de la République. La différence est saisissante avec 1978. Alors, nul ne mettrait en cause l'intention clairement affirmée par M. Giscard d'Estaing de rester à son poste en exerçant ses fonctions. Mais tout le monde discutait des conséquences d'un programme commun dont le chef de l'Etat avait clairement expliqué qu'il ne pourrait pas empêcher l'application.

Aujourd'hui, l'absence d'un véritable programme de l'opposition, et la divergence des propos de ses leaders, laissent indifférent. Une seule chose intéresse : les relations de François Mitterrand et du futur premier ministre. On est tellement obnubilé par ce faux problème qu'on guette chaque petit nuage entre le président et Laurent Fabius, afin de bâtir sur cet exemple un modèle de la future cohabitation.

(Lire la suite page 5.)

CHEZ LES CHRÉTIENS DU LIBAN

Noël des familles et des combattants

Messes de minuit et guirlandes autour des barbelés, Beyrouth a connu une nuit presque sans bombardement. Mais l'état de paix est loin d'être là. Et dans les églises pleines à craquer, c'est une espérance encore folle qu'on a chantée.

PAGE 6

La campagne électorale aux Philippines

Pour le président Marcos, la plus dure bataille politique de ses vingt années de pouvoir.

PAGE 4

La police privée de M. Heineken en France

Les gardes du roi de la bière néerlandais surveillent à Beauvais les deux hommes suspectés de l'avoir kidnappé en 1983.

PAGE 16

La loi anticumul difficile à interpréter

Les rajouts successifs à un article de la loi peuvent créer des problèmes en 1986.

PAGE 5

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Strass du Nouvel An à Paris.
- Identités et paysages photographiés au palais de Tokyo.

Pages 7 à 9

Débats : Vacances (2) • Etranger (3 et 4) • Politique (5) • Société (6) • Communication (12) • Economie (14 et 15)

Programmes des spectacles (10 et 11) • Radio-télévision (12) • Informations services : Météorologie, Mots croisés (13) • Carnet (13) • Légion d'honneur (13)

صكنا من الامل

débats

VACANCES

Moins de 60 % des Français peuvent partir en vacances. Pour réduire ces disparités sociales, un débat s'instaure entre ceux qui, comme Roger Godino, voudraient remplacer l'« aide à la pierre » par l'« aide à la personne » et ceux qui, comme Y. Raynouard et R. Spizzichino, souhaiteraient rendre ces deux subventions complémentaires. Le tourisme social, en tout cas, doit évoluer rapidement.

Favoriser l'« aide à la personne »

Le « chèque-vacances » permettrait de lutter contre les inégalités et de créer de nouveaux emplois

par ROGER GODINO (*)

LES vacances restent en France un domaine de grande inégalité, ce qui est un handicap sérieux pour améliorer le consensus social, lui-même indispensable pour la compétitivité de notre industrie. Il faut donc aider à partir ceux qui ne le peuvent pas. Il existe des moyens moins coûteux que l'« aide à la pierre ».

La proposition est celle d'une aide directe à la personne qui soit organisée de sorte que le coût de la subvention ne perturbe pas le système de prix établi par le marché et de sorte que la subvention aide soit un transfert économique de coût le plus réduit possible, en utilisant cette monnaie parallèle qu'est le « chèque-vacances ».

1° Le système d'accueil touristique est très mal utilisé, donc peu productif, car il est soumis à des aléas saisonniers importants ;

2° Ses systèmes de commercialisation sont encore atomisés, ce qui conduit à des taux de remplissage relativement peu élevés ;

3° La société française a la permission et l'habitude de refuser l'aménagement du temps, et de concevoir les vacances sur deux mois par an, ce qui est une aberration évidente, doublement préjudiciable pour notre économie, pour l'industrie qui ne travaille pas pendant six semaines et pour le tourisme qui travaille à sur-capacité inflationniste pendant cette même période.

Grâce à une bonne utilisation du chèque-vacances, on pourrait ajuster l'aide à l'offre à la nature et au montant de l'aide à la personne (on peut savoir qui on aide, et de combien) ; en la modulant en prix et en valeur pour créer une incitation à étaler les vacances dans le temps, à mieux utiliser les équipements existants, en augmentant considérablement le taux journalier d'occupation et la durée annuelle de l'exploitation (si l'éducation nationale accepte de comprendre que ses dates de vacances coïncident avec la nation).

Ces mesures aboutiraient à l'équivalent d'une augmentation du volume du parc offert à la clientèle, ce qui représente très exactement une économie d'investissement. Elles réduiraient le strict point de vue « culturel ». Le projet pour inciter à la haine ne serait pas loin. Je ne pense pas que le monde est alors publié ce texte, même dans la rubrique « Débats ». Mais le musé (excusez-moi) de l'article réside dans cet étrange paradoxe : « la gauche, c'est le respect de soi-même et des autres », qui précède la conclusion : « Il va vous falloir changer (L) ». On ne vous retiendra pas. Pourquoi que le Figaro-Magazine ne tombe pas à desus... (L)

partiraient dans le temps la demande excessive qui est concentrée dans les périodes de pointe.

Ainsi seraient rendus possibles une réduction substantielle du prix de revient des vacances et l'accueil d'une clientèle étrangère plus nombreuse en juillet-août, ce qui améliorerait la balance extérieure.

De plus, le tourisme social deviendrait aussi le plus gros client du tourisme industriel, et il y a fort à parier que le tourisme industriel, chargé d'accueillir les bénéficiaires du tourisme social, pourrait trouver le moyen de lui consentir des réductions massives de tarifs, comme il le fait déjà pour les groupes ou les tours organisés.

Afin d'éviter les gaspillages coûteux, les chèque-vacances ne seraient valables que pour des établissements « conventionnés » qui garantiraient un système de prix avantageux et un service de qualité garanti, le conventionnement s'opérant pour but que d'éliminer les établissements à nature discutables, par une sélection à peu analogue à celle qui s'est opérée par les systèmes de carte de crédit.

Une même caisse

Il reste une objection fondamentale à laquelle il faut répondre. Les ressources nécessaires pour financer les chèque-vacances ne viendraient-elles pas d'une surcharge du coût salarial, déjà trop élevé au point qu'on l'accuse d'être responsable d'une part substantielle du chômage ?

N'aggraverait-on pas ce phénomène au moment où on ne sait plus quoi faire pour réduire, ou contrôler, le coût social de la santé ?

La réponse est claire : rassemblons dans une même caisse l'ensemble des subventions directes ou indirectes qui vont au tourisme social, et à l'aide à la pierre (dégrèvements fiscaux, subventions directes d'équipement, etc.), bouffons de prêts, etc.), ainsi que les paiements d'aide déjà consentis par les particuliers, les entreprises ou les organisations sociales (aides au départ, budgets de comités d'entreprise, aides familiales, etc.).

(*) Ancien doyen de la faculté de l'INSEAD, président du Groupe des Arcs.

On obtiendrait ainsi une somme « S ». Si elle est distribuée directement en consommation, en fonction de critères sociaux objectifs par le canal du chèque-vacances, selon les principes rigoureux énoncés ci-dessus, on obtiendrait un effet social plus grand en consommant la somme « S », ou bien on pourra verser le même effet en volume, et du coup on pourra économiser un pourcentage non négligeable des dépenses, qui pourra être affecté à la réduction des charges sur les salaires, permettant de créer ainsi de nombreux emplois.

Un calcul économique (sommaire et combien difficile) montre que l'économie sociale, réalisée sous forme d'un surplus économique disponible, pourrait en tout cas être chiffrée en milliards de francs.

Quant aux entreprises de vacances sociales de type associatif, elles renouvellent progressivement dans le jeu de l'économie marchande industrielle, en introduisant des formules concurrentielles, où la dimension sociale, culturelle, éducative ou morale n'a aucune raison d'être absente, mais en se situant dans le cadre du jeu normal de la concurrence. La France y gagnerait en prime une économie touristique industrielle de plus grande puissance, créatrice d'emplois et de devises.

Le tourisme, c'est 360 milliards de francs, soit 8,4 % du PNB, c'est 1 600 000 emplois, soit 9,3 % des emplois en France, c'est 35 milliards de francs d'exportation nette. L'aide à la personne renforcerait ce secteur, car créant de vrais emplois. A-t-on le droit de l'ignorer ?

Contrairement à l'« aide à la pierre », elle permet de respecter les lois du marché, sans les fausser, et elle peut être utilisée comme un puissant moteur de rationalisation économique du secteur industriel touristique.

Au moment où l'expérience d'un gouvernement socialiste a permis, paradoxalement et d'une façon inattendue, d'augmenter notablement le consensus social autour de l'entreprise, ne mériterait-elle pas de réduire les inégalités dans tous les domaines, y compris dans celui des vacances. Mais faisons-le de la façon la moins coûteuse possible, en évitant de perturber les équilibres économiques, et en permettant une meilleure utilisation du système de production.

Doubler la clientèle du tourisme social

Au-delà de nécessaires adaptations, la réalité reste celle du marché

Par R. SPIZZICHINO (*) et Y. RAYNOUARD (**)

LE tourisme social, qui accueille des clientèles familiales, des retraités, des jeunes et des groupes, bénéficie à environ deux millions et demi de personnes sur l'année. Si l'on rajoute les centres de vacances pour enfants et adolescents, nous obtenons même, au total, cinq millions de vacanciers concernés par ce secteur. Il représente, fait unique en Europe, le quart de la capacité d'accueil en lits ou places hôtelières (c'est-à-dire hors résidences secondaires privées).

La tourisme social a construit son image de marque sur un rôle de « sous-traitant de l'Etat » en matière d'action sociale, c'est-à-dire aider les plus défavorisés. Il a été brocardé en particulier par ceux qui n'ont pas profité des investissements réalisés avec l'aide des organismes sociaux (comités d'entreprise, caisses de retraite, caisses d'allocation familiales...), par l'intermédiaire ou non des associations de tourisme. Et cette image de marque d'un « tourisme d'assistés » n'a pas pu être revalorisée par l'argument le plus fort qui pouvait offrir la tourisme social : celui d'avoir permis le maintien d'équilibres socio-économiques dans de nombreuses régions en perte de vitesse, voire même en voie de désertification.

Lorsque le tourisme social se présente quelque part, il n'est pas précédé des trompettes de la renommée, comme par exemple le Club Méditerranée. Une collectivité locale est loin d'être prête à des sacrifices lorsqu'elle n'est pas convaincue que l'image du promoteur va la valoriser. Foin de l'impact socio-économique sur le milieu d'accueil, pourtant à l'avantage du tourisme social sur le tourisme commercial !

L'autre volet de l'originalité de ce secteur peut être perçu par le locuteur comme un paradoxe déconcertant. Les principales associations fonctionnent, depuis un certain temps déjà, comme des entreprises acceptant que l'activité économique puisse être un facteur de progrès social. Qu'elles n'aient pas encore réussi à trouver leur point d'équilibre est exact. On ne complète pas aisément en un laps de temps très court la démarche de la revendication sociale par celle de la réponse marketing, surtout lorsque la concurrence dans l'ensemble du domaine touristique devient de plus en plus vive !

Mais l'une des conditions majeures pour que le tourisme social puisse évoluer rapidement est

que l'on mette enfin en place un système qui rende parfaitement complémentaires l'« aide à la pierre » et l'« aide à la personne ». Il est impensable de vouloir établir une concurrence loyale entre tous ceux qui vivent du tourisme en faisant disparaître l'aide à la pierre au profit de l'aide à la personne, comme le préconisent des professionnels du secteur privé. Il n'est pas non plus question d'accorder des « privilèges » sur la plan des subventions ou de la fiscalité à des « officines » para-commerciales, comme le soulignent certains hommes politiques.

Contrat par objectif

Il faut partir de la notion de contrat par objectif, entre la puissance publique et le tourisme social (avec contrôle de résultats) — cette procédure de la contractualisation s'intégrant dans ce qu'un rapport de 1977 appelait déjà « une politique sociale du tourisme et des vacances ». « Offrir à tous les Français de partir en vacances selon un mode librement choisi par eux » (1), c'est nécessairement aider au développement du tourisme social, et sans que celui-ci soit opposé au tourisme commercial... Sans aide à la pierre, il n'y a plus d'aménagement touristique du territoire possible.

Au-delà des nécessaires adaptations qui précèdent (image de marque, positionnement en entreprise de l'économie sociale, système de...)

(*) Directeur général de CODATEL (Coopération pour le développement et les aménagements du tourisme et des loisirs), coauteur du rapport « Aménager la France des vacances ».

(**) Directeur du SATEL-UNFOHEM (Service d'accompagnement touristique et équipement de loisirs), de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, rapporteur du groupe Tourisme-loisirs du IX^e Plan, auteur d'un ouvrage à paraître prochainement, Le Tourisme social, de l'illusion au renouveau ? aux éditions Syros.

financement), il faut bien voir que la réalité demeure celle du marché. Deux remarques s'imposent à ce propos :

1) A condition d'améliorer encore le confort de certains hébergements, et de demeurer à des prix accessibles, les produits du tourisme social, qui se diversifient et qui s'enrichissent (comme le démontrent les catalogues récents des grandes associations), restent parfaitement compétitifs et attractifs. Aucune enquête de satisfaction n'a mis en évidence la caractéristique primordiale de vacances, les clients souhaitent seulement une formule « gîte » plutôt que la pension complète ;

2) Toutes les études de marché et analyses socioculturelles en cours mettent en évidence l'importance croissante des loisirs de courte durée ; l'intérêt de beaucoup pour des vacances intelligentes (par opposition à « bronzer idiot... ») ; le souhait d'une certaine souplesse dans l'organisation des services ; une grande attention à la qualité des produits.

A tout cela, le tourisme social peut aisément répondre par seulement de légères adaptations de ses prestations, et non par un bouleversement de son offre, comme c'est le cas pour d'autres. De plus, il possède encore une marge de progression très importante envers les clientèles moyennes et modestes.

Le taux de départ en vacances des Français en été 1984 était de 57,3 %. On estime qu'il pourrait atteindre environ 65 %. La progression possible des vacances d'hiver (25 % environ de taux de départ en 1984) est aussi importante. De plus, parmi ceux qui partent, 58 % vont chez des parents et amis, ce qui témoigne souvent de vacances sobres plutôt que choisies. Enfin, les clientèles sociales étrangères n'ont pas été sérieusement prospectées.

On peut penser qu'un tourisme social, modernisé et conquérant, pourrait à peu près doubler sa clientèle en quelques années.

(1) Rapport de J. Blanc à M. Giscard d'Estaing.

Une intolérance mesquine

Je ne suis pas sans partager certaines des préoccupations de M. Bercis devant la « colonisation » américaine (Le Monde, 16 décembre). Cette question, souvent minimisée, nécessiterait un traitement polémique. J'ai pourtant été indigné : le désir de provocation n'excuse pas de telles outrances verbales.

L'apologie de l'identité culturelle d'une nation ne saurait être assimilée à la xénophobie, et M. Bercis joue savamment de cette ambiguïté. Il s'empresse de rendre hommage au « grand peuple américain » pour mieux dénoncer ses collaborateurs : les « roitelets », vendeurs d'esclaves, les Amers-looks, « invérifiables », et autres suppôts de l'« invasion ». L'attaque est circonscrite : « pas d'anti-américanisme primaire » (d'autres s'en prennent à l'immigration, mais, attention, pas aux étrangers...). Après ces préliminaires d'usage, l'auteur donne libre cours à une intolérance (c'est peu dire) chauvine, apeurée et mesquine.

Tous les ingrédients sont réunis : on stigmatise les « barbares », les « marchands du Temple » (tiens, tiens...), ou s'indigne (serions-nous des « Peaux-Rouges ») ? On nourrit les fantasmes les plus primaires (« qui est majoritaire dans ce pays ») ? Le tout est tiré par de grosses ficelles (« la moitié des films de l'année ont des titres anglais », L.). (1) Quelques insinuations et insinuations, plus loin, la conclusion s'impose : dehors les contaminés.

Imaginons un instant le tollé si le mot « américain » était remplacé dans cette prose par africain, maghrébin, ou oriental, même en sa si-

tuant du strict point de vue « culturel ». Le projet pour inciter à la haine ne serait pas loin. Je ne pense pas que le monde est alors publié ce texte, même dans la rubrique « Débats ». Mais le musé (excusez-moi) de l'article réside dans cet étrange paradoxe : « la gauche, c'est le respect de soi-même et des autres », qui précède la conclusion : « Il va vous falloir changer (L) ». On ne vous retiendra pas. Pourquoi que le Figaro-Magazine ne tombe pas à desus... (L)

PASCAL FRAND (Paris.)

(1) Semaine du 4 au 10 décembre (Pariscopes) : 4 films français (sur 113), ont un titre anglais (en comptant Hold-up !).

L'indiscipline créatrice d'emplois

Je lis dans Le Monde du 3 décembre que la RATP créera en 1986 deux cents nouveaux emplois. Il est précisé que « ces emplois rapportent plus d'argent qu'ils n'en coûtent ». Par exemple les quatre-vingt-dix contrôleurs supplémentaires qui vont être affectés à la surveillance des resquilleurs devraient rapporter 15 millions de francs. Même chose pour les agents chargés de surveiller les couloirs d'autobus.

On ne peut s'empêcher de penser que si les usagers payaient leur ticket de métro et respectaient les couloirs d'autobus, il ne serait pas nécessaire de créer ces emplois. En résumé, c'est la collectivité qui paie l'indiscipline de quelques-uns ou de beaucoup.

ANDRÉ ESCOULIN (92510 Sèvres.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 654572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaître (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wotta.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71
Télécopieur MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 594 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Changement d'adresse, détaillé ou par avion (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande six semaines au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les sous-projets en capital de l'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 500 Li. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2,5 f. ; Portugal, 150 esc. ; Royaume-Uni, 326 FPA ; Suède, 3 kr. ; Suisse, 1,20 f. ; Yougoslavie, 110 ad.

« L'AVENIR A CHANGÉ », de Jacques Belleville

De la contestation à la proposition

REGARDER « l'avenir en face », se tenir prêt à affronter « le choc du futur »... Il faudrait faire peu de cas de la littérature économique, de ces dernières années où vivre délibérément « toujours vers le passé pour donner que l'avenir est chargé ».

La centrale syndicale de M. Edmond Maire tente, à son tour, de faire passer le message : face à un ordre socio-économique mis en question, et bien plus qu'attéré, et parce que « chaque individu et chaque forme d'organisation collective sont concernés par ces transformations qui affectent et affecteront les structures et les valeurs de la société », le CFTD propose de chercher — « à tâtons », avoue-t-elle, et sans entrer dans le détail des propositions et des revendications de la contestation — « un nouveau compromis, un nouveau type de développement ».

On retrouve, bien entendu, les propositions qui sont celles de la CFTD depuis qu'elle a opté, en 1970, pour un socialisme autogestionnaire. Mais, assurément ces auteurs, tous versés dans l'économie (1), la mutation du syndicalisme — dont la crise actuelle « n'est pas tant la manifestation de l'affaiblissement du mouvement syndical que la preuve qu'il joue un rôle central dans un système de relations sociales déstabilisé » — passe par une nouvelle conception du rôle du syndicat : il faut aller de la « contestation-dénonciation » à la « proposition-transformation ». Une telle évolution ne peut être que lente et progressive, et la bataille à livrer se fera, pour la CFTD, sur ce qui est en quelque sorte le « versant économique »

de son mouvement de restructuration.

C'est ici que la perspective des auteurs prend tout son intérêt : il s'agit, en effet, de combattre le cloisonnement entre deux ordres, de faire un trait sur ce « Yalta des forces sociales » qui livre « aux patrons l'économie, aux syndicats la société ». Mais il faut aussi se donner les moyens de cette ambition, et c'est là la véritable raison d'être de l'ouvrage : cette quarantaine de pages (1) du syndicat se voit convié à jouer son rôle d'acteur économique n'est en fait que la brève conclusion d'un vaste panorama de l'économie mondiale, qui veut tant par sa concision que par sa précision.

Cet ouvrage, s'il veut d'abord favoriser un point de vue proprement syndical sur l'efficacité économique, mériterait de toucher un public beaucoup plus large. Par son fond et sa forme, L'avenir a changé est une bonne introduction aux problèmes économiques contemporains pour qui n'a pas eu, au cours de ses études, l'occasion de se familiariser avec eux, ou pour qui se trouve noyé sous le déluge d'indications divers. Voilà qui déborde sans doute largement le cadre des syndicalistes...

ARIANE CHEMIN.

* Syros, 213 pages, 69 F.

(1) Le collectif de travail qui a réalisé ce livre sous la signature de Jacques Belleville (dans le cadre du secteur action économique-emploi de la CFTD) est animé par Mario Debove, conseiller technique à l'IREG, Didier Uri, assistant à l'université Paris-IX Dauphine, et Patrick Ventrone, du secteur économique de la CFTD.

Clientèle
Social

étranger

LE CONGRÈS DU FLN ET LES PROCÈS EN ALGÉRIE

Le président Chadli appelle à «une créativité loin des slogans creux»

De notre correspondant

Alger. — Le congrès extraordinaire du Front de libération nationale (FLN), qui doit donner son avis sur le texte de la nouvelle Charte nationale, a commencé ses travaux mardi 24 décembre dans la matinée, en l'absence du responsable du secrétariat permanent du comité central, M. Mohamed Cherif Messadia — numéro deux du parti. Le secrétaire général du FLN, président de la République et président du congrès extraordinaire, M. Chadli Bendjedid, a annoncé aux congressistes «le transfert de M. Messadia à l'étranger pour y subir d'urgence une opération chirurgicale». M. Chadli Bendjedid n'a pas révélé où avait eu lieu l'intervention ni sa nature. Il a souligné que l'opération s'est déroulée avec succès lundi.

Le voyage de M. Messadia en Union soviétique à la fin décembre en pleine période de préparation du congrès, avait déjà alimenté bon nombre de commentaires, laissant entendre qu'il pourrait être l'un des premiers touchés en cas de changement à la direction du parti. Vieux

militant du FLN, M. Messadia est âgé de soixante et un ans. Il a succédé à M. Mohamed Salah Yahiaoui, et a été nommé au bureau politique en juillet 1981. M. Salah Lounissi, membre du secrétariat du comité central, connu pour être un tenant de l'orthodoxie socialiste, est également malade.

Le ministre des affaires étrangères, membre du bureau politique, la Dr Ahmed Taleb Ibrahimi, n'assistera pas non plus aux travaux. Il part ce mercredi pour le Mali et le Burkina, envoyé spécial du président Chadli pour des missions de médiation entre le président Traoré et le capitaine Sangaré, dont les troupes se sont affrontées ces jours derniers.

Dans son discours d'ouverture, M. Chadli Bendjedid n'a embellié que l'Algérie est «à la veille de finaliser un document historique sur lequel les masses fondent de grands espoirs pour avoir participé à la rédaction du premier texte, conformément au principe sacré de leur participation à tout ce qui touche leur avenir».

Il n'a ensuite évoqué la situation intérieure du pays, constatant «la nécessité de réaffirmer les principes

fondamentaux et d'examiner certaines questions délaissées en 1976», afin que la Charte nationale soit «en concordance avec l'étape nouvelle et ses données, particulièrement pour la décennie 1980». Le principe de la continuité doit se traduire par «une clarification des idées, un renouveau et une créativité loin des slogans creux», a-t-il dit, car «la révolution rejette la stagnation».

Il a appelé à une «clarification des concepts de l'islam et du socialisme pour barrer la route à tous ceux qui sèment le doute autour de nos choix et ceux qui doutent de la capacité de l'islam de réaliser la justice sociale».

L'unité nationale a fait l'objet d'un long développement, car elle est «une cible privilégiée des forces ennemies qui tentent de lui porter atteinte dans une première étape pour ensuite étendre de nouveaux horizons d'expansion sur le pays». Il a conclu son intervention sur le même sujet, précisant : «Nous serons intraitables vis-à-vis de tous ceux qui tenteraient de porter atteinte à ce principe sacré».

FREDERIC FRITSCHER.

Le pouvoir semble soucieux de faire un amalgame de tous les opposants

De notre correspondant

Alger. — La Cour de sûreté de l'Etat, qui siège à Médéa (à 100 kilomètres au sud d'Alger), ne s'abandonne pas. Après le procès des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et des Comités de fils de Chouhadas (martyrs de la guerre d'indépendance), celui des «benbellistes», qui s'est ouvert le samedi 21 décembre, touche à sa fin. Sur les cinquante personnes impliquées dans cette affaire, treize sont dans le box des accusés, dix ont déjà bénéficié d'un non-lieu et trois sont en fuite. Les «benbellistes» sont poursuivis pour atteinte à la sûreté de l'Etat et à l'intégrité du territoire, formation de bandes armées, détention d'armes, confiscation et distribution de tracts.

Le mardi 24 décembre, le procureur général, M. Ali Sahraoui, a prononcé deux heures durant son réquisitoire. Après avoir situé le degré de gravité des faits attribués à chaque inculpé, il a rapporté l'agence officielle Algérie-Press Service (APS), il a demandé à la Cour des peines allant de trois à quinze ans de prison, lui laissant la

latitude de statuer sur le sort de trois des inculpés. A l'encontre des trois accusés en fuite, il a requis par commodité la réclusion criminelle à perpétuité.

Abdelwahab Benchemmouf, considéré comme le cerveau de l'affaire, est à l'étranger. Cet ancien pilote d'Air Algérie est accusé, selon l'APS, d'avoir été pendant la guerre d'indépendance officier de l'armée française détaché au cinquième bureau.

Récents arrestations d'intégréistes

Dans le box figurent entre autres M. Mohamed Seghir Nekkeche, plusieurs fois ministre sous la présidence de M. Ahmed Ben Bella entre septembre 1962 et décembre 1964 ; M. Fetouma Ouzegane et son fils Ali Fawzi Rebaïne, tous deux déjà condamnés lors du procès des membres de la LADH et des Comités de fils de Chouhadas, respectivement à onze mois et trois ans de prison ferme.

La succession de ces deux procès n'est du reste pas fortuite. Elle tend

à prouver qu'il existe des liens entre les différents mouvements impliqués dans ces deux affaires. Dans son réquisitoire, le procureur général s'est plu à remarquer, selon l'APS, que «le procès instruit complète le précédent et n'est qu'une partie d'une affaire dont l'investigation n'est pas terminée». Est-ce une allusion aux récentes arrestations d'intégréistes qui avaient pris le maquis et mis plusieurs gendarmes lors d'escroqueries dans la région de Larba ? Cela sous-entendrait alors que le pouvoir souhaite amalgamer tous ceux qu'il considère comme opposants.

Les «benbellistes» sont pour leur part soupçonnés d'avoir entretenu des liens avec des puissances étrangères, le Libye et l'Arabie saoudite, d'après des interrogatoires menés le premier jour du procès. Abdelwahab Benchemmouf aurait ainsi promis, selon l'accusation, de ramener des armes de Libye pour les parachuter à 300 kilomètres du sud-est d'Alger, dans les Aurès, dont sont originaires la plupart des personnes jugées à Médéa. Mercredi après-midi, la Cour devait entendre les plaidoiries des avocats de la défense, dont plusieurs ont été commis d'office.

F. F.

La mort de Ferhat Abbas

(Suite de la première page.)

Ferhat Abbas était né en 1899 aux Aïffes, dans le département de Tébessa, dans la région de Djidjelli, une des plus belles d'Algérie. Elevé dans l'aisance, il fait de bonnes études à l'université d'Alger, où il est élu président de l'Association des étudiants musulmans.

Le prestige qu'il acquiert ainsi lui vaut de pouvoir rédiger pour diverses revues, sous le pseudonyme de «Kamal Abouelkacem», des articles qu'il réunit bientôt en un livre, *Le Jeune Algérien* (1) pour défendre la civilisation arabo-islamique, contre les accusations méprisantes de Louis Bertrand. Ainsi s'établit sa réputation de nationaliste «culturel» : son nom est désormais lié à toutes les évolutions, crises et tensions qui marquent, à partir de l'«apogée» que sont les célébrations du centenaire de la conquête (1930), l'histoire de l'Algérie.

«Monsieur Abbas»

La pharmacie qu'il ouvre à Sétif, en 1933, devient vite un petit forum politique. «Monsieur Abbas» — c'est ainsi que tout le monde l'appelle, comme on disait «Monsieur Thiers» un siècle plus tôt — est élu conseiller municipal, conseiller général, délégué financier à Alger : l'ascension rêvée par tous les bourgeois «intégrés» d'Algérie.

Il fonde un journal qu'il intitule significativement *l'Entente*, dans lequel il publie, en 1936, l'article qui lui fut si souvent reproché par ses rivaux politiques : «Je ne m'occupe pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas... J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé. On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons une fois pour toutes écarté les mûres et les chûmes pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays... Personne d'ailleurs ne croit à notre nationalisme. Ce que l'on veut combattre derrière ce mot, c'est notre émancipation économique et politique. Sans émancipation des indigènes, il n'y a pas d'Algérie française durable».

Ce texte, dont la dernière phrase, rarement citée, résume singulièrement la portée et qui décrit mieux le climat d'une époque que le comportement politique d'un homme, ne provoqua pourtant une vive réaction chez les Oulamas, dont le leader, le cheik Ben Badis, riposta par la formule non moins fameuse : «L'islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie».

L'envolement du Front populaire aurait dû être sa chance. Mais le projet Blum-Violette, qui aurait peut-être permis aux réformistes de déboucher sur des perspectives neuves, en ouvrant l'accès de la citoyenneté française aux musulmans, est rejeté sous la pression des colons. «Monsieur Abbas» est désemparé : ses *Lettres d'un Algérien*, publiées en 1937, témoignent de son désarroi, et le parti qu'il fonde, l'Union populaire algérienne, stagne avant de se dissoudre.

En 1939, Ferhat Abbas, qui se tient pour un citoyen à part entière, s'engage dans le service sanitaire de l'armée. Démobilisé en août 1940, il rentre à Sétif,

d'où il adresse au maréchal Pétain un rapport intitulé «l'Algérie de demain», qui suggère notamment la réorganisation de la société algérienne à partir de la communauté. Vision intellectuellement réformatrice à laquelle le pouvoir de Vichy refuse de s'intéresser. Abbas s'en irrite, se sent isolé. Quand, le 8 novembre 1942, les Alliés débarquent à Alger, il se croit autorisé à prendre avec eux des contacts d'où peut sortir, pense-t-il, un début d'émancipation de l'Algérie. Et, après une série d'entretiens avec Robert Murphy, représentant du président Roosevelt, Ferhat Abbas rédige, avec Ahmed Boumedjel, et publie, le 10 février 1943, son fameux Manifeste du peuple algérien «Amis du Manifeste et de la liberté».

Ce texte, qui projette le bon «M. Abbas» premier plénier de la scène algérienne, revendique une Constitution mettant sur le même plan tous les «habitants» du pays et assurant «la participation immédiate et effective des musulmans algériens au gouvernement de leur pays». Fédéralisme, autonomie interne ? Voilà Ferhat Abbas bien loin de ses positions antérieures — et d'ailleurs de ce que le pouvoir gaulliste d'Alger entend concéder. La publication d'un «additif au Manifeste», trois mois plus tard, qui précise les intentions autonomistes du programme de février, et l'organisation d'une «grève des élus» valent au pharmacien de Sétif d'être envoyé en résidence forcée dans le Sud saharien. Il avait déclaré à un ami : «Je serai ministre, ou pendu...».

Quelques semaines plus tard, le général de Gaulle prononce à Constantine un discours qui, en écho du projet Blum-Violette, annonce l'attribution de la citoyenneté française à plusieurs dizaines de milliers de musulmans. Ce geste, qui aurait enthousiasmé Ferhat Abbas deux ans plus tôt, lui paraît désormais dérisoire. Et, quand le Comité d'Alger publie, en mars 1944, l'ordonnance qui reconnaît aux

musulmans leurs droits électoraux, Abbas riposte par la création des Amis de la Manifeste et de la liberté — ceux qui ont choisi de sortir du cadre français pour instaurer l'Etat algérien. Choix d'autant plus radical que l'organisation du paisible «M. Abbas» sera vite noyée par celle du véhément Messali Hadj, le PPA (Parti du peuple algérien), qui revendique l'indépendance depuis 1937.

Le 8 mai 1945, jour de l'armistice en Europe, plusieurs dizaines d'Européens sont assassinés dans la région de Sétif au cri de : «Vive la liberté !». La répression, conduite parallèlement par les colons et l'armée, est terrible : près de dix mille musulmans, semble-t-il, sont massacrés (2). Le soir même, Ferhat Abbas est arrêté à Alger, où il était rendu pour féliciter le gouverneur général de la victoire des Alliés. L'auteur du Manifeste est trop évidemment étranger à l'explosion pour n'être pas relâché : c'est alors qu'il fonde, entouré d'Ahmed Boumedjel, du Dr Saadane, d'Ahmed Francis, ces Girondins de la révolution algérienne, l'UDMA (Union démocratique du Manifeste algérien), qui, huit années durant, va faire progresser la bourgeoisie algérienne sur la voie de l'émancipation.

Député de Sétif

Elu député de Sétif, Ferhat Abbas entre, en juin 1946, à l'Assemblée nationale, pour y mener contre le régime colonial un assaut ardent mais bref : les 22 et 23 août 1946, il réussit à poser avec force et émotion le problème de l'émancipation d'une république algérienne : «Il y a cent seize ans, messieurs, que nous attendons cette heure... Nous autres, primitifs, avons eu la patience de vous écouter ; n'auriez-vous pas la générosité de nous entendre ?».

Mais le débat tourne court, et, trois mois plus tard, lors d'un nouveau scrutin, les élus du Manifeste sont battus. Amer, Abbas prend position contre le statut de

1947. La multiplication des fraudes électorales, par lesquelles le pouvoir colonial essaie de barrer la route au mouvement nationaliste, achève de le faire glisser du réformisme à la révolution. En 1953, il rencontre à Constantine le maréchal Juin, auquel il confie sombrement : «Il n'y a plus que les mitrailleurs...».

Le soulèvement du 1^{er} novembre 1954 le prend néanmoins de court, comme il déconcerte Messali Hadj et les communistes. A-t-il vraiment parlé d'«opération suicide» ? Le discours qu'on lui interdit de prononcer à l'Assemblée algérienne mettait en garde le gouverneur général contre «la paix des cimetières». Dès le début de 1955, des contacts sont pris entre le pharmacien de Sétif et les maquisards. Quand il se rend à Paris, durant l'été, ce n'est pas encore comme mandataire du FLN : mais les exhortations qu'il adresse à ses amis politiques parisiens — et bien que le général de Gaulle ait refusé de le recevoir — font écho à des propos recueillis hors des milieux «légaux».

Le ralliement au FLN

Et, huit mois plus tard, le 22 avril 1956, Ferhat Abbas le casanier, le modéré, le réformiste, atterrit au Caire et tient une conférence de presse aux côtés de ses «frères» du FLN. Cette entrée en scène fut gâchée par un étrange incident : la version anglaise de sa déclaration avait été «complétée», on n'a jamais su à l'initiative de qui, par l'annonce que le FLN se disposait à «porter la guerre en France» ; assertion que Ferhat Abbas eut toutes les peines du monde à démentir. Mais il s'inséra intelligemment dans les rangs du FLN, un peu emprunté, discipliné, discret. Après Le Caire, où il se sentait étranger, il s'installa à Montreux, puis à Tunis où, à Rabat, recevant peu, habituellement, de ses amis, il se sentait chez lui. Ses camarades révolutionnaires, qui lui confièrent, à la présidence du CCE (Comité de coordination et d'exécution), la direction politique du FLN.

En septembre 1958, le Front annonce soudain la création du «gouvernement provisoire de la République algérienne». Président : Ferhat Abbas. L'ancien député de Sétif n'est pas plus tôt promu à ce poste que le général de Gaulle, revenu depuis le 1^{er} juin au pouvoir, lance son appel à la «paix des brèves». Et c'est en opposant au chef du gouvernement français un refus que bien des révolutionnaires n'auraient pas osé formuler que Ferhat Abbas inaugure ses pouvoirs, non sans ajouter : «Il ne faut pas froisser les combattants, mais il va falloir causer...» Et, en décembre 1960, c'est en élargissant le nom de Ferhat Abbas que les prolétaires clochardisés des faubourgs submergent la rue d'Alger et font basculer le pays vers l'indépendance.

Une nouvelle ironie de l'histoire voulut que ce ne fut pas le paisible pharmacien de Sétif, mais son confrère Benyousséf Ben Khedda, jusqu'alors peu connu, qui fut l'interlocuteur valable de Paris : un jour de l'été 1961, alors que les premières négociations d'Evian venaient d'être rompues, Ferhat Abbas était remplacé, à la tête du GPRA, par un homme que sa réputation de fermeté mettait peut-être en meilleure posture pour faire accepter aux maquisards les concessions auxquelles était résigné le Front. Abbas se retira avec dignité, mais sans cacher son amertume. Et lorsque, au lendemain de l'indépendance, les amis d'Ahmed Ben Bella s'opposèrent au GPRA avec l'aide de l'armée des frontières de Houari Boumedienne, ce n'est peut-être pas sans que l'animosité quelque rancune contre M. Ben Khedda que Ferhat Abbas, le laïque, se rallia à leur groupe dit «de Tiencen», qui proclamait son attachement aux traditions religieuses de l'islam.

Reconnaissance pour les services rendus ou hommage naturel aux capacités et à l'expérience du député de Sétif ? «Monsieur Abbas» fut le premier président du Parlement de l'Algérie indépendante — poste qu'il devait

quitter, non sans éclat, pour protester contre le caractère trop autoritaire de la Constitution soumise en 1963 à l'approbation de l'Assemblée. En 1964, il était arrêté par le régime d'Ahmed Ben Bella et envoyé en résidence forcée au Sahara, comme en 1943. Il était libéré en juin 1965 par le régime de Houari Boumedienne.

Depuis lors, il menait une vie discrète à Sétif, refusant même, lors de ses séjours en France, de prendre contact avec la presse et les milieux politiques. Il rédigeait sans hâte la suite de sa *mit kololo*, histoire du mouvement nationaliste algérien où le parti pris ne voile pas la bonne foi.

Il n'appréciait guère le «socialisme» instauré dans son pays — non qu'il fût le réactionnaire que certains ont imprudemment dénoncé, mais parce qu'il restait un vieux libéral, fondamentalement hostile au centralisme autoritaire.

Il le fit bien voir au printemps 1976, en publiant, avec son ancien rival Benyousséf Ben Khedda, l'ancien compagnon de Messali, Hocine Lahouel et le cheik Bheirreddine, un texte dénonçant le «pouvoir personnel» et le «culte de la personnalité», en même temps que l'intransigence de la stratégie algérienne dans le conflit du Sahara occidental. Chacune de ces critiques peut être contestée, mais non le courage du vieil homme, qui se retrouvait une fois encore, comme sous de Gaulle, comme sous Ben Bella, placé sous surveillance policière. Il y a des «modérés», comme lui, qui sont plus souvent poursuivis que certains extrémistes verbaux...

Depuis lors, il avait publié une longue autobiographie, dont le premier tome porte un titre éloquent : *la Nuit coloniale* (3). Il y révélait les conflits internes qui, face à la répression, avaient déchiré le mouvement d'émancipation algérien, mais aussi l'inévitable aveuglement des divers pouvoirs français auxquels il eut à faire face. Il est revenu sur ces thèmes qui lui tenaient à cœur et a analysé les événements qui, à partir de la «Toussaint rouge» ébranlèrent l'Afrique du Nord française dans *Autopsie d'une guerre, l'aurore* (4).

Quand on écrira l'histoire méthodique de la naissance de l'Etat algérien, il faudra rendre justice à cet honnête homme qui fut un citoyen sans baine, un patriote sans sectarisme, incarnation inquiète de la longue ambiguïté algérienne. Epopée bourgeoise, audaces prudentes, élins d'œil plutôt que vision ? «Monsieur Abbas» n'eut jamais l'abandon de son voisin Habib Bourguiba, ni la piteuse vigueur de son rival Messali. Mais, sans ce héros moyen, sans ce bon sens en alerte, l'émancipation de l'Algérie n'aurait-elle pas été plus tardive ?

JEAN LACOUTURE.

Ferme jusqu'à la fin

Ferhat Abbas n'a pas raté sa sortie. La mort de ce vieil homme, modeste et solitaire, éclipsa les travaux du congrès du parti unique auquel il n'avait jamais pu se faire. Tout l'appareil du FLN n'observa qu'une minute de silence, après que le ministre de la justice ait annoncé l'événement en séance plénière mardi après-midi.

Les sentiments intimes des dignitaires qui rendaient ainsi hommage à la mémoire du premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne étaient sans doute mitigés. Jusqu'à la fin, l'auteur du Manifeste algérien est resté ferme dans ses convictions et a résisté aux tentatives de «réconciliation».

L'en dernier, le président Chadli caressa un moment l'espoir de réunir certaines des grandes figures de la révolution à Alger pour le trentième anniversaire du soulèvement de novembre. Des exilés — tel M. Hocine Ait Ahmed, qui vient

d'appeler à l'insurrection de la démocratie en Algérie avec M. Ben Bella (le Monde du 21 décembre) — se virent proposer un libre retour au pays en échange d'un renoncement à leurs activités politiques. L'opération échoua dans la plupart des cas. Cependant, les médias officiels purent citer un nom prestigieux parmi les titulaires de la médaille du résistant créée à l'occasion de cet anniversaire, celui de Ferhat Abbas.

Un avion spécial était venu le prendre à Nice où il se trouvait le 20 novembre, mais il a refusé d'y monter. Son état était si faible que la remise de la décoration eut lieu à son domicile devant les caméras de la télévision algérienne. A la surprise générale, il récupéra un peu les mois suivants et ne resta pas silencieux. Après la diffusion des images souhaitées pour symboliser l'unité nationale, les journalistes algériens se gardèrent

bien d'interviewer Ferhat Abbas alors que la campagne pour l'écriture de l'histoire nationale se battait pourtant son plein. Mais sa porte était ouverte à quiconque le désirait.

Dans le modeste villa d'Alger où, en juillet 1984 et en mars 1976, les policiers de Ben Bella puis de Boumedienne firent irruption, la première fois pour l'arrêter, la seconde pour l'assigner à résidence, il ne nous cachait pas, il y a un an, qu'il n'avait pas le droit de le parole sous le régime actuel. Il notait que «Chadli avait bien commencé» mais s'interrogeait sur la suite, constatant que «maintenant, le président se moque vite» dans le sens souhaité par ce partisan du multipartisme.

Décoré par le régime, Ferhat Abbas était en fait interdit de parole. Son dernier livre, *l'Indépendance confisquée*, paru chez Flammarion en septembre 1984, ne fut pas diffusé en Algérie et alors,

constatait-il amèrement, que nos librairies sont envahies par des ouvrages marxistes».

L'auteur avait envoyé les épreuves au président Chadli sans obtenir autre chose qu'un accusé de réception poli. Pouvait-il espérer plus pour des pages bravant tous les tabous, y compris celui de l'engagement d'Alger aux côtés du Polisario contre le Maroc, «le plus scandaleuse des aventures, un crime perpétré contre l'unité et la paix nord-africaines» ?

Ces déclarations tranchées effrayaient même les militants aujourd'hui condamnés à la prison pour avoir créé et illégalement la Ligue algérienne des droits de l'homme, initiative à laquelle il ne fut pas associé. L'hommage officiel qui lui est rendu ne doit pas faire illusion : c'est un gène qui vient de disparaître.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

(1) Publiés en 1931, ces textes ont été réédités sous le même titre, mais précédés d'une préface et suivis d'un inédit *Rapport au maréchal Pétain*. Editions Garnier, Paris, 1981.

(2) Les autorités algériennes ont officiellement retenu le chiffre de 45 000 morts.

(3) Editions Julliard, Paris (épuisé).

(4) Editions Garnier, Paris, 1980.

صبراً من الامل

سكنا من الامم

ASIE

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AUX PHILIPPINES

La bataille politique la plus dure pour M. Marcos

De notre envoyé spécial

Manille. — On pensait qu'il se déroberait. En fait, M. Marcos a, semble-t-il, décidé d'affronter ce qui sera la plus dure bataille politique de ses vingt ans de pouvoir. La décision de la Cour suprême, annoncée le 19 décembre (le Monde du 20 décembre), de rejeter les onze recours en inconstitutionnalité du l'élection présidentielle du 7 février — dont on peut difficilement imaginer qu'elle ait été prise sans l'accord de M. Marcos lui-même — a véritablement ouvert une campagne électorale jusqu'alors hésitante étant donnée l'hypothèse qui pesait sur la tenue même de ces élections. La campagne va-t-elle pour autant devenir plus « politique », c'est-à-dire se disputer sur les grandes options présentées par les deux camps ?

Parce que ces élections ont pour enjeu le régime Marcos, elles ont pris un caractère de « plébiscite » moral, rejetant au second plan les options politiques qui font la une de la presse américaine : à Negro, par exemple, l'île des sucriers, nul rien qu'à l'hôpital de Baccod deux cents personnes sont mortes de maladies en relation avec la malnutrition, il est donc de la question du maintien ou non des bases américaines soit un thème électoral mobilisateur.

De manière symptomatique, la campagne électorale se développe sur deux plans. Il y a d'abord la campagne destinée à la grande masse rurale, majoritairement placée sous la domination des élites locales. Face au symbole de la répression du régime, la venue du principal adversaire de M. Marcos, qui parle de justice, déclare qu'elle n'habitera pas à Malacanang (le palais présidentiel) et qu'elle fera juger son occupant actuel pour l'assassinat de son mari, il y a un homme qui annonce l'apocalypse si

l'opposition gagne : « Les Philippines deviendront un nouveau Vietnam », a déclaré M. Marcos en ouvrant la campagne électorale dans la province de Batangas. « L'opposition est comme le serpent au paradis », a-t-il renchéri à Iloilo, sa province natale.

Parallèlement, la campagne se développe sur un autre plan. Les thèmes sont moins manichéens mais plus fluctuants. Ils sont destinés à la population politisée des villes, à

La raison fondamentale au caractère hésitant du programme de l'opposition tient en réalité à la fragilité de la coalition sur laquelle elle repose.

L'unité est formellement réalisée au sommet mais la coalition de forces allant d'une droite qui s'estime spoliée par Marcos jusqu'à des mouvements de l'extrême gauche, qui sont dans la mouvance du PC, en passant par une « troisième force », encore embryonnaire,

défendue, avec des nuances plus ou moins radicales, par le mouvement qui soutient depuis l'origine Cory Aquino.

La question des bases n'est pas qu'un problème académique. Elle déterminera en effet la position, non encore définie, qu'adopteront les mouvements qui composent ce qu'on appelle le « Parlement de la rue » dans la campagne électorale. Une tendance n'exclut pas la tactique déjà adoptée lors des élections générales de 1984 : le boycottage.

Le « Parlement de la rue »

Si, dans les campagnes, le résultat des élections dépendra — outre l'étendue de la fraude — de facteurs politiques traditionnels (clientélisme, argent) dans les villes, à commencer par Manille, le « Parlement de la rue » aura un rôle déterminant. Il est composé des différents mouvements qui avaient commencé à apparaître au lendemain de la levée de la loi martiale en 1981 et ont pris le relais de la vague de protestation qui suivit l'assassinat de Ninoy Aquino, à partir de l'automne 1983.

Le plus important de ces mouvements est le Front national démocratique (NDF) dont le moteur est le Parti communiste. L'alle, la plus radicale est clandestine. Les sous-groupes (étudiants, intellectuels, religieux, ouvriers) ne le sont pas et peuvent mobiliser jusqu'à 1 million de militants. Puis est né, en mai 1985, un autre mouvement, moins radical à l'origine : Bayan. Il s'agit d'une coalition de groupes issus de l'Alliance nationaliste qui se forma après l'assassinat de Ninoy Aquino. Il comprend aussi bien des étudiants (Ligue des étudiants philippins) que des ouvriers des syndicats KAMU et des paysans du KMP. Mais Bayan ayant été progressivement aspiré par le NDF, il s'est créé sur la droite en août 1985 Baudila, une nouvelle coalition de groupes de la gauche modérée, se disant sociaux-démocrates, qui a à sa tête Butz Aquino, le plus jeune frère du dirigeant assassiné.

« Le régime Marcos a conduit à une polarisation de la vie politique », nous explique Butz Aquino. « Tous les mouvements populaires, exceptés ceux qui sont dans la mouvance de l'Eglise — et encore — sont plus ou moins attirés par le PC. En fait, il y a un espace politique intermédiaire à occuper : une partie de la bourgeoisie a pris conscience que le cercle des privilèges s'est resserré autour du petit groupe des « barons » du régime et elle est désormais disposée à soutenir une opposition favorable à une libéralisation de l'économie et à des réformes sociales, palliant une radicalisation du monde ouvrier. C'est cette troisième force : non sous la forme d'un parti, mais d'un mouvement, d'un groupe de pression, que nous nous efforçons de créer. »

Si les candidats de l'opposition peuvent bénéficier du soutien de Baudila, Bayan paraît encore divisé et le FDN n'a pas encore arrêté sa conduite. Pour ces deux derniers mouvements, tout dépendra de la position prise par les candidats sur la question des bases américaines. Or, ceux-ci peuvent difficilement adopter une attitude radicale sans inquiéter le Congrès américain.

Un dernier élément, qui incite aussi l'opposition à la prudence, c'est l'armée. Une partie de celle-ci paraît souhaiter des réformes sans s'être déchaînée pour l'instant favorable au non au régime. M. Marcos a récemment reconnu, au cours d'une interview au New York Times, que son armée est divisée. Selon les documents du Sénat américain, un tiers des officiers participerait à un mouvement au sein de l'armée favorable à des réformes et nommé « We Belong ». Le malaise dans l'armée semble avoir été aggravé par la réintégration dans ses fonctions du général Ver. Autant de facteurs incitent l'opposition à ne pas adopter des positions trop radicales. Mais le risque est, dans ce cas, de s'allier le soutien des forces populaires qui sont dans la mouvance des communistes.

PHILIPPE PONS.

Indonésie

• Condamnation d'intégristes musulmans. — Un tribunal de Djakarta a condamné, mardi 24 décembre, deux religieux intégristes musulmans à dix-huit ans de prison. Le premier, M. Abdul Quadir Ismail, a notamment été reconnu coupable de complicité de l'explosion d'une bombe qui a détruit une banque chinoise de la capitale en 1984. Le second, M. Andi Fatma, jugé coupable de s'opposer à la loi, était le secrétaire du « groupe des cinquante », qui comprend des anciens membres du gouvernement et des officiers en retraite opposés au président Suharto. — (AFP.)

M. Marcos ne s'est pas dérobé : le « ticket » Aquino-Laurel, si fragile soit-il, constitue un défi ; et les communistes, dans l'ombre, tirent souvent les ficelles.

l'élite et, avant tout, à l'étranger, c'est-à-dire aux Etats-Unis. La question philippine est en effet devenue depuis l'assassinat de Ninoy Aquino, le 21 août 1983, une affaire intérieure américaine ainsi qu'en témoigne la place importante que la presse des Etats-Unis lui accorde. Les médias américains veulent des réponses de l'opposition : « alternative morale » d'accord mais, encore, quelles sont ses options ? Ils doivent se contenter de réponses assez générales.

Une coalition fragile

Ce n'est pas là la conséquence de l'inexpérience politique de la candidate à la présidence, M^{me} Corason Aquino. Le sénateur Laurel, qui se présente à ses côtés, briguant la vice-présidence, n'est guère plus précis. Seul le ton diffère. « Cory » Aquino paraît « appliquée », lorsqu'elle parle de politique, attentive aux mots qu'elle emploie. Salvador Laurel est beaucoup plus à l'aise, possédant l'art du politicien de noyer les questions embarrassantes dans des questions fleuves.

constituée par une bourgeoisie progressiste, ne peut avoir des positions tranchées.

En porte à faux par rapport aux forces qui ont élaboré un programme qui se ramène à quatre points : libération des prisonniers politiques, amnistie des participants à la guérilla communiste s'ils renoncent à la violence et légalisation du PC, révision de la Constitution (en particulier ce qui concerne les pouvoirs exceptionnels que s'est conféré M. Marcos), réorganisation de l'armée et renégociation du traité sur les bases américaines, qui expire en 1991.

Cette dernière question est la plus épineuse pour l'opposition, car elle la divise profondément. Si une partie de celle-ci souhaite que les bases, qu'elle juge essentielles pour l'équilibre régional mais qui entament la souveraineté nationale des Philippines, aient un nouveau statut à partir de 1991, un autre courant profond représenté par la gauche libérale demande leur démantèlement immédiat. Si la première thèse est, en gros, celle du parti de Salvador Laurel, l'Unido, la seconde est

EUROPE

URSS

M. Grichine, membre du Politburo cède à M. Eltsine la direction du parti à Moscou

L'agence Tass a annoncé, mardi 24 décembre (nos dernières éditions du 25), la mise à la retraite de M. Viktor Grichine, premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou et membre du Politburo, et son remplacement dans la première

fonction par M. Boris Eltsine, secrétaire du comité central. Ce changement a été décidé au cours d'une réunion du comité du parti de la capitale à laquelle assistait M. Gorbatchev, secrétaire général du PC.

Un symbole de l'immobilisme brejnévien

On avait pris l'habitude ces dernières semaines de voir partir les nomenklaturistes septuagénaires, mais il fallait admettre que le cas des « seniors », ceux qui siègent au Politburo ou au secrétariat, possédant tout de même un problème plus compliqué. On pouvait remplacer les Epichev, les Gorchikov, les Dymchitz, membres du comité central ; mais il en allait autrement des Grichine, des Tchitcherbitzki et des Kouznetsov, chefs du parti à Moscou, en Ukraine et au Kazakhstan respectivement, qui se trouvent être aujourd'hui les trois plus anciens membres titulaires du Politburo : ils ont été tous trois élus en 1971.

Voici qu'un de ces bastions vient de tomber, et non des moindres. Viktor Grichine, en tant que premier secrétaire du parti à Moscou depuis 1967, était non seulement au sein de l'équipe dirigeante actuelle l'un des hommes les plus anciens dans la même fonction (après Kouznetsov), il avait aussi fait figure, en février-mars derniers, de dauphin possible de Constantin Tchernenko : une sorte de candidat de rechange de la vieille garde contre le benjamin Gorbatchev.

Président des syndicats

Malgré son âge (soixante et onze ans aujourd'hui), il s'était montré très actif pendant toute la période de transition et, jusqu'à ces derniers jours, participant à toutes sortes de meetings et ne répugnant pas à un certain culte de la personnalité (son buste avait été inauguré en juillet dernier dans sa ville natale de Serpoukhov, dans la région de Moscou). Et surtout en « verrouillant » son fief contre le vent du changement : pas un seul de ses adjoints au secrétariat du parti pour la capitale n'a été remplacé cette année, et les furieuses attaques déclenchées par la presse ont été contre son vieux complice, M. Vladimir Prokhorov, maire de Moscou, n'ont abouti à aucun résultat jusqu'à présent.

Avec son départ de l'organisation moscovite du parti, et bientôt sans aucun doute du Politburo, c'est une

page qui est tournée sur toute une époque. Né en 1914, M. Viktor Grichine avait commencé sa carrière dans les chemins de fer. Sans avoir fait aucune étude supérieure ni participé à la guerre, il entre en 1941, dans l'appareil du parti, d'abord de sa ville de Serpoukhov, puis au niveau de la région tout entière, que dirigent alors notamment Khrouchtchev (de 1949 à 1953), bientôt M. Ivan Kapitonov et Peter Demouchev, toutes figures bien connues actuellement (le deuxième est toujours secrétaire du comité central, le dernier ministre de la culture et membre suppléant du Politburo). C'est d'ailleurs à M. Ivan Kapitonov que M. Viktor Grichine succède en 1952 comme second secrétaire de la région de Moscou, avant de passer à la même place, quatre ans plus tard, à M. Vasili Kouznetsov, un autre vétéran qui vient d'être lui-même mis à la retraite après avoir présidé aux destinées de la région pendant plus de vingt ans.

M. Grichine préside ensuite, de 1956 à 1967, les syndicats soviétiques. Mais, lorsque le premier secrétaire de la ville de Moscou, M. Egoritchev, est brutalement limogé pour crime de « lèse-Politburo » (il avait critiqué le comportement de la direction pendant la guerre de six jours au Proche-Orient), c'est à M. Viktor Grichine, déjà un ancien puisqu'il siège au Politburo comme suppléant depuis 1961, que l'on fait appel pour lui succéder. Il restera dix-huit ans à ce poste, symbole à la fois de l'immobilisme brejnévien (ses innombrables discours n'ont jamais fait apparaître la moindre idée originale) et de la gérontocratie ambiante.

Son successeur, M. Boris Eltsine, n'est pas un inconnu puisqu'il fait partie des hommes promus ces tout derniers mois, depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir suprême. Né en 1931, il a fait toute sa carrière dans la région de Sverdlovsk, celle d'où sont issus plusieurs membres éminents de l'équipe dirigeante actuelle, notamment M. Ryjkov, chef du gouvernement, Rjabov, l'un des adjoints de ce dernier, ou encore

Krouchtchev, chef de l'administration du comité central. Ingénieur de formation, il avait dirigé l'appareil du parti à Sverdlovsk pendant neuf ans, de 1976 à avril dernier, date à laquelle il fut appelé à Moscou pour prendre, dans l'appareil central du parti, la direction du département chargé de superviser l'industrie de la construction. En juillet dernier, il avait fait partie de la toute nouvelle promotion au secrétariat du parti, avec M. Zaitkov, ancien dirigeant du parti à Leningrad, et qui semble superviser la conduite de l'industrie lourde et militaire. On ne sait s'il conservera son poste de secrétaire ; mais, si la tradition est maintenue, M. Eltsine devrait hériter du siège de M. Grichine au Politburo dont, il n'est, pour l'instant, même pas suppléant.

MICHEL TATU.

• Changement en Moldavie. — Le chef du gouvernement de la République soviétique de Moldavie, M. Ivan Oustian, a été « mis à la retraite pour raisons de santé », a annoncé, mardi 24 décembre, l'agence Tass. Agé de quarante-six ans, M. Oustian occupait ce poste depuis 1980. Il a été remplacé par M. Ivan Kalina, qui était depuis cinq ans président du Soviet suprême (chef de l'Etat) de cette république. — (AFP.)

• Une mise au point du Congrès juif mondial. — Le Congrès juif mondial (CJM) a publié, mardi 24 décembre un communiqué mettant en garde contre « certaines interprétations » des voyages effectués cet automne à Moscou et à Varsovie par son président, M. Edgar Bronfman. « Aucune base sérieuse ne permet à ce jour de considérer certaines interprétations de ces voyages, parues dans la presse, comme sérieusement fondées », indique le texte. Ce communiqué fait allusion au rôle d'intermédiaire prêt à M. Bronfman dans une négociation entre l'URSS, Israël, la France et la Pologne, concernant l'émigration des juifs d'URSS vers Israël. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Israël

M. Pérès et trois ministres ont assisté à une réception offerte par le maire de Bethléem, M. Freij

Pour la première fois depuis dix-neuf ans, pas moins de quatre ministres israéliens, dont le président du conseil, M. Shimon Pérès, ont honoré, le mardi soir 24 décembre, la réception de Noël offerte par le maire de Bethléem, M. Freij, personnalité palestinienne modérée. L'an passé, M. Pérès ne s'était fait accompagner que d'un seul ministre. Dans une atmosphère particulièrement tendue, M. Pérès a déclaré : « Une ère de paix souffle sur notre région (...) nous devons nous employer à compléter le processus de paix et à résoudre le conflit, avec les peuples jordaniens et palestiniens. »

Le premier ministre était entouré du ministre de la défense, M. Yitzhak Rabin, celui des communications, M. Rubinstein, et du ministre de la police, M. Haim Barlev. Alors que M. Freij appelait au « rapprochement entre les peuples arabe et juif », une autre personnalité palestinienne, M. Hanna Signora, rédac-

teur en chef du journal *Al-Fajr*, présentait pour faire partie d'une éventuelle délégation jordanopalestinienne, observait : « Les divergences entre les parties au conflit se sont réduites, notamment en ce qui concerne le thème d'une conférence internationale et le principe d'une délégation de l'OLP à cette conférence. »

• A TUNIS, des sources palestiniennes ont indiqué que M. Arafat se remettrait d'une « légère indisposition » l'ayant obligé à se reposer durant « quelques jours ». Selon d'autres sources, notamment citées par la presse américaine, la « maladie » du chef de l'OLP serait quelque peu « diplomatique » : M. Arafat aurait en fait été attendu ces derniers jours à Amman, où le roi Hussein — tout comme le président égyptien — entend lui faire accepter publiquement les résolutions 242 et 338 de l'ONU (reconnaissance implicite d'Israël), ce à quoi l'OLP se refuse. — (AFP, AP.)

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Conscription forcée à Kaboul

Islamabad. — L'armée afghane a entrepris une campagne pour enrôler de force de jeunes lycéens afghans, ont rapporté, mardi 24 décembre à Islamabad, des sources diplomatiques occidentales. Selon ces sources, des soldats afghans ont encerclé plusieurs établissements d'enseignement secondaire de Kaboul, le 16 décembre, alors que s'y déroulaient des cérémonies de remise de diplômes, et tenté de « convaincre » par la force de jeunes diplômés de s'engager dans l'armée. Au lycée istisqal (l'ancien lycée français de Kaboul), cent cinquante jeunes ont ainsi été « convaincus » de s'engager, selon les diplomates. La plupart des jeunes se sont toutefois refusés de l'établissement pour échapper à cette conscription forcée, malgré le cordon de militaires déployé autour de l'établissement. Pour tenter de dissuader les lycéens, certains soldats ont tiré en l'air, ont ajouté les sources diplomatiques. Selon ces sources, 50 % des jeunes diplômés des établissements scolaires afghans ont quitté leur pays au cours des trois dernières années, pour se rendre au Pakistan, en Europe ou aux Etats-Unis afin de ne pas être enrôlés dans l'armée. — (AFP.)

ALBANIE

Six personnes réfugiées dans l'ambassade d'Italie

Quelles sont les raisons du départ pour Tirane de l'ambassadeur d'Albanie à Rome annoncé le mardi 24 décembre dans la capitale italienne ? Le porte-parole de l'ambassade s'est refusé à tout commentaire, mais ce voyage intervient au moment où Rome cherche à régler une affaire difficile avec Tirane. En effet, six Albanais (Achille Pope et ses cinq frères et sœurs) sont réfugiés depuis le 12 décembre dans l'ambassade d'Italie à Tirane et demandent l'asile politique à Rome. Le gouvernement albanais demande que les Pope soient expulsés de l'ambassade et l'agence de presse albanaise (ATA) affirme qu'ils ont agi « contre l'Etat au service d'un pays étranger ». Samedi dernier, M. Craxi avait indiqué que son gouvernement négocierait avec Tirane pour trouver « une solution fondée sur le respect des droits de l'homme », mais que « c'est une solution difficile ». — (AFP.)

ARGENTINE

La Cour suprême se prononcera sur le sort des anciens chefs militaires

Buenos-Aires. — Le procureur Julio Strassera a fait appel, mardi 24 décembre, du jugement prononcé au début du mois par le tribunal fédéral de Buenos-Aires contre les neuf commandants des trois juntas militaires qui ont dirigé l'Argentine de 1976 à 1982. Cinq des accusés — les anciens présidents Videla et Viola, les amiraux Massera et Lambruschini et le général d'aviation Agosti — avaient été condamnés à des peines allant de quatre ans et demi de prison à la réclusion à perpétuité. Les quatre autres avaient été acquittés. Ces sentences ont généralement été jugées clémentes par les mouvements regroupant les parents des personnes disparues pendant la dictature. Le procureur, qui partage ce sentiment, n'indiqua, pour sa part, que le jugement « ne se trouve pas d'unanimité et constitue par certains aspects une décision arbitraire ». Les cinq militaires condamnés ont, de leur côté, fait, eux aussi, appel des décisions du tribunal. L'affaire se trouve désormais entre les mains de la Cour suprême. — (AFP, AP.)

EL SALVADOR

Trêve des combats avec la guérilla

San-Salvador. — A la demande de l'Eglise catholique, le gouvernement salvadorien a accepté, mardi 24 décembre, d'observer pendant dix jours une trêve des combats avec la guérilla. Selon un communiqué émanant du bureau du président Duarte, la trêve devrait durer du 24 décembre à minuit au 2 janvier. Cependant l'armée restera « vigilante », les militaires ayant, indique le communiqué, « l'obligation constitutionnelle de veiller à l'ordre public ». Ces derniers, qui n'avaient dans un premier temps montré aucun enthousiasme à cesser leurs opérations contre les « terroristes », ont fait savoir qu'ils observeraient la décision puisqu'elle venait du président, « commandant en chef des armées ». Apparemment méfiant envers les intentions des forces de l'ordre, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), qui avait accepté immédiatement la proposition de Mgr Rivera, archevêque de San-Salvador, a finalement décliné, de son côté, une première trêve de soixante-douze heures à partir de mardi-matin et une seconde du 31 décembre au 2 janvier. La guerre civile, qui fait rage depuis six ans, a causé la mort de cinquante-cinq mille personnes. — (AFP, UPI.)

politique

Les deux façons d'interpréter la loi limitant le cumul des mandats

Les discussions de marchandage de tapis ne sont certainement pas la meilleure façon de rédiger un texte législatif. C'est pourtant ainsi qu'à 00 h 30 de la loi limitant, pour la première fois en France, le nombre des mandats que peut détenir un homme politique. Constitution oblige : parce que cette loi concernait les membres du Sénat, elle devait être votée dans les mêmes termes par les deux chambres du Parlement.

Comme tout le monde voulait parvenir à un accord, chacun a fait un pas vers l'autre, rajoutant une incidente dans un paragraphe de la plume d'un autre rédacteur, modifiant une formule qui était déjà le fruit d'une modification du texte initial précédemment modifié. Ainsi, un amendement rédigé par le gouvernement est suivi par un paragraphe écrit par un député, auquel renvoie un élève mêlant des phrases du gouvernement, de l'Assemblée et du Sénat. Le résultat ? Une espèce de ménéage, bien éloigné de la règle que s'imposait Portalis en rédigeant le code civil : « Les lois doivent être comprises par des personnes du modeste entendement ».

Le principe de base est certes clairement énoncé : pas plus de deux mandats ou fonctions importantes par élu. Va encore pour le mécanisme permettant d'y parvenir progressivement : à partir de 1987, lors de chaque élection, l'élu devra réduire d'une unité le nombre de ses mandats, afin de se mettre petit à petit en conformité avec la nouvelle règle.

Mais un juriste ne retrouve pas ce droit dans l'airné consacré à ce qui doit se passer en 1986. L'affaire étant politique, elle s'est réglée entre élus et non entre fonctionnaires, dont le métier est d'écrire la loi.

Mais, relève-t-on, il n'est pas évident que le texte veuille juridiquement dire ce que tout un chacun pensait qu'il devait signifier.

La but à atteindre était pourtant, lui aussi, simple : la majorité sénatoriale ne voulait pas d'une application trop brutale de la règle de base, pour éviter de multiples élections partielles cantonales, en une année — 1986 — politiquement sensible.

Le gouvernement voulait, lui, faciliter le tâche des ministres ou anciens ministres, qui souhaitent retrouver leur siège de député, sans abandonner leur fauteuil de maire, ou leur place au conseil général.

Seule solution : introduire une nouvelle exception à la concession déjà prévue par les députés. En 1986, chacun pourra conserver un nombre de mandats équivalant à celui qu'il détenait actuellement, mais sans pouvoir l'accroître. D'où la proposition faite au Sénat : un élu pourra augmenter le nombre de ses mandats en 1986, si ce nombre est inférieur à trois.

Où ! Tout était réglé. Pour les politiques, oui. Pour les juristes, tout commence.

Que faire ?

Car, pour éviter de donner l'impression de modifier complètement le texte voté par l'Assemblée nationale, les sénateurs se contentèrent d'y ajouter une incision. Et les administrateurs du Palais-Bourbon, habitués à décorer les formules législatives les plus complexes, découvrirent que le rajout se plaçait dans le cadre d'une dérogation, non concernée déjà que les possesseurs de plus de deux mandats !

En quelque sorte, c'était au mieux un pléonasme. Au pire, une contradiction.

Effroi et consternation. La loi était définitivement votée. Que

faire ? Surtout que le ministère de l'Intérieur ne voulait absolument pas donner l'impression qu'il avait tendu un piège aux sénateurs. Tout fut envisagé, y compris de demander au président de la République d'user du droit que lui reconnaît la Constitution de demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi.

Mais il est toujours possible, avec un peu de bonne ou de mauvaise volonté, de donner de cette loi deux interprétations : l'une est celle des juristes du Palais-Bourbon (en 1988, il ne sera pas possible d'accroître le nombre des mandats que l'on détient, quel que soit celui-ci).

Aux juridictions de trancher cette embûche : le Conseil constitutionnel, éventuellement saisi par le bureau de l'Assemblée ou du Sénat, ou par le garde des sceaux, pour les parlementaires. Les tribunaux administratifs, puis en appel le Conseil d'Etat, pour les élus locaux.

La jurisprudence veut que le juge se réfère à l'esprit des travaux parlementaires. Il sont en ce point plus clairs : M. Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur, « sans aucun doute fait sienne en séance publique, l'interprétation donnée par le Sénat à son texte. Seul Jean-Pierre Worms, député socialiste de Seine-et-Marne et rapporteur du projet, s'est contenté de dire qu'il rapportait ce qui avait été l'esprit du Sénat ».

Mais tout laisse à penser que, ni les bureaux des assemblées, ni le futur ministre de la justice, n'auront envie de soulever ce livre. Mais un candidat malheureux à une éventuelle élection locale ?

THIERRY BRÉMER.

SITUATIONS 86

HAUTE-SAVOIE : le PS n'échappe pas à la désunion

(De notre correspondant.)

Annecy. — Les partis politiques ont en Haute-Savoie un pouvoir de désolvement tout à fait remarquable. Au RPR, une crise oppose depuis plusieurs semaines partisans et adversaires de M. Pierre Mazaud, ancien ministre et maire de Saint-Julien-en-Genevois. Ces derniers ont construit une liste concurrente et ils ont été, quelques jours plus tard, exclus de leur parti par M. Jacques Toubon.

Au Front national également la colère gronde. Les militants contestent en effet le « parachutage » de M. Yves de Régis, industriel lyonnais, colonel de réserve qui est sous ses ordres en Algérie M. Le Pen et qui conduira en Haute-Savoie la liste du Front national. Des responsables du mouvement sont aujourd'hui sur le point de rejoindre le Front d'opposition nationale.

C'est le Parti socialiste qui connaît la crise la plus grave. Là aussi, le « parachutage » d'une tête de liste non issue du département irrite un grand nombre d'élus locaux qui ont décidé de soutenir une liste socialiste et de centrer gauche que conduira le maire d'Annemasse, M. Robert Borrel (PS). Elle entrera ainsi directement en concurrence avec celle officiellement investie par les instances locales et nationales du PS et qui dirigera M. Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national aux études du Parti socialiste.

« Nous manifestons par cet engagement notre conviction que la situation électorale du département a été mal analysée par le PS à partir d'une méconnaissance du terrain et de mauvaises informations transmises à Paris par les responsables départementaux de l'appareil du PS », souligne, dans un communiqué, M. Borrel. M. Strauss-Kahn, qui brandit la menace de l'exclusion à l'encontre du maire d'Annemasse et de ses amis, estime que l'attitude

de M. Borrel n'a « aucune explication rationnelle » et qu'elle est « techniquement absurde ». Le Front national pouvant parfaitement profiter de la division des socialistes pour remporter un siège en Haute-Savoie.

Dans ce département, qui n'a eu aucun représentant socialiste à l'Assemblée nationale depuis 1958, le scrutin proportionnel constitue, selon M. Gérard Grandjacques, premier secrétaire fédéral du PS, « une chance historique ». Le PS espérant recueillir, s'il va uni à la bataille en mars prochain, 20 % des suffrages.

C. F.

BOUCHES-DU-RHÔNE : M. Gaudin est soumis à la pression du Front national

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — A l'occasion de la présentation des listes du Front national dans les Bouches-du-Rhône, à Marseille, M. Pascal Arrighi, qui conduira celle des législatives dans ce département, a clairement énoncé la possibilité d'un blocage, en vue d'une dissolution de la future assemblée régionale de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en cas où l'opposition l'emporterait mais se refusait à une « entente en bonne et due forme » avec le parti de M. Le Pen.

« Si M. Gaudin est élu président et ne peut pas administrer, a déclaré M. Arrighi, pour nous, notre marge d'action sera totale. Nous pouvons bloquer le système en demandant aux électeurs de se faire juges du conflit qui nous oppose. Mais je crois que le sagesse prévaudra ».

Aux deuxième et troisième places de la liste du Front national pour les législatives figurent MM. Ronald Perdomo, secrétaire départemental du Front national, et Jean Roussel, conseiller général (ex-PR). La quatrième place, comme la deuxième de la liste des régionales (conduite par M. Perdomo) a été réservée à M. Gabriel Domenech, actuel

rédauteur en chef du journal *le Mitrailleur*, qui doit confirmer sa candidature après avoir pris sa retraite à la fin de l'année. M. Domenech a été député (Ind.) de la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence (Manoche, Forcalquier) de 1958 à 1962 et membre du Centre démocratique de M. Lecanuet de 1965 à 1970.

G. P.

● Haute-Corse : des communistes « dissidents ». — Plusieurs élus communistes de Haute-Corse ont présenté à Bastia une liste — dite d'« Union républicaine » — qui sera conduite par M. Jacky Padovani, maire de San-Martino-di-Lota, lors des prochaines élections régionales.

Au sein de cette liste, figurent notamment MM. Vincent Duriani, adjoint au maire de Bastia, Joseph Castelli, conseiller général de Casinca et Joseph Campana, maire d'Aliani.

Selon M. Padovani, cette liste « dissidente » a été constituée « afin d'écarter l'hémorragie électorale du PCF et de la gauche ». M. Duriani a pour sa part déclaré que « des discussions avec la direction du Parti communiste avaient eu lieu, mais sans aucun résultat ».

● Mayotte : un candidat mahorais. — Le Mouvement populaire mahorais (MPM), principale force politique de Mayotte, a annoncé qu'il présenterait son propre candidat aux prochaines législatives. Le MPM souhaitait un accord avec le RPR ou l'UDF sur une candidature commune, mais refusait le choix de M. Jean-Michel de Cazanove, désigné début octobre par les instances nationales du RPR, — confirmé par M. Jacques Chirac, lors de son voyage à la Réunion.

De son côté, le député sortant de Mayotte, M. Jean-François Hory (MRG), élu en 1981 avec l'appui du MPM, n'a pas exclu de se représenter si le MPM décidait de le soutenir.

LA MORT DE FERDINAND CHARBIT

L'un des premiers antistaliniens du PCF

La mort de Boris Souvarine, l'an dernier, a justement attiré l'attention sur les oppositionnels d'avant la déstalinisation officielle. On en a peut-être trop oublié les autres antistaliniens qui, dès la bolchévisation maladroite de 1924, avaient refusé méthodes, mots d'ordre parachutés et argent.

Ferdinand Charbit, mort le 4 décembre, était un de ceux-là. Né le 8 février 1892 à Tlemcen (Algérie), dans une famille juive, pauvre (son père était portefaix), il travailla dans une imprimerie dès l'âge de douze ans. Il voyagea entre l'Algérie, la France et la Suisse, travaillant et militant dans le Syndicat du livre. Il est un des animateurs de la grève des typographes de la presse parisienne en 1912. En 1913, il fut, à Alger, une conférence contre la loi militaire des trois ans.

A la déclaration de guerre, Ferdinand Charbit, qui vient d'être réformé, retourne en Algérie, puis tente de gagner la Suisse. Refusé à Bellegarde, il s'installe à Lyon et, à côté de son travail de typographe, devient un de ces rares militants syndicalistes qui, avec Monatte, Rosmer, Mercurio, refusent l'union sacrée. Il adhère au Parti socialiste, à la veille du congrès de Tours, pour y apporter sa voix à l'adhésion à la III^e Internationale.

Il a rejoint, en 1919, à l'occasion du congrès de la CGT à Lyon, Pierre Monatte et le groupe de la *Vie ouvrière*. La lutte se situe sur deux fronts : arracher la CGT aux majoritaires, groupés autour de Jouhaux, qui ont adhéré à l'union sacrée ; construire un parti communiste véritablement ouvrier. Charbit, adhérent du PC, suit la ligne du groupe de la *Vie ouvrière*, écrit dans le *Bulletin communiste* de Souvarine et dans les brefs *Cahiers communistes*, à la fin de 1922, après la crise du congrès de Paris. En décembre 1922, il entre comme journaliste à la rubrique sociale de *l'Humanité*, dirigée alors par Monatte. L'action de ces syndicalistes communistes dans la CGTU naissante et dans le PC se heurte, dès le début de 1924, à la bolchévisation mise en œuvre par Albert Treut et Suzanne Girault. La crise de 1924 sera pour ces hommes l'affaire politique la plus importante de leur vie. Ils ne peuvent rester dans un Parti communiste qui, pour eux, n'en a plus que le nom. Démissionnaires, puis exclus, Monatte, Rosmer, Delagarde, Louzon, Chambelland, Charbit, créent en janvier 1925 la *Révolution prolétarienne*, organe « syndicaliste communiste » (elle

changera son sous-titre en 1930 pour devenir « syndicaliste-révolutionnaire »).

Cette revue, financée de façon transparente par ses seuls lecteurs, devient l'organe de ceux qui refusent le confort du réformisme et la soumission des syndicats à un parti totalitaire dirigé d'ailleurs. Tous les membres du groupe ont repris leur métier salarié, et cela pour toute leur vie. Charbit, typographe, puis linotypiste, milite activement à la Chambre typographique unitaire et participe à tous les congrès fédéraux et nationaux. Il est le représentant de la minorité syndicaliste-révolutionnaire. Indépendance du syndicalisme, lutte contre le stalinisme (dès 1928, une rubrique, « Emprisonnés, déportés, exilés » est ouverte), lutte contre le colonialisme, lutte, bien évidemment, pour les revendications ouvrières et le maintien d'un esprit révolutionnaire dans le syndicalisme, tels sont les thèmes de la *Révolution prolétarienne*. Charbit écrit aussi dans la *Vérité* (trotskiste), en 1929, où il polemique avec Trotski sur l'indépendance du syndicalisme.

Militant révolutionnaire et juif, il est arrêté au Pré-Saint-Gervais en 1941 ; puis relâché par la police française ; peu après, il échappe aux Allemands, venus l'arrêter. Avec ses deux fils (sa femme s'était suicidée en 1941), il rejoint clandestinement Toulouse, où, après la deuxième guerre mondiale, il reprend une activité de journaliste dans la presse quotidienne et hebdomadaire socialiste, sans adhérer à la SFIO ni en accepter la *Révolution prolétarienne* réparait, après la suppression de l'autorisation préalable de publication, il y reprend tout naturellement sa place aux côtés de Monatte, Rosmer, Louzon et Chambelland. Il en est, après 1951, la cheville ouvrière.

La crise algérienne a été pour Ferdinand Charbit un choc brutal. Anticolonialiste, il a vécu la contradiction entre cet engagement et son identité algérienne, d'autant plus qu'un de ses fils, militant dans les réseaux d'aide active au FLN, a été condamné lourdement en 1960.

La fin de sa vie a été éclairée par les contacts qu'il avait pu maintenir et par le renouveau de l'intérêt des chercheurs pour un passé longtemps occulté. Il les recevait volontiers, leur prêtait des documents et, ainsi, contribua à maintenir une mémoire ouvrière.

COLETTE CHAMBELLAND.

LE BLOCAGE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LOUVIERS (suite)

La majorité du conseil municipal de Louviers (Eure) — gauche et dissidents de l'opposition — a repoussé le lundi 23 décembre pour la seconde fois en trois mois, la totalité des délibérations proposées par le maire, M. Odile Proust (RPR).

Le conseil municipal de Louviers est en crise depuis que le budget 1985 a été refusé en mars par la gauche — 5 CAG (Comité d'action de gauche), 2 PS, 1 PCF — et les dissidents de l'opposition — 10 UDF, RPR et divers.

En septembre, cette majorité de circonstance a décidé de provoquer un blocage de l'institution en votant contre toutes les délibérations de M. Proust, qui ne peut compter que sur quinze fidèles. « Nos refus ont pour seul objet d'obtenir le départ de M. le maire », a expliqué M. Jacques Leber, chef de file des dissidents, qui reprochent au maire son « autoritarisme » et son « mépris des personnes ». M. Proust se refuse, quant à elle, à partir.

La paralysie du conseil municipal pourrait entraîner à brève échéance une dissolution de l'assemblée communale et de nouvelles élections. La gauche et les dissidents estiment que le commissaire de la République devra maintenant transmettre au ministre de l'Intérieur et de la décentralisation un dossier de demande de dissolution. Si le conseil des ministres l'acceptait, de nouvelles élections devraient avoir lieu dans les deux mois suivant la parution du décret au *Journal officiel*.

CORRESPONDANCE

M. Rappaport et le PCF

M. Roland Rappaport nous écrit :

En lisant l'article que vous avez consacré à la « table ronde » du MRAP sur les juifs soviétiques (*Le Monde* du 21 décembre), je relève que vous me présentez comme « communiste critique ».

Si j'ai appartenu pendant longtemps au Parti communiste français, il est tout aussi vrai que je l'ai quitté dès l'ouverture, c'est-à-dire plus particulièrement comme démissionnaire, aux côtés de mes confrères Peretti et Jacoby — d'Anatole Tchichanski.

[M. Rappaport était, en 1981, membre du collectif fondateur de *Rencontres communistes*, que préside M. Henri Fickler.]

NOUVELLE OPÉRATION DE PRIORITÉ À GAUCHE

Les clubs Priorité à gauche (PAO) et La mémoire courte (qui font partie du collectif Ici et Maintenant, animés par l'égérie du parti, M. François Castor) organisent un « grand concours civique et photographique » ouvert aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, qui vise à inciter les électeurs de ces tranches d'âge à s'inscrire sur les listes pour les élections de 1986.

Quatre-vingt-six affiches seront apposées sur les murs de quatre-vingt-six villes. Les jeunes qui viennent de s'inscrire sur les listes électorales sont invités à se faire photographier devant l'une de ces affiches et à envoyer cette photo avec la photocopie de leur inscription sur les listes. Les photos gagnées les meilleures seront publiées dans le quotidien *le Matin de Paris*. Tous les participants recevront un cadeau.

● Le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon sanctionne un élu communiste. — M. Robert Capdeville (PS), président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, a décidé de retirer à M. Guy Arnaud, président du groupe communiste, la délégation à l'emploi dont il avait la charge. M. Capdeville reproche aux élus communistes du conseil régional d'avoir, le 19 décembre, voté contre le budget 1986. Il a adressé une lettre à M. Arnaud pour lui signifier sa décision. « Le groupe que vous représentez, écrit-il, s'est allié avec l'UDF et le RPR pour voter contre le budget. Ce vote prouve votre volonté évidente de rompre avec le soutien que vous apportiez à la politique que je mène à la tête du conseil régional. » Et M. Capdeville conclut : « Compte tenu de l'effort consenti dans ce budget pour créer et sauvegarder des emplois, je ne peux vous conserver ma confiance dans la mission que je vous avais confiée. Je vous retire donc votre délégation ».

● M. Bernard Fournier réélu président de l'UJF. — M. Bernard Fournier, président sortant de l'Union des jeunes pour le progrès, a été réélu, dimanche 22 décembre, à la tête de ce mouvement de tendance gaulliste. L'UJF précise, d'autre part, qu'elle continue à se situer « résolument dans l'opposition » et a « tenu à réaffirmer sa totale indépendance à l'égard de tout parti ou personnalité », tout en soulignant « son attachement et sa fidélité aux principes fondamentaux du gaullisme ».

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES

LE PASSÉ COMPOSÉ

Les 6x13 de J.-H. LARTIGUE

GRAND PALAIS

avenue Winston-Churchill

Tous les jours de 12 h à 19 h

jusqu'au 26 janvier 1986

Des élections paradoxales

(Suite de la première page.)

Entreprise absurde, puisque cette dernière reposera sur des bases radicalement différentes par définition même. On s'engage ainsi dans la voie d'une campagne purement formaliste qui risque de décevoir profondément les Français.

Cependant, Raymond Barre vient de faire entrevoir un grand projet à long terme. Négociant le plan économique, où il se contente d'un empirisme prudent, il annonce des changements considérables sur le plan politique. Déclarer qu'une fois élu président de la République il ferait aussitôt un référendum pour établir un scrutin majoritaire équitable et lui donner une valeur constitutionnelle, c'est proposer une réforme fondamentale, qui reconstruirait sur des bases indestructibles le second pilier du régime (le premier étant l'élection du président au suffrage universel).

Un murissement nécessaire.

Déclarer qu'en suite l'Assemblée nationale serait dissoute pour former une majorité nouvelle, c'est sous-entendre le lancement d'un parti présidentiel comme da Gaulle l'a fait en 1958 : ce parti regardant alors vers le centre, dans la ligne

des propos barriérés de ces dernières semaines.

Dans le vide actuel du débat, un projet d'une telle envergure fait entrevoir un changement réel du paysage politique. Il relègue déjà au second plan les controverses sur la cohabitation qui commencent à entamer la popularité de Raymond Barre.

Au regard de l'histoire, peu importa qu'une réforme aussi importante soit engagée en 1986 ou en 1988. Deux ans de murissement ne lui feraient pas de mal dans une phase de transition où les partis subissent de grandes transformations. On peut même penser qu'elle serait plus compromise s'affirmait par une crise constitutionnelle qui obligerait le président élu au suffrage universel « contrairement au mandat national qu'il a reçu, lui, du peuple tout entier » à se plier aux volontés des élus de 487 compétitions locales (1). Mais tout cela pourrait rendre les prochaines législatives un peu plus paradoxales encore : en les réduisant au premier acte d'une longue pièce dont les acteurs seraient condamnés à quitter prématurément la scène.

MAURICE DUVERGER.

(1) Charles de Gaulle : conférence de presse du 16 mai 1967.

BIBLIOGRAPHIE

Le ras le bol du socialisme de Charles Debbasch et de Michel Droit

A l'état de grâce à peu près succédé l'état d'amertume qui a entraîné la désignation de socialisme : telle est la démonstration que veut apporter M. Charles Debbasch dans son dernier ouvrage. Agrégé de droit, ancien président de l'université d'Als-Marseille, l'auteur montre, à travers tous les articles qu'il a écrits, essentiellement dans le *Figaro* et dans le *Dauphiné libéré*, où il est éditorialiste, la constance et la diversité de sa critique à l'égard du nouveau pouvoir.

Toutefois, dans la chance que lui offre l'alternance de 1986, l'actuelle opposition devra se garder de deux écueils, que M. Debbasch formule ainsi : « La restauration pure et simple du système de l'avant-mai 81 et le renouveau d'une table rase révolutionnaire ». L'auteur souhaite une solution de raison qui permette d'établir un « nouveau consensus » autour de la société libérale.

En revanche, c'est sur un ton volontairement polémique qu'un autre collaborateur du *Figaro*, le journaliste Michel Droit, de l'Académie française, entend dire à la gauche « ses quatre vérités et quelques autres ». Ou plutôt à M. François Mitterrand et socialement aux socialistes. Ce sont eux qui « dirigent l'imposture au système », qui imitent « l'utopie au service du dogme », qui pratiquent « l'intolérance de l'esprit et du verbe ». A travers ce prisme, tout y passe, sur le mode vengeur et allégre du pamphlet. La réquisitoire du procureur conclut cependant à l'indulgence : le socialisme subi (par lui) comme un cauchemar de cinq années sans enfin exorcisé. Merci la gauche !

A. P.

* Charles Debbasch, *La Désignation du socialisme*, Economica, 206 pages, 125 F.

* Michel Droit, *Lettre ouverte à ceux qui ont plus qu'eux du socialisme*, Albin Michel, 183 pages, 55 F.

صحن من الامل

société

« Proclamer le sens divin de l'humanité »

Le message de Jean-Paul II à tous les peuples

Venus d'Europe, des Etats-Unis, d'Amérique latine, des milliers de fidèles ont assisté, mercredi 24 décembre, à la messe de minuit célébrée en la basilique Saint-Pierre par le pape Jean-Paul II. « A nous tous réunis ici, à tous les peuples et à toutes les nations, à toutes les créatures du Seigneur, je formule l'espoir qu'au cours de cette nuit de Noël vous élaborez cette chanson dans toutes les langues, traditions et cultures : la chanson de la naissance du Seigneur, la chanson qui

proclame le sens divin de l'humanité », a déclaré le souverain pontife. La veille, le pape avait échangé des vœux avec ses compatriotes polonais en présence de l'évêque Szymon Wesoły, qui s'occupe de la diaspora polonaise dans le monde entier. Après avoir souligné qu'il était conscient des souffrances de son pays natal, Jean-Paul II a ajouté qu'une nation traitait aussi sa force « de ses blessures et de ses peines ».

A Lyon, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de la ville, a déposé cette année la cathédrale de Fourvière pour célébrer la messe de minuit au Luna-Parc, en compagnie des forains. Il a officié sur la piste d'autos-tournoyantes sur laquelle avait été dressé un autel de fortune décoré de dizaines d'enfants.

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, n'a pas rompu, pour sa part, avec la tradition et a célébré la messe de Noël à Notre-Dame.

Les fidèles se sont attachés les quatre mille cartes gratuites leur donnant droit d'accès à la cathédrale. Le nombre d'entrées à Notre-Dame avait en effet été limité pour raisons de sécurité. Monseigneur Agnès, une figure parisienne de l'écologie et du pacifisme, a protesté sur le parvis de la cathédrale contre ce qu'il considérait comme un mensonge chrétien. Interpellé en début de soirée, il a été retenu un peu plus tard.

CHEZ LES CHRÉTIENS DU LIBAN

Le Noël des familles et des combattants

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Un Noël d'orages et de pluies drues, glacées. Des magasins ouverts, achalandés, mais qui soldent tout ou presque. Des restaurants dans l'ensemble médiocrement animés. Un Noël à l'image de ce Liban épuisé, essouffé, au bord d'un armistice qu'on annonce ici pour la Saint-Sylvestre. De fait, conformément à la pause des dernières semaines, Beyrouth a connu un Noël presque sans bombardement ou échange d'artillerie.

Haddas, dans la banlieue sud-est de Beyrouth, est située à quelques centaines de mètres de l'aéroport et à portée des canons druzes d'Aley et des batteries chiites de Born-Braïneh. Dans ce quartier critique, la messe de minuit de l'an dernier s'était achevée dans les surs. Cette nuit, les seules rafales de tirs couvrant les chants de Noël venaient des milices chrétiennes sur la ligne de démarcation s'étant à leur manière la naissance du Sauveur.

L'église Notre-Dame d'Haddas porte les plaies de la guerre. Sa voûte de béton est maculée de taches de ciment recouvrant les trous d'obus. Les impacts ont même crevé l'icône de la vierge qui surplombe le maître-autel. Dans une chaude ambiance reli-

gieuse, le prêtre maronite rappelle que le Liban est un des rares pays du Proche-Orient où les chrétiens peuvent encore célébrer la messe au grand jour. Une liberté toujours à préserver : le chef de la chorale est expert-comptable le

dit : « Ce sont eux, les jeunes de la génération de la guerre, qui seront les derniers à retrouver l'équilibre lorsque la paix sera revenue ».

Noël des familles et des combattants. Sur la ligne de démarca-

Un Noël entre guerre et paix. Dans la fête triste, des rafales ont couvert les chants de minuit et l'on a entouré de guirlandes les fils de fer barbelés.

tion, milicien l'après-midi et la nuit.

Après la messe, la famille Aoud réveillonne sobriement. Les sept enfants sont là. Manque Anis, tué en 1982, à vingt-six ans, sur le pas de la porte par un éclat d'obus. Les sacs de sable et les pierres blanches des murs sont plutôt rassurants, mais la maison a brûlé il y a sept ans. Veillée simple et amicale. Autour des tabourets, des kebabs et des sabboussis, les sourires et les chants religieux et profanes mêlés, les allées et venues des voisins, dissimulent mal l'ambiance de fête triste de Beyrouth. Triste comme l'adolescence fétide de Michel, quinze ans, dont la grande sœur

tion, des bûches traditionnelles sont portées aux miliciens chrétiens, qui, à minuit, se mettent à prier. A Aoukar, dans la banlieue nord de Beyrouth, près du couvent Saint-Georges des Pères antoniens, c'est l'armée régulière qui patrouille. Au fond d'un oratoire, à même le sol, se loge une crèche, et un petit sapin blanc étoilé se dresse dans la nuit. Autre image dérisoire de ce Noël entre guerre et paix, des guirlandes argentées enroulées aux fils barbelés et aux chevaux de frise. Une plaque rappelle la mort de deux soldats le 12 novembre dernier, dans l'attente à la voiture-sécluse qui visait ce couvent où était réuni l'état-major du Front libanais. Le cratère de l'explosion mesure près de 6 mètres.

Elie Hobeika est le chef de ces combattants miliciens chrétiens. Nous le recevons, le mardi 24 décembre, à Acharafieh, au centre militaire des Forces libanaises, il commente, à sa manière, l'événement de Noël : « Cette guerre entre les chrétiens et l'islam dure depuis mille ans. Sur cette terre où sont nées toutes les religions, aucun conflit ne peut prendre une dimension autre que religieuse. C'est aussi incompréhensible pour vous que, pour nous, vos querelles françaises entre la droite et la gauche ».

Un demi-million de réfugiés

Le Noël des réfugiés, enfin. Mais quel Noël ? « Il n'y a pas de place ici pour mettre mon sapin », dit Hélène Azzi, douze ans, dans une sorte de demi-sourire plaintif. Elle préfère le souvenir du dernier Noël dans sa maison de Jieh, au sud, d'où elle a été chassée, pieds nus, à 4 heures du matin, le 28 avril dernier, par les druzes.

Cette année, il n'y aura rien pour Hélène, rien pour Charbel, pour Lina, pour les soixante-deux hommes, femmes, vieillards, bébé - treize familles - entassés depuis huit mois dans les soixante mètres carrés du centre des réfugiés de Tamaris, éruption de misère au pied du casino de Jou-nieh.

Ils n'auront pas de messe de minuit : l'église est trop éloignée et rien n'a été prévu pour les y transporter. Ils se réuniront donc autour d'une gravure suplicienne représentant un Christ au cœur transpercé, qui trône au sommet d'une montagne de couvertures, de vêtements, d'ustensiles de cuisine et de chauffage. On estime à cent cinquante au moins dans le Liban chrétien le nombre de tels centres de réfugiés, des écoles, des couvents, des salles de sport, voire des hôtels réquisitionnés. L'année 1985, avec ses soixante-dix mille chrétiens du Sud chassés de l'Iklim et de Saida par les druzes et les Palestiniens, a vu grossir le nombre de ces personnes déplacées qui seraient aujourd'hui, après onze ans de guerre, de près d'un demi-million. Un autre chiffre qui donne une idée de l'ampleur de la reconstruction nécessaire.

Reconstruction. Un mot qu'on prononce à mi-voix car, la paix, on

y croit ici comme l'alcouette au miroir. La trêve des bombardements, les allées et retours effectués entre Beyrouth et Damas par les négociateurs des Forces libanaises, des milices chiites Amal et druzes, donnent cependant du crédit aux rumeurs d'armistice qui courent avec insistance depuis quelques jours au Liban. « La traversée du désert touche à sa fin », assure le président de la République, M. Amine Gemayel, qui nous reçoit dans son palais de Baabda. « Les principaux protagonistes ont compris qu'ils avaient tous quelque chose à perdre dans le prolongement de cette guerre. Les slogans ne portent plus, les symboles sont tombés, il y a dans ce pays une immense aspiration à la paix ».

Elie Hobeika et Karim Pakradouni, porte-parole des Forces libanaises, tentent de justifier aussi par l'épuisement et la nécessité de gagner du temps ces négociations tripartites qui les ont menés dans la grotte du loip à Damas, chez les Syriens, de plus en plus nombreux du jour. Non seulement leur attitude est critiquée par les partis chrétiens du Front libanais, mais aussi par une grande partie de l'opinion qui, malgré la lassitude, n'entend pas obtenir à l'importer quel prix la fin de l'état de guerre et craindre la « syrianisation » politique, culturelle du Liban chrétien, la perte de son identité religieuse et des droits qui lui sont attachés.

Les ultimes tractations portent sur la « complémentarité » des relations entre le Liban et la Syrie — mot qui figure dans le projet d'accord mais suscite encore les plus grandes réserves — puis sur les pouvoirs du président de la République et surtout sur le plan de la « déconfessionnalisation » de l'Etat libanais : « Pour nos adversaires », explique Karim Pakradouni, « déconfessionnaliser veut simplement dire déchristianiser. Pour nous cela veut dire laïciser la société ».

Au-delà de ses actuelles divisions, le camp chrétien tire le leçon de l'effacement, pour ne pas dire plus, de ses positions militaires et de sa cohésion sociale. L'événement de l'année 1985 au Liban, nous dit en substance un ambassadeur occidental, c'est quand même bien l'effacement de la livre libanaise. Elle a perdu quatre fois sa valeur en un an.

Les finances publiques sont en péril : amputées de la moitié au moins de leurs recettes fiscales potentielles, les programmes sociaux, les projets d'infrastructure, sont en panne. « La misère et le sous-développement font des ravages. Il n'y a plus un gramme d'idéologie dans les combats actuels », dit un observateur, qui, dans cet absurde au quotidien, s'inquiète des conséquences sociales d'une hypothétique dissolution des milices qui font vivre, directement ou indirectement, cent mille personnes.

La fin de l'état de guerre est peut-être proche au Liban, mais on est loin, de l'avis général, de l'état de paix. Dans les églises de tous rites qui étaient pleines à craquer la nuit de Noël, c'est une espérance encore folle, qu'on a chantée.

HENRI TINCO.

■ Mère Teresa ouvre un hospice pour les malades du SIDA. — Mère Teresa, prix Nobel de la paix, a ouvert un hospice à Manhattan mardi 24 décembre, pour aider les victimes du SIDA à « vivre et mourir en paix ».

La fondatrice des sœurs missionnaires de la Charité avait auparavant convaincu le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, d'autoriser le traitement médical de trois détenus de la prison de Sing-Sing souffrant du SIDA et de les lui remettre. — (AFP).

J.-C., après ou avant ?

De notre correspondant

Bethléem. — L'un des mystères de Noël — jamais percé à ce jour — concerne la date de naissance de Jésus. Cette énigme, stimulée depuis longtemps l'imagination des historiens. Les deux évangélistes qui relatent l'événement — Matthieu et Luc — sont avares d'indices.

La première se contente de rappeler que Jésus naquit à Bethléem « au temps du roi Hérode », l'heure du massacre des innocents. Le second précise que Joseph et sa fiancée Marie avaient quitté Nazareth pour Bethléem afin de s'y faire recenser. « Ce recensement », le premier, note Luc, eut lieu pendant que Quirinus était gouverneur de Syrie.

La rapprochement de ces deux informations aboutit à une incohérence chronologique qui a toujours intrigué les Anciens. En effet, Hérode mourut en l'an IV avant J.-C., alors que le recensement, mentionné par l'historien Flavius Joseph, se tint en l'an VI de notre ère. D'où une marge d'incertitude d'au moins dix ans.

Au cinquième siècle, l'Eglise byzantine finit d'autoriser la date de naissance du Christ en s'appuyant sur un autre verset de Luc qui dit : « Et Jésus, lors de ses débuts, avait environ trente ans ». Chacun sait pourtant que le commencement de l'ère chrétienne ne coïncide pas tout à fait avec la naissance de son inspirateur.

Chercheur à l'Institut océanographique de Ténériffe, près de Bethléem, M. Jim Fleming avance une autre hypothèse fondée sur les travaux, encore inédits, de M. Jerry Vardaman, professeur à l'Université du Mississippi. Leur théorie prend en compte deux éléments jusqu'à présent inexploités : la découverte d'un autre recensement — ignoré des premiers chrétiens — et le passage dans le ciel, de la comète de Halley.

Une étoile trouvée il y a trois siècles en Syrie — qu'on appelle la tablette d'Aménius Secundus — révèle qu'un recensement, sans doute moins ambitieux que l'autre, fut organisé en l'an 12 avant J.-C.

s'agirait de ce « premier » recensement dont parle Luc. On sait en outre, avec certitude, que la comète fut visible en l'an 10 avant notre ère. N'était-elle pas tout simplement, suggère M. Fleming, l'astre qui guida les rois mages vers Jésus ?

Noël en novembre

Cette hypothèse, qui situe la naissance du Christ en l'an 12 avant notre ère, a le mérite d'harmoniser les chronologies des deux Évangiles. Mais elle implique deux nouveautés. D'une part, lorsque les rois mages se prosternèrent devant Jésus, celui-ci était déjà un bébé de deux ans et habitait la maison familiale. Cette audace n'effraie pas M. Fleming. Citant Matthieu, il rappelle que les mages arrivèrent à Bethléem à la nuit tombée. D'autre part, le Christ serait mort plus âgé que ne le veut la tradition — autour de trente-huit ans — car le gouverneur de Ponce Pilate débuta seulement en l'an 26.

Quant à la date du 25 décembre, observe le chercheur, elle est sans doute fautive. Jésus est probablement né quelques semaines plus tôt en automne. Pour deux raisons au moins. Selon Luc, lorsque « l'Ange du Seigneur » annonça l'événement aux bergers de Bethléem, ceux-ci vivaient aux champs et gardaient leurs troupeaux durant les vallées de nuit. Or, selon les coutumes pastorales de Judée, les troupeaux étaient autorisés par les paysans à brouter l'herbe des champs avant les labours qu'entre juillet et novembre.

De plus, les nuits étaient trop fraîches, fin décembre, sur les collines de Bethléem, pour qu'on y dormît à la belle étoile. En fait, le 25 décembre aurait été choisi par les premiers chrétiens pour remplacer une vieille fête païenne qui célébrait le solstice d'hiver. M. Fleming prend soin de souligner que ses hypothèses n'ont absolument aucune conséquence théologique. Pour les quelques dix mille pèlerins venus cette année à Bethléem, peu importe les arguments historiques : Noël reste Noël.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Les mages de Halley

Quelques jours après le solstice d'hiver, les chrétiens fêtent la naissance de Jésus de Nazareth. En termes astronomiques, le Soleil, nommé par les Anciens sol invictus, reprend le dessus sur la nuit. La chronographie romaine juxtapose cette expression latine avec celle de Christus natus in Bethleem (Judée). L'événement cosmique coïncide avec un événement religieux : la naissance de Jésus. Dans un cas, il s'agit d'une sacralisation païenne du Soleil vainqueur ; dans l'autre, du symbolisme judéo-chrétien de la lumière.

Saint Jean parle nommément de Jésus comme de « la lumière du monde » (VIII, 12). L'étoile qui est apparue au-dessus de la grotte selon la tradition et qui aurait intéressé les Rois mages garde son secret, bien qu'à dix-neuf siècles la docteur anglais Edmond Halley (1656-1742), astronome et fils d'un marchand de savon, découvrit une comète, prédit sa périodicité, et que certains de ses amis l'eussent assimilée gratuitement à l'étoile de Bethléem...

Les lois de l'émerveillement

A notre époque — on ne le sait guère, car les adeptes sont peu nombreux, et que leur paganisme se conjugue parfois avec des opinions politiques plus ou moins extrémistes — on fête, dans des propriétés privées ou dans la montagne, le solstice d'hiver à grand renfort de torches et de feux liturgiques.

Dans le Noël chrétien natal, tout gravité autour de l'hymnologie : ce sont aussi des enfants qui ont été massacrés, quelques jours après la naissance de Jésus, par Hérode le roi des Juifs et collaborateur fétide des Romains (1).

L'enfant-Jésus draine toute une série de traditions marginales, mythologiques ou légendaires dont on aurait tort de se formaliser, car c'est une loi tant profane que religieuse que de broder autour des événements

historiques les plus saillants et de manifester ainsi l'émerveillement : le bœuf et l'âne, les moutons et leurs bergers, les rois astronomes venus apporter des présents à Jésus : l'or, l'encens et le myrrhe. Plus tard, sont venus et se sont enracinés, saint Nicolas — depuis le douzième siècle — puis le Père Noël, folklore qui se porte un peu trop bien mais auxquels les chrétiens plus fervents préfèrent hargneusement le débonnaire pédagogue des crèches familiales ou paroissiales.

Que le roi des Juifs soit né dans la pauvreté, et vraisemblablement que saint Joseph ait accepté humblement d'être le père adoptif d'un enfant d'origine divine, voilà qui donnait aux Juifs contemporains l'embarras du choix pour étonner et pour élever leur peuple. Leurs livres saints ne les laissent pas ignorer et les aident à grandir l'une des principales qualités de leur religion : l'évolution, messianisme et multiples contacts avec leur Dieu.

Dès son berceau, la nouvelle religion se heurte à l'orgueil de puissances établies. Jusqu'à son terme, la vie publique de Jésus se déroula dans les conflits. Elle aurait pu combler dans la révolte et l'extinction si elle s'était arrêtée le Vendredi saint...

Peut-être alors aurait-on oublié, faute de témoins, la chute de la sainteté chrétienne :

« Le royaume des cieux est au-dessus de vous » (Luc XVII, 21) — « Bienheureux les pauvres d'esprit ; bienheureux les doux ; bienheureux les effrayés ; bienheureux ceux qui ont le cœur pur ; bienheureux les pacificateurs » (Matthieu V, 3, 11).

HENRI FESQUET.

(1) Les chiffres les plus fantaisistes ont été avancés au cours des âges sur le massacre : 14 000, 64 000, 144 000. Le Père Lagrange, dominicain (1855-1938), fondateur de l'école biblique de Jérusalem, s'en tient, quant à lui, à une vingtaine de victimes (de deux ans au plus).

SPORTS

CYCLISME

Braun s'attaque à Moser

L'année des records

L'Allemand de l'Ouest Gregor Braun, ancien champion du monde de poursuite, doit effectuer prochainement une tentative sur la piste de Mexico pour battre le record du monde de l'heure absolue (51,151 km) que détient depuis le 23 janvier 1984 l'Italien Francesco Moser. Cet essai se situera dans le prolongement d'une année riche en exploits, en cours de laquelle plus de quinze records mondiaux ont été battus. Le Danois Oestved a notamment amélioré celui de l'heure à basse altitude (moins de 600 m) en parcourant 48,144 km à Bassano, le 9 septembre, soit 51 m de plus que le Belge Ferdinand Bracke en 1967 ; à Rome. Auparavant, il avait abattu le record du monde des 5 km en plein air : 5 mn 45 s 646 contre 5 mn 47 s 163 à Moser.

Mais ce sont surtout les records de vitesse qui ont inspiré les candidats, beaucoup plus nombreux que les années précédentes. L'Allemand de l'Est Lutz Henschel, le meilleur sprinter amateur du moment, a porté successivement son propre record des 200 m (10 s 441) à 10 s 322 puis à 10 s 090 : un temps qui représente une moyenne supérieure à 72 km/heure. En l'espace de deux jours, à Mexico, le professionnel colombien Entrain Dominguez a effacé coup sur coup deux tablettes Maspep, Dill-Bundi et Frenier : 10 s 778 aux 200 m,

27 s 287 aux 500 m départ lancé et 1 mn 5 s 2 pour le kilomètre départ arrêté. Cependant, à La Paz (3750 m d'altitude), un amateur pratiquement inconnu, l'Américain O'Reilly, s'est converti les 500 m en 26 s 325 et le kilomètre départ lancé en 58 s 510. Autant de résultats qui mettent en évidence la supériorité des amateurs sur les pros.

Les femmes aussi

Avalanche de records également chez les femmes. A Zurich, récemment, la Suissesse Barbara Ganz a parcouru 42,139 km dans l'heure sur piste couverte (1 052 m de plus que la Soviétique Olga Sidorenko), tandis qu'au vélodrome Vigorelli de Milan, l'Italienne Francesca Galli, étudiante de vingt-cinq ans, pulvérisait une performance déjà remarquable de sa compatriote Christina Menzoni : 100 km en 2 h 21 mn 8 s, contre 2 h 37 mn 16 s.

Enfin, on sait que les Françaises Jeanne Longo et Isabelle Nicoloso ont battu trois records du monde, au mois de novembre, dans le cadre des Six-Jours de Paris-Bercy : 5 km en 6 mn 29 s 606 pour la première ; 500 m départ lancé en 30 s 580 et kilomètre départ lancé, en 1 mn 7 s 189 pour la seconde.

JACQUES AUGENDRE.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Gambettes, paillettes, fantôme de Mistinguett, tradition des nuits parisiennes.
Dans la tournée des grands ducs,
les cousins du Tsar sont remplacés par les Japonais, les Italiens, les gens de partout.
On pourrait même emmener les enfants.

Strass du Nouvel An

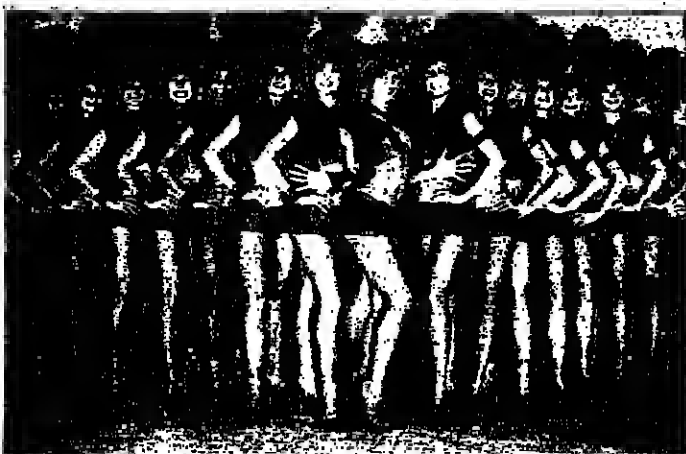
LA TROIS CENT SOIXANTE-CINQUIÈME NUIT DE PARIS

MINUIT païen et champagne à gogo pour s'abîmer le Nouvel An en compagnie de girls d'en moins de 1,75 mètre. Lido, Moulin Rouge, Folies Bergère, Alcazar, Paradis latin, Crazy Horse Saloon. Tournée des grands ducs pour fêtes de fin d'année. Avec, d'entrée, une douche froide inattendue. « Ce que je pense des réveillons ? Rien du tout ! J'ai horreur de ces festivités sur commande. Le sapin de Noël, ça m'ennuie. Je suis les cotillons, les serpents, les guirlandes et les flammes. » Dans un boudoir cossu, à deux pas de l'une des salles les plus chaudes de Paris, le patron du Crazy, Alain Bernardin, dépouille de toute magie « ces fêtes un peu vulgaires ». Le strass du Nouvel An ? « Je suis anti-strass : parlons plutôt du stress du Nouvel An ! »

Ainsi, au Crazy, on ignorera superbement les douze coups de minuit même si, ce soir-là, le « boss » offrira le champagne à ses danseuses. Galant homme, il sacrifiera au rite ; mais dans la cour-lisse et s'il ne croit pas au Père Noël, il reconnaît que, même au Crazy, le Nouvel An reste la soirée la plus demandée de l'année. En fait, on y affiche complet un mois à l'avance. Pour y voir le même spectacle, au même prix. Car ce « monstre d'images » refuse de taxer les gens. Ses rêves de femmes, c'est chaque soir qu'il les sort de sa botte.

Costume de flanelle grise, Roland Léonar, le patron du Moulin Rouge, a du coffre et du répondant. La solidité des gens bien calés dans la tradition. Il est vrai que son établissement a la même date de naissance que la tour Eiffel : 1889. Une tradition qui, comme aux Folies par exemple, rime avec superstition. Ainsi le titre de la revue doit-il toujours commencer par un « F ». Ce fut *Frou-Frou*, *Frisson* et *Fascination* : c'est aujourd'hui *Femmes, femmes, femmes*, et ce sera demain *Formidable*. On brode sur un même thème. La recette, après tout, a fait ses preuves : des plumes, des paillettes et du strass ; du rêve, du brillant et de belles filles. La ligne change cependant (« Avant, les filles, plus imposantes, avaient de quoi s'asseoir... »), l'origine

des danseuses également. Aujourd'hui, les Anglaises dominent, largement. Et la danseuse est américaine. Dans la salle, le Parisien est rare, noyé au milieu des provinciaux et des étrangers. Sur la scène, c'est Albion qui lève la jambe. Vive, quand même, le french-cancan ! « Le Moulin est français ; il chante français », insiste Roland Léonar, qui constate, pour le regretter, que les Françaises répugnent désormais à s'engager dans ce dur métier : « Elles répètent deux jours puis elles font leurs valises. »



An « Crazy »

Imposantes machines, les revues durent, généralement, quatre ans. Et pour cause : elles représentent, en moyenne, une mise de fonds d'environ 3 milliards de centimes ! Alors on rentabilise. Ici comme ailleurs, c'est permanent : trois cent soixante-cinq jours par an, Réveillons compris. Mais on y vit surtout au rythme des salons (de l'auto, de l'agriculture, etc.), des matches de rugby (« les gars d'en-bas qui montent à Paris ») et de la saison touristique. En observant les flux. Actuellement, c'est le « boom » japonais. Là-bas, en effet, fleurissent les voyages de stimulation : circuits fripons pour Nippons performants. Et, dans ce domaine, Paris reste un mistère.

Friponnes les revues parisiennes ? « On peut amener un enfant de quatorze

ans, assure Roland Léonar, il n'en verra pas plus (ou bien moins) que sur les pages... » On connaît la chanson : quand les filles sont belles, le nu ne choque pas. Qui a vu le spectacle du Lido, par exemple, acquiescera volontiers avec, toutefois, le souvenir d'un nu marmoréen et désincarné. Tellement aseptisé qu'on s'étonne que personne n'ait encore pensé à offrir, le mercredi, des matinées enfantines. « Pas un geste osé, on reste très strict », reconnaît le directeur du Moulin Rouge manifestement gêné par la proximité de Pigalle de plus

choquant ni le provoquant. Notre force, c'est la magie des lieux, le grand escalier, les fantômes de Josephine Baker et de Mistinguett. Notre principal atout : un nom ancré dans l'inconscient culturel du monde entier. »

On imaginait ces établissements sous la forme de beautés un peu canailles évoluant dans une atmosphère grivoise et polissonne. Et voilà qu'on rencontre de vieilles dames très dignes qui tricotent des revues en évoquant, la larme à l'œil, traditions et patrimoine. On rêvait grisettes, caantiers et régimes de bananes, et voilà que déferlent les bataillons spartiates de Miss Bluebell. Même aujourd'hui la danse des *bustnessmen* presque pudibonds qui sillonnent le globe en poussant des cocoricos. Car même au Lido, où l'on revendique un look international et où il y a du James Bond dans certains effets scéniques, on s'affiche *made in France*, et l'on insiste, côté direction artistique, sur la « patte » française, cette qualité que l'on exporte d'ailleurs à Las Vegas ou à Reno.

On fait rêver, certes, mais on vend aussi. Et tandis que sur les Champs-Élysées on vous parle de « politique des réveillons », au Paradis latin, Stéphane Kriegel, vingt-neuf ans, directeur général, vous expose une politique commerciale destinée à exploiter le créneau des sociétés françaises et étrangères. En offrant des menus et des ballons imprimés au sigle du client, une pièce montée à son nom et même un tableau du show spécialement conçu à son intention. De la fesse d'affaires, en quelque sorte, ni porno, ni érotique. Toujours par le même raisonnement : quand on veut ratisser large, on ne peut se payer le luxe de choquer. Au mieux, on s'affichera « novateur » mais « dans une certaine tradition ». Mot-clé, décidément. Ainsi le Moulin Rouge vend-il, d'abord et avant tout, Toulouse-Lautrec et le cancan ; les Folies, le grand escalier ; le Paradis latin, de la fesse clean dans la superbe salle construite par Gustave Eiffel ; le Lido, les Bluebell Girls.

A l'heure d'une crise dont, là comme ailleurs, on ressent les effets, les « managers » font leurs comptes. Un réveillon,

c'est toujours ça de pris, une bonne recette assurée, la meilleure de l'année. Grâce, notamment, aux Italiens, stars invétérés dont personne ne comprend comment ils peuvent mener aussi grand train. Et à quelques fidèles qui, tel ce pilié de Montauban, écrivent au Moulin Rouge pour y réserver, d'année en année, leur table habituelle. Les revues étant immuables, les établissements où l'on dîne joueront, ce soir-là, sur le saumon, le canard et le foie gras, plus ou moins généreusement arrosés de champagne, pour presque quadrupler la note : environ 1 600 francs pour le Moulin Rouge, farandoles comprises. Nullement dissuasif : partout, on fêtera à guichets fermés.

En espérant que, ce soir-là, le public aura encore plus de talent que d'habitude. Et que la magie opérera une fois de plus. Magie des lieux, d'abord. Telles que, même déserts, ces temples de la nuit irradient comme une vibration mystérieuse. Ni frou-frou ni cancan, mais un frisson ressenti aussi bien au cœur de ce vieux vaisseau rétro baptisé Moulin Rouge que dans l'alcôve violette du Crazy ; le long du promenoir des Folies ou sous les voûtes laquées du Paradis latin. Magie des magiciens, également, qui animent ces lieux où la salle l'emporte presque sur la scène. Pour Jean-Marie Rivière qui continue (pour combien de temps encore ?) de porter à bout de bras - et de voix - le spectacle de l'Alcazar. Un anti-Bernardin : le baladin face à l'esthète. Chapeau clair et costume blanc. Et qui fait claquer la tradition comme un fouet. « Ce sera la nuit du papier, annonce-t-il. Des chapeaux, des serpents, des confettis ! En pagaille ! Ou alors, on ferme ! »

PATRICK FRANCÉS.

- * ALCAZAR DE PARIS, 62, rue Mazarine, 75006 Paris. Tél. : 43-29-02-20.
- * CRAZY HORSE SALOON, 12, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 47-23-32-32.
- * THÉÂTRE DES FOLIES BERGÈRE, 32, rue Richer, 75009 Paris. Tél. : 42-46-77-11.
- * LIDO, 116 bis, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 45-63-11-61.
- * MOULIN ROUGE, place Blanche, 75018 Paris. Tél. : 46-06-00-19.
- * PARADIS LATIN, 28, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. : 43-25-28-28.

Poupées et mannequins

LA MODE AU MUSÉE GALLIERA

Des petites filles modèles
à la Jolie Madame de Pierre Balmain,
les lignes éphémères de la mode féminine
sont conservées au musée Galliera.

ILLIPIUTIENNES, momifiées dans leurs tombereaux de verre, les poupées protégées par des vitrines racontent la mode au musée Galliera. La pénombre alourdit leur mystère. Une lumière trop crue, un souffle, une caresse même légère risqueraient d'effacer les couleurs des tissus anciens, de les réduire en poussière. L'exposition est faite de pièces authentiques. Elle est organisée par la section pédagogique du musée ; elle est linéaire et didactique.

Ainsi, une photo montre la spectre d'une créature de science-fiction, et c'est la radiographie des « Laffite-Darist » exposées à côté, ravissantes figures luxueusement vêtues de fourreaux et de boas, qui, en 1917, furent vendues au profit de la Croix-Rouge. On fit qu'elles

sont composées de « paraffine et de stéarine, matière qui a parfois remplacé la cire d'abeille à partir du dix-neuvième siècle. Les yeux et les lèvres sont peintes. La parure est maintenue par les extrémités recourbées des fils de la tête... »

Pour chaque époque, quelques mots écrits en lettres rondes sur de petites pancartes expliquent ce qu'est la crinoline, la tournure ou bien le biscuit - cuit deux fois pour conserver sa blancheur - le celluloid - la première matière plastique, apparu dans les années 30.

A cette époque, on offrait aux fillettes des baigneurs nus et asexués, genoux et coudes à demi pliés. On les habillait comme de vrais bébés de cache-cœur au crochet, de barboteuses. Seuls

étaient articulés la cou, les bras, les jambes, tenus par des élastiques. Le crâne, aux cheveux moulés, était soudé par le milieu d'une oreille à l'autre. Quand on l'approchait trop près de la chaleur, il se décollait. Bientôt ne restait plus qu'un crâne béant aux iris bleus sur le corps mutilé.

Sans doute ces baigneurs bon marché n'ont-ils pas résisté aux jeux sado-maternelle. Ils sont absents de l'exposition, qui a fait appel aux reliques de collections privées. Grands yeux de verre, mains potelées, joues rondes, elles émergent des dentelles, des muselines, des velours, des soies damassées. Quelques-unes ont des habits d'enfants ; la plupart imitent les dames. La mode homme n'a pas cours ici. Ce ne sont que tailles étréngées, jupons, jupes évasées, robes

entravées, pous prolongés de traînes, de volants amidonnés, de cois tuyautés... On passe brusquement d'une époque à l'autre, comme si se déroulait en accéléré l'évolution de la ligne féminine, jusqu'à notre « Bella » nationale - on sait qu'elle a été évincée par « Barbie », star des années 60 toujours sur la brèche aux côtés de poupées petades habillées Cardin, Dior, Lapidus...

L'exposition est destinée aux enfants. On y voit aussi des mes-



Dessin de Pierre Balmain (1957)

mères ? - qui pissent leurs yeux usés tout contre les broderies et les astuces de coupe, dont elles cherchent à retrouver le secret.

Avec sa « Jolie Madame », « idéalement féminine », qui va du gris anthracite au noir, Pierre Balmain a défini son style : mesure et harmonie, dignité hautaine sinon rigide - il a habillé des reines et des stars. Chez lui, les bouleversements de longueur se limitent au genou : il se découvre, il se recouvre. Quand même, Pierre Balmain s'est laissé toucher par les recherches de structures et de découpes géométriques qui ont marqué le début des années 60. Les robes se décollent du buste et s'élargissent ; des coquillages plissés s'enroulent en spirale. Mais ce qui reste surtout, c'est la simplicité des robes de grand soir, les lourds estins nacrés, rebrodés - à la main - de perles, de paillettes, si petites qu'un dirait une poussière scintillante. Ainsi se dessinent les fleurs, les courbes, les feuillages d'écanthe, les motifs chinois, fastes anachroniques d'une cour imaginaire.

COLETTE GODARD.

صوتها من الامل

**Comment est né le délit de faciès ?
Comment se tire et se transmet le portrait ?
Le Palais de Tokyo expose
des séries de photos, anthropométriques
et retouchées.
Les mille et une preuves
de l'existence de l'homme.**

Identité d'identités

ET DIEU CRÉA L'HOMME A SON IMAGE

De tous les genres photographiques, le portrait d'identité est sans conteste le plus ancien. Si l'on s'en tient à la Genèse, il est convenue que Dieu, en faisant l'homme à son image, exécutait son autoportrait. L'histoire de l'identification commence donc par les images divines. Ne dit-on pas du saïre qu'il est le premier négatif, le premier portrait signifié du Christ ? Ce qui distingue la photo d'identité du portrait, et par extension de la photo d'art, c'est qu'elle est prise sans considération esthétique, à seule fin d'avoir une image de soi ou de l'offrir à ses proches, quitte à ce qu'elle devienne objet de culte, de recherche ou de souvenir.

Des petits-bourgeois aux notables, des femmes algériennes prises en 1960 par Marc Garanger durant son service militaire aux célébrités du spectacle, des monstres de foire ou de cirque aux plus grands criminels, toutes les « variétés » de l'espèce humaine ont été prises en photo. Une preuve tangible de ce qui constitue l'irréductible individualité de chacun. A cette vaste rétrospective, panorama autant que patchwork, dans un accrochage superbe, aussi plaisant que réfléchi, où chaque genre occupe sa juste place et où, malgré l'avalanche (voulue) des images, chaque visage a trouvé le support adéquat, s'est consacré le Centre national de la photographie sur le thème « Identités » (1).

Tout commence en fait vers 1859, avec la « carte de visite photographique » inventée par

Disdéri, qui permet progressivement à toutes les catégories sociales de se faire tirer le portrait. Le phénomène est bien connu : en posant pour la postérité, le sujet accède à la reconnaissance de lui-même, et en offrant à autrui l'image la plus valorisante de son être, il tente d'affirmer aux yeux de tous les signes extérieurs de son intégration dans la société. Sans valeur autre que documentaire, par le pittoresque et la variété d'expressions déployées, si dé-

au point par Bertillon dans les années 1890. Dans une approche voisine de celle qui, trente ans plus tôt, enregistrait déjà de profil les indigènes d'Inde ou du Siam, Bertillon tire le négatif du portrait bourgeois. Par la mise en place du cliché, l'épreuve photographique devient une preuve d'identité. Pia, comme le montre l'analyse de Christian Pélissier dans une étude publiée par les Cahiers de la photographie (2), ce que Bertillon lui-même dénommait l'« anthro-

duel, la photo de police prononce non seulement le délit de l'apparence mais elle constitue son modèle en coupable et identifie à proprement parler le criminel à sa faute. « C'est bien lui ! », comme diraient Sherlock Holmes, Maigret ou Tintin.

Cette seconde partie de l'exposition est évidemment la plus spectaculaire, et le visiteur, avec un doux mélange de terreur et de fascination, devrait lui réserver un triomphe analogue à celui du récent *Metropolis*. D'une part, les archives judiciaires, renvoyées à l'interdit social et ordinairement soustraites au regard du public, font partie de notre patrimoine mental autant que de notre mémoire visuelle. D'autre part, le tireur Charles Goossens a réalisé des prouesses pour présenter des tirages sépia, plus grands que nature qui permettent avec une effrayante exactitude de détailler en face Violette Noziba, Bonnot, avec son air de communiste, ou Landru (matricule 9766). Ainsi, notamment, cet hallucinant portrait de Pierrot le Fou, sur le faciès duquel a été superposée une photographie de son crâne destinée à le rendre identifiable malgré ses innombrables transformations physiques, visus allégorique du crime et de la mort évoquant les plus beaux photomontages de Heartfield.

Mais il y a aussi le lilliputien Ludwig (12-5-1909) ou l'homme-éclat Bibrowski, dont Cocteau s'inspira pour la fabrication du masque de la Belle et la Bête. Et ces planches criminologiques, véritables puzzles hockeïques, pyramides de particularités morphologiques (nez, bouche, oreilles, yeux), assimilables à la planche-contact, qui interpellent à juste titre et conduisent à réaliser soudain par l'insistance d'un gros plan l'incroyable violence qu'il y a à arrêter quelqu'un. Ce portrait-robot idéal de l'homme délinquant en trois dimensions est judicieusement mis en perspective par des documents plus récents, qui relatent d'un œil impartial l'extraordinaire panoplie des infamies diverses depuis la recherche des dealers et proxénètes par la police new-yorkaise (Leonard Freed), les corps tatoués en qui la différence s'écrit d'un sang d'encre, le médaillon où se ternit le souvenir du caporal

défunt enseveli dans les plis du drapeau, les veuves de guerre en quête d'un parent disparu, les archives d'Auschwitz, où des enfants juifs, rasés, en uniforme rayé et se sachant condamnés à mort, ont pour toute révolte que leur image à opposer à la création et à l'oubli.

Bien sûr, on peut penser que, si elle reste couramment admise comme véritable preuve à conviction et demeure liée dans l'esprit de l'homme de la rue à la chasse

listes français avec barbe ou « quarante-cinq » petits rats de l'Opéra de Paris. Les antiques photomontages de Mayol, Michel Simon ou Colette cèdent la place aux tableaux synoptiques de l'Anglais Dick Jewell par l'agencement en série de trois cents têtes de marchands de tabac.

Tandis qu'à la lisière de l'identité et du portrait, alignant deux mille cinq cents photos sur 13,50 m de long, à partir de deux cent quatre-vingt personnes photogra-



soires, exotiques, extravagantes, touchants ou grotesques soient-ils, ces portraits bien souvent retouchés demeurent les pièces à conviction d'une époque prise en flagrant délit d'innocence et soucieuse, avec une jactance malveillante, de préserver sa mémoire. Ils ne diffèrent guère, par l'esprit, des photomontages d'aujourd'hui, qui continuent à remplir un rôle comparable puisque, même et surtout tirée mécaniquement sur un format standard, l'image photographique, aussi interchangeables soit-elle, permet à chacun de s'affirmer en tant qu'individu.

Puis tout bascule avec la photographie anthropométrique mise

en perspective par la double effigie, le relevé des empreintes, la description des traits caractéristiques, la mesure des os) n'a pas seulement pour objet d'identifier les coupables.

En prenant la morphologie pour seul critère d'identification, la machinerie du signalement revêt un aspect dangereusement discriminatoire. Sous couvert de fidélité, d'exactitude et de neutralité, en visant à produire un portrait « aussi ressemblant que nature », elle s'attelle à repérer, objectiver les traits génériques de la déviance. En abolissant la particularité des traits indivi-



an aspect, la fonction principale, à savoir la reconnaissance judiciaire n'est plus aujourd'hui qu'un moyen de contrôle. Sur le passeport ou sur un permis de pêche, l'image signalétique, appliquée à tous, n'est plus marquage de déviance, mais, à l'inverse, l'indispensable attestation de l'appartenance légitime au corps social. Comme l'écrit justement Christian Pélissier : « Ce n'est plus au portrait de ressembler à son modèle mais à celui-ci de savoir être conforme à sa photographie ».

L'image banalisée est donc reprise par des artistes pour créer des œuvres personnelles. A l'exemple de Pierre et Gilles, jouant avec fantaisie de divinités photographiques, ou des collages de Skall ou de l'Américain Gary Glaser, qui se met en scène dans des cabines de photomaton, Pierre Radisic, avec un froidier hérité de Sander un d'Avdon, entérine la troublante parodie des couples après des années de vie commune. Krzysztof Pruszkowski, par la fusion composite de portraits, aboutit à une image imaginaire possédant les caractères moyens d'un groupe donné en superposant « quinze candidates » au titre de Miss Europe. « trente défunts socia-

phiques douze fois en train de tourner à 360 degrés sur elles-mêmes. Armand Mager, excède le pouvoir de la photo comme simple instrument de savoir et, supplantant l'usage de l'appareil qui juge et scrute, s'en sert comme d'une caméra. Sous la coupe de Big Brother, c'est elle qui, dans le miroir, les hall d'immeuble ou les hypermarchés, joue désormais le rôle d'inspecteur, autrefois dévolu à l'Alphonse Bertillon. Les images créent leur propre police, et l'œil, devenu symbole de la loi, est son instrument même. Ce qui renvoie à la mythologie des origines. Dieu, sans uniforme ni képi, tirant allègrement profit des découvertes de Daguerre, et de Muy-

PATRICK ROEGERS.

Paysages

DATAR, MISSION ACCOMPLIE

Le paysage français, au le reconnaît à une multitude de détails ordinairement inconnus et qui ne retrouvent leur évidence qu'au retour d'un voyage dans l'intelligence d'une peinture ou, comme ici, au Palais de Tokyo, à travers la sensibilité d'une photographie. C'est l'assurance d'un poteau EDF, même loin derrière des arbres ; la géométrie, d'ailleurs révolue, d'un kipi, d'une vauze bleue ; une qualité d'herbe ou de goudron, les codes régionaux de l'architecture, un café sur le port. Ou encore les habitants d'une ville de province pris un à un dans les habitudes ou les inconvénients de leur profession. Et même des machines, peut-être importées, et puis abandonnées après un demi-siècle d'usage et de boucan au fond d'une usine, au bout d'une friche.

La mission photographique de la DATAR expose ainsi, sous le titre anodin « Paysages », les travaux de quinze photographes qu'elle a envoyés battre ville et campagne pour garder un « état des lieux », un « portrait » de la France des années 80. La direction de l'aménagement du territoire, la fameuse DATAR, dépense donc une conception jusqu'à présent bien technocratique de sa fonction pour s'intéresser, via sa mission, à l'image du pays. A la formation ou la déformation de l'image que la France a héritée de la France et va léguer à la France.

Une telle démarche a ses antécédents. Par exemple aux Etats-Unis, entre les deux guerres. Retissant canyons, forêts, lacs et troupeaux de bison, l'Amérique s'est en effet donnée l'image dont elle croyait manquer. Par la même occasion, elle a permis à quelques grands maîtres de la pellicule de montrer toute l'étendue de leur talent, et elle s'est constituée un joli trésor plein de chefs-d'œuvre et d'exploits documentaires.

La France, à son tour, court après une image qu'elle croit perdue et en tout cas menacée

par l'action commune de l'industrie, des travaux publics (1) et du mitage pavillonnaire : trois grands prédateurs du patrimoine tant naturel que culturel. Les résultats de la mission risquent d'être singulièrement accablants. Mais en choisissant ses photographes pour leur talent, non pour leurs origines, leur nationalité ou la marque de leurs appareils, en recourant à des artistes-repartiers plutôt qu'à des compléteurs désabusés, elle a retrouvé le procédé qui avait si bien réussi aux Etats-Unis.

**Quinze artistes
ont photographié
la France,
au Palais de Tokyo
encore.**

Basilico, avec son nom du Sud, s'est expédié sur le littoral nord, où le paysage paraît naïf du contraste d'échelles, d'intimités : au bout de la plage, le café... Dapardon est retourné vers l'espace rural, son espace rural : vers les stéréotypes de la ferme familiale qui retrouvent leurs couleurs et s'animent à nouveau. La surprise vient de Doineau, qui a regardé l'urbanisme contemporain en couleur, la couleur d'une froide et peut-être ironique lucidité.

Les restes de l'industrie loiraine (on appelle cela « conversion ») ont été confiés à Festinaekens, qui, par les filtres et par la pose, a rendu toutes les lumières de l'enfer aux hauteurs tourmentées d'un paysage. Une série de tirages du même photo-

graphe est actuellement exposée par la galerie Samia Scoumou (2). Loin des grands monstres de la sidérurgie, Pierre de Fenoyl, dans le Sud-Ouest, a pris le paysage rural avec une finesse qui ne laisse échapper aucun fait, aucun détail de l'invisible. Tandis que, Harnappel, avec le même douceur, interrogeait l'espace rural de l'Ouest, Sophie Ristelhueber suivait les voies ferrées à travers les montagnes, donnant la mesure aride, sèche, sauvage du paysage français, et Hara et Triltsch, enfin, pranaient la pierre et la fibre des villes. Quinze réponses différentes, quinze émotions presque contradictoires, comme l'est le paysage lui-même (3).

L'aspect documentaire de la mission émerge avec le temps. Son aspect stratégique, c'est-à-dire ses effets sur le paysage proprement dit, restera en revanche du ressort des élus et de leur bon vouloir, DATAR ou pas DATAR. Dans l'immédiat, seul l'aspect artistique a donc trouvé sa pleine dimension. Mais ce n'est pas la moindre.

FREDERIC EDELMANN.

* « Paysages » Photographies - Travaux en cours - Palais de Tokyo, 13, avenue du président Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 27 janvier. Signations que Ristelhueber et Triltsch participent, avec Boudier, à une autre exposition présentée au Palais de Tokyo par le Centre national de la photographie, et qui porte sur les dernières réalisations de la rue de Valenciennes - Photographies - Coopération avec la culture » (Jusqu'au 6 janvier).

(1) La construction d'un pont sur la Loire destiné au TGV est considérée comme ne relevant pas de la commission des sites, quand toute autre construction privée, même la plus modeste maison placée au même endroit, devrait être au préalable soumise à cette commission.

(2) Impasse des Bourdonnais, 75001 Paris.

(3) La mission devait normalement se poursuivre, d'autres photographes devaient maintenant prendre le relais des quinze premiers.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

NOUVELLE PRESENTATION DES COLLECTIONS PERMANENTES. Musée d'art moderne.

LAURENS. Le tableau, les constructions et papiers collés 1915-1919. Galerie du Forum.

KLEE ET LA MUSIQUE. Grande galerie. Jusqu'au 16 février.

VALERIO ADAMI. Rétrospective. TONY GURSLEY. Sublime d'effacement, installation vidéo. LA PHOTOGRAPHIE CALIFORNIENNE, 1945-1965. Jusqu'au 10 février. TARIK. Long sur métaphores. 1985. Galerie contemporaine.

ACHILLE CASTIGLIONI. De design au ready-made. Jusqu'au 3 février. LE RAYON. Solène. Solène. Solène. Solène. Jusqu'au 20 janvier. CCL.

AFI. 150 ans d'opéra de prestige. Jusqu'au 20 janvier. RFL.

MOUVEMENT DANS LE MOUVEMENT. Ateliers de Paul Aron. Petit foyer. Jusqu'au 6 janvier.

WALT DENNY. De Blanche-Neige au Chapeau magique, cinquante ans de dessins animés. Grand Foyer. Jusqu'au 6 janvier.

Musées

PICASSO : Dessins collés. Musée Picasso, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 19 janvier.

ANCIENS ET NOUVEAUX. Choix d'œuvres antiques par l'Etat ou avec sa participation de 1981 à 1985. Grand Palais, avenue du Général-De Gaulle (42-61-44-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, non. Jusqu'au 22 h. Entrée 20 F, gratuite le 13 janvier. Jusqu'au 13 février.

LA GLOIRE DE VICTOR HUGO. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 janvier.

SOLEIL D'ENCRE. Mémoriel et dessins de Victor Hugo. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (42-63-12-73). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 3 janvier.

LE BRUN A VERMOREL. Jusqu'au 6 janvier. **ANDREA SOLARIO EN FRANCE.** Jusqu'au 3 mars. **HOMMAGE A JEAN-BAPTISTE FIGALLI.** 1714-1785. Jusqu'au 10 février. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jean-

Jacq (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 45 à 17 h. Entrée : 16 F (gratuite le dimanche).

VERA SZKEELY. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-37). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

MATTHEUS MODERNE DE LA COLLECTION TISSYSEN-BORNEMISZA. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 16 F. Jusqu'au 12 janvier.

DISPOSITIF-FICTION. INFORMATION-FICTION. PUBLITEC. ARC ou Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 16 février.

AUTOCHTONES. Geste, Chant, Contes, Légendes. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, musée des enfants, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

SCULPTURES FRANÇAISES DU XIV^e SIECLE - VICTOR HUGO ET LA PHOTOGRAPHIE. L'atelier de Jersey - LE GARDIN DE PARIS - HENRI CARTIER-BRESSON. Le labyrinthe. Images indiennes. L'île, rue par les photographes belges au XIX^e siècle - Jusqu'au 13 janvier. - Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-61-37). Sauf mardi, de 9 h à 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 16 F.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6x13 de J. L. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-66-10-39). T.1. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier.

PAUL BELMONDO. Peintures des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-42-30). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 janvier.

KONRAD ET MELAMAND. Peintures. Jusqu'au 19 janvier. HISTOIRE DU JOUEUR, de 1845-1850. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 18 h 30 ; sam. de 11 h à 17 h. Entrée : 10 F.

A LA DÉCOUVERTE DE DUDU. Musée de la peinture, 18, rue de Valenciennes (42-66-10-39). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 6 janvier.

OUVERTURE DE LA GALERIE COLETT. Bibliothèque nationale, 6, rue des Fossés-Champ/4, rue Vivienne (47-03-81-26). Sauf dim. (et fête), de 9 h à 19 h.

EN PASSANT PAR LA R.N.C. Peinture au cœur. Bibliothèque nationale, 58, rue de Valenciennes (47-03-81-26). T.1. de 12 h à 18 h.

IMAGES DE LA GORGONE. Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). T.1. de 12 h à 18 h.

PIERRE BALMAIN. Quarante années de créations. Jusqu'au 6 avril. - LES POUXES RACONTENT LA MODE DU XVIII^e SIECLE A NOS JOURS. Jusqu'au 2 avril. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-1^{er} de Serbie (47-20-85-46). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F.

LES FRANÇAIS ET LA TABLE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim. : 5 F. Jusqu'au 21 avril.

13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 janvier.

DESSINS DE RODIN. (Dessins de Rodin, 11, rue de Valenciennes (47-03-81-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 mars.

L'ENCRE DES LETTRES DE TALWAN. Peintures et calligraphies chinoises du XVII^e au XIX^e siècle. Musée Carnot, 7, avenue Velasquez (45-43-30-75). Sauf mardi (et fête), de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 16 février.

ARTS AFRICAINS. Sculptures d'acier, peintures d'aujourd'hui. Musée national des arts africains et océaniques, 23, avenue Daumesnil (45-43-30-75). Sauf mardi, de 9 h à 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 13 janvier.

AUTOGRAPHES CONTEMPORAINS. Œuvres de peintres, musiciens, écrivains de la SFITA, 12, rue Sureau (45-55-91-30). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} mars.

LA MÉDAILLE-OBJET. Musée de la médaille, 11, quai de Conti (43-29-12-48). Sauf sam., dim., et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre.

EUGENE BERTON. Galerie de Peinture (1867-1931). Jusqu'au 12 janvier. - PARIS VU PAR LES ARTISTES JAPONAIS, de 1880 à nos jours. Jusqu'au 2 février. Musée Carnot, 7, rue de Valenciennes (42-72-23-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F.

BALZAC ET LE MONDE DES COQUINS. de Valéry à Vautrin. Musée de la mode, 11, rue de Valenciennes (42-34-56-38). Sauf mardi (et jours fériés), de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 2 février.

EMILE GALLÉ, 1846-1904. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-56-38). Sauf mardi, de 11 h à 18 h ; jeudi jusqu'au 22 h. Entrée : 10 F (gratuite le 10 janvier). Jusqu'au 2 février.

PÊTES ET THÉÂTRES EN INDE. Musée Kwak On, 61, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). Sauf sam. et dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

PIERRE BALMAIN. Quarante années de créations. Jusqu'au 6 avril. - LES POUXES RACONTENT LA MODE DU XVIII^e SIECLE A NOS JOURS. Jusqu'au 2 avril. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, avenue Pierre-1^{er} de Serbie (47-20-85-46). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F.

LES FRANÇAIS ET LA TABLE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi, bois de Boulogne (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F ; dim. : 5 F. Jusqu'au 21 avril.

Staline plus pompiier que nature

KOMAR ET MELAMID AU PAVILLON DE MARSAN

Deux peintres
et puis Staline.
L'humour soviétique
exilé à New-York
expose à Paris.

Si on leur avait dit, à Moscou, qu'un jour ils exposeraient au Louvre, Komar et Melamid n'auraient pas cru... Si on leur avait dit au conducteur de bulldozer qui, le 15 septembre 1974, aux portes de la capitale soviétique, avait écorché leur double autoportrait lors d'une non-exposition restée célèbre, il aurait pensé qu'on se moquait de lui et qu'il avait trop honte.

Et pourtant, c'est presque vrai. Puisque dans l'aile du palais du Louvre qui abrite le Musée des arts décoratifs a lieu, jusqu'au 19 janvier, la première exposition parisienne de Vitaly Komar et Aleksandr Melamid, deux jeunes peintres émigrés depuis 1977, qui vivent maintenant à New-York.

Une exposition drôle, stimulante, peu ordinaire et qui pourrait avoir pour titre : « Merci camarade Staline pour notre enfance heureuse ». Ou bien encore : « Nostalgie de notre enfance... »

Un artiste, en effet, a besoin d'une muse. Komar et Melamid l'ont trouvée dans leur berceau, et le « petit père des peuples » a régné, règne et régnera sur toute leur œuvre.

Dans un style héroïque-politique qu'ils qualifient eux-mêmes de « modernisme à visage humain », ces deux artistes, doués d'un sens de l'humour dévastateur, nous présentent à leur manière le héros de leur jeunesse : devant son miroir, la casquette de maréchal sur la tête et les pieds nus ; assis près de E.T. à Yalta, écartant le rideau d'une grosse voiture noire pour sourire mystérieusement ; recevant l'hommage des muses tandis que Clio lui présente son œuvre sans titre ; ou bien encore servant de modèle à une déesse merveilleusement belle et nue en train d'inventer le réalisme socialiste.

Ils sont des peintres à quatre mains, frères moscovites plutôt que siamoïses. Vitaly est né en 1943, Alek en 1945. Ils sont allés dans les mêmes écoles, ils ont été diplômés la même année, en 1967, de l'Institut des beaux-arts Stroganov, et, depuis vingt ans, ils travaillent ensemble, signent ensemble (même les tableaux qu'ils ont peints seuls), ont reçu au même moment un visa de sortie vers

Israël - en 1977 - sont partis ensemble vers New-York en 1978. Mais chacun a sa famille, et sa personnalité. Pour l'inauguration de leur exposition, ils sont venus à Paris et, ensemble, comme dans un numéro bien rodé de dnetistes pince sans rire, ont répondu aux interviews.

« Pourquoi peindre à deux, nous répond Vitaly Komar, le barbu ?... Nous voulons être originaux. Nous ne voulons pas ressembler aux autres... »

« C'est une explication, répond Alek, le frisé. Naturellement il y en a une autre. Chacun veut être un peintre génial, mais nous nous sommes vite aperçus qu'il ne suffit pas d'être génial, et qu'il faut mieux être deux : comme pour la bombe atomique. C'est de deux morceaux mis ensemble que jaillit l'explosion... Nous avons estimé que, pour faire exploser quelque chose, il valait mieux être deux... »

V. K. - Et aussi, il est bien connu, en criminologie, qu'un seul homme ne peut pas commettre de très grands forfaits, mais à deux on peut faire des choses vraiment horribles... Je ne suis pas d'accord avec Alek lorsqu'il dit que nous sommes des demi-génies. Il faudrait plutôt parler comme les Américains et dire que nous sommes deux doubles génies, comme eux disent un « double whisky », un « double scotch ». (Rires.)

Et quels sont vos crimes ?

V. K. - C'est notre double autoportrait, en 1965, alors que nous étions étudiants. Il était en Staline, et moi en Lénine. Ce fut notre premier crime. C'est ce tableau-là qui fut détruit par les bulldozers lors de la fameuse exposition de 1974.

A. M. - Ce ne fut pas seulement un crime social, mais un crime esthétique. En Amérique aussi, nous voulons être des criminels : dans un monde où on accorde une valeur à l'abstraction - que ce soit Malevitch ou Pollock - notre crime esthétique réside dans le fait que nous n'aimons ni Malevitch ni Pollock...

Vous avez eu différentes époques, différents styles, très différents...

A. M. - Le fait est que nous avons commencé à être peintres à un moment où la Russie changeait, quand les vieux idéaux de l'époque stalinienne étaient remplacés par de nouveaux. Et nous avons beaucoup changé de style : nous avons été académiques, puis impressionnistes, surréalistes, expressionnistes... Certains vous reprochent de ne pas avoir de style, de ne pas faire de l'art...



Staline
(1981-1982).

V. K. - Voyez Picasso. Il changeait de style après des périodes plus ou moins longues - un an, deux ans, dix ans ; nous, en une semaine, nous faisons des travaux différents : un jour, nous sommes réalistes, le lendemain expressionnistes. Pourquoi ? A cause de notre humeur... Si vous avez trop bu la veille, il est difficile d'être réaliste le lendemain matin et il vaut mieux être expressionniste ou abstrait. Nous faisons des tableaux comme on tient un journal intime et, ensuite, on réunit les pages. Pour nous, c'est notre façon de trouver la liberté.

Nous savons que si quelqu'un a un style reconnaissable, cela se vendra facilement. Buren par exemple. Mais s'il change, il gâche le marché de l'art. Le marché capitaliste ordonne de ne pas être libre.

ble, s'il peint des raies verticales ou horizontales, c'est une prison. Toute la vie, des raies !

A. M. - Nous avons découvert en Amérique des artistes en prison. Une prison où sont enfermés beaucoup d'artistes dont l'œuvre consiste à s'imiter soi-même, à se reproduire. C'est une loi du marché capitaliste. Vous êtes abstrait, expressionniste ou coloriste. Si quelqu'un fait uniquement des raies verticales, cela se vendra facilement. Buren par exemple. Mais s'il change, il gâche le marché de l'art. Le marché capitaliste ordonne de ne pas être libre.



Staline
face au miroir
(1982-1983).

Depuis 1972, ils ont traversé différentes périodes qu'il faut énumérer. En 1973 Biographie se composait d'une série de trois cents miniatures de moins de 5 cm de côté, qui retraient la vie des gens de leur génération et qui formaient une sorte de puzzle où se retrouvaient pêle-mêle des scènes parodiques ou réalistes, des collages, des slogans soviétiques, des chansons à succès, comme le Dernier Tramway de Boulat Okoudjva, la vie réelle et la vie rêvée, etc.

Ils avaient ensuite imaginé l'œuvre entière d'un peintre bon qui peignait toute sa vie le même paysage et... son nez dans un coin. Et comme ils savaient que les Russes ont tout inventé, ils avaient recréé la Vie et l'Œuvre du premier artiste abstrait du dix-huitième siècle : un peintre qui était obligé d'obéir aux volontés de son aristocrate de maître...

Il y eut ensuite, après le pop et l'op-art de l'Occident, ce qu'ils ont appelé le « sock-art » (l'art socialiste) avec des kolkhoziens radieux, une chienne Laika lancée dans l'espace, des familles joyeuses près du mausolée de Lénine... Puis vint ce superbe tableau qui évoquait la scène (apocryphe) de Heinrich Böll rendant visite à Saljenitsyne dans



Staline
face au miroir
(1982-1983).

la datcha de Rostropovitch... les boîtes de Campbell Soup à la façon de Andy Warhol. (« Nous nous sommes aperçus plus tard que nos parodies de Warhol et de Liechtenstein valaient bien l'original. ») Il y eut encore, dans le petit appartement de Lénine, grandiski Prospekt, une période où ils trouvaient un code secret (avec des lettres, ou des couleurs) pour reproduire... la Constitution soviétique, et des happenings absolument incongrus dans ce cadre moscovite, une activité débordante faite pour provoquer le rire par une transgression, une parodie de la réalité, si infinitésimale que c'est le réel lui-même qui devient l'objet de l'humour.

Toutes ces œuvres, sorties d'URSS clandestinement à des époques diverses, appartiennent aujourd'hui à des musées ou des collections privées.

L'exposition de Paris ne présente que des œuvres peintes en Amérique, postérieures à 1980. Omniprésente, grandiose, on y retrouve partout Staline, bien plus encore que Lénine.

V. K. - Il y a là beaucoup de nostalgie, la nostalgie de notre enfance. C'est parfois la façon dont nous nous imaginons l'amour qu'on nous faisait en tant qu'enfants d'après ce que nous racontaient les copains, la façon dont on se représentait Staline, la façon dont on rêvait à une Amérique de légende et au Coca-Cola. Tout ici tourne autour de nos nostalgies enfantines, même si ce sont des œuvres réalisées en Amérique. Toutes nos œuvres désignent le temps passé, notre temps passé et celui des gens de notre génération.

Comment l'art selon Jdanov se reflète-t-il dans vos œuvres ?

A. M. - Nos premiers pas en art sont issus naturellement des théories de Jdanov. Il avait édicté les règles du réalisme socialiste et comme il fallait dessiner d'une « manière juste ». A ce moment-là, dans les années qu'ils avaient suivi la guerre, les toiles modernistes avaient été retirées des musées. Je me souviens bien que c'est en 1957, à l'époque de Khrouchchev, qu'on a permis d'exposer les impressionnistes, pas tous, mais les plus connus. Cézanne restait interdit. Il a dû apparaître en 1959.

Ces dates sont importantes, parce que pendant toute notre enfance, nous avons construit notre vision de l'art sur des canons anciens, et seulement sur des canons anciens.

L'art stalinien s'efforçait d'évoquer l'art antique, les dieux mythologiques et les rois de France, Napoléon par David...

Staline voulait qu'on le compare à Napoléon, à Alexandre, aux empereurs romains. Et l'art matérialisait ces aspirations-là. Pour nous, Lénine était un héros mythologique, alors que Staline était réel, concret. Quand nous voulons nous souvenir comment les gens l'imaginaient, la phrase qu'on nous répétait à l'école nous revient : « Le camarade Staline est votre maître et votre père. »

Je suis convaincu que si Jdanov était vivant et qu'on lui montrait ces tableaux-là (il montre les Staline éclairés comme des Rembrandt), il les trouverait « intéressants ». (Il rit.)

Pour vous, la parodie doit être prise au sérieux. Comment expliquer au public français ce qui est ironique, dans le genre noble et



Staline
face au miroir
(1982-1983).

terriblement drôle dans votre drapeau rouge, qui flotte, superbe, à l'entrée de l'exposition ?

V. K. - On pense souvent que nous nous moquons dans nos tableaux. C'est faux. Nous ne rions que de nous-mêmes. Si le drapeau rouge nous paraît parfois matière à rire, c'est parce qu'il a été très important pour nous quand nous étions petits et que nous avons cru en ce drapeau. Notre humour s'exerce sur nous-mêmes. Mais il n'est pas important que les gens sachent si c'est de la parodie ou non.

A. M. - Nous montrons comment nous nous imaginons les héros : Staline, Lénine, Roosevelt. Ce ne sont pas des tableaux contre. Nous étions jeunes et joyeux dans ces années 50, et nous voulions faire un art neuf et fort. Nous n'aimons alors ni Cézanne, ni Picasso, ni Malevitch. Nous aimons Alexandre Guerassimov.

Naturellement, quand nous prenons pour sujet la Russie, les grands hommes, ce n'est pas d'eux que nous parlons, mais de nous, en retrouvant les critères du beau et du laid d'une époque.

V. K. - Oui. Nous aimons Guerassimov et nous pensons que l'art du temps de Staline est du grand art. Il faut absolument faire à Paris une exposition de l'art stalinien. Ce sera très intéressant pour tous. L'histoire du modernisme ne peut être complète si on ne connaît pas l'art stalinien.

L'émigration vous a-t-elle changé ?

A. M. - Nous n'avons plus la foi. Nous ne croyons plus en plein de choses. Nous ne croyons plus aux vitamines, nous ne croyons plus aux mathématiques (parce que nous n'y comprenons rien), nous ne croyons pas au président Reagan, nous ne croyons pas au pouvoir soviétique, nous ne croyons pas Mitterrand, nous ne croyons ni la droite ni la gauche. Nous n'avons plus aucune foi.

V. K. - Si on ne croit en rien, on peut aussi bien croire en tout. Le nihilisme russe était « niet, niet, niet ». Je suis sûr que le dadaïsme russe « da, da, da »... (Il répète) « da, da, da » et imite le bruit de la mitrailleuse.)

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

* Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris. (Jusqu'au 19 janvier.) Ouvert du mercredi au samedi de 12 h 30 à 18 h 30, le dimanche de 11 heures à 17 heures.

* Voir Komar et Melamid, catalogue du Museum of Modern Art of Oxford, en anglais. Traduction en français jointe, 115 francs.

LE JOUET MUSICAL, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours. Opéra, entrée par la façade (42-66-50-22). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 janvier.

INTERFÉRENCES. Deux siècles de communication à distance. Musée national des techniques, 270, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Dim. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 février.

Centres culturels

HOMMAGE À PAUL DELVAUX. - Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mars.

ARCHITECTURES EN INDE. ENSBA, 11, quai Malakoff (42-60-34-50). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 janvier.

TROIS SIÈCLES DE NORFOLK. TROIS SIÈCLES EN FORD. COTEN. 1640-1914. - CNRM, 62, rue Saint-Amand (42-74-22-22). T.J. de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 5 janvier.

LES HUGUENOTS. Archives nationales, 87, rue Vieille-du-Temple (42-77-11-30). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 6 janvier.

RELANCE DE LA COMMANDE PUBLIQUE. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). De 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 17 janvier.

HENRI GALLERON. Honoré 85, Mémorial du Centre, 49, rue des Mathématiques (42-45-51-65). Jusqu'au 15 janvier.

NOUVELLES TAPISSERIES. - Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). Jusqu'au 9 janvier.

MARIONNETTES ET OMBRES D'ASIE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 mars.

JOSÉ CLEMENTE ORZCO. Carles, Centre culturel de Mérida, 28, boulevard Raspail (45-49-16-26). Sauf dim. de 10 h à 18 h ; Sam. de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 janvier.

Galleries

BROTHERY ET L'AVANT-GARDE HONGROISE. Galerie Franck-Bernat, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 7 janvier.

ANTOINETTE BOOTZ - CHARLES CHRISTOPHER HILL. Œuvres récentes. Galerie Baudouin-Léon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 4 janvier.

BRAM VAN VELDE. Œuvres sur papier. AKI KURODA. Lithographies. Galerie Adrien Margit, 42, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'à fin décembre.

PEINTURES JAPONAISES. De XV^e au XIX^e siècle. Galerie J. Olier, 26, place des Vosges (43-87-28-57). Jusqu'au 12 janvier.

DESSINS INSOLITES DU XVIII^e FRANÇAIS. Galerie Didier-Aron, 32, avenue Raymond-Poincaré (47-27-17-79). Jusqu'au 31 décembre.

LA LIBERTÉ. Hommage pour le centenaire de Mlle Liberty. Galerie Breton, 70, rue Bonaparte (43-26-40-96). Jusqu'au 5 février.

BAZILE BUSTAMANTE - KESSLER - KOONS - MUCHA - SCHUTTE - SECHAS. Galerie Cronal-Huissot, 80, rue Quincampoix (43-87-60-81). Jusqu'au 12 janvier.

MARTIN RARÉ. Peintures récentes. Galerie Gilles-Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 4 janvier.

LOUIS CANE. Sculptures. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-80). Décembre-janvier.

Z. L. DAROCHA. Astres, comètes, nébuleuses, etc. Galerie Krief-Raymond, 50, rue Mazurine (43-28-32-37). Jusqu'au 6 janvier.

DIAGNE. Bémé crâne. - Agnès B. Christian Bourgois, 6, rue du Jor (42-33-43-00). Jusqu'au 11 janvier.

THIERRY DIEZ. - Galerie Dano-Monville, 11, rue Pasteur (42-77-04-26). Jusqu'au 22 janvier.

ESTÈVE. Aquarelles et peintures. Galerie Tondouca, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 janvier.

ALAIN FLEISCHER. Cinq pièces différentes. - Galerie Dorey, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 3 janvier.

PAULA GABRIEL. - Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 23 janvier.

JACQUES GAUTIER. Encre et médium. Galerie, 36, rue Jacob (42-60-84-33). Jusqu'au 31 janvier.

HELLION. Les années 60. Galerie Patrick Tigaud, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 8 février.

SHEILA HICKS. L'art glissé par la vie. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (43-29-50-75). Jusqu'au 11 janvier.

DAVID HOCKNEY. Images et peintures pour une revue. Galerie Claude-Bernard, 7, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 15 janvier.

ANDRÉ LEOCAT. Peintures récentes. Galerie Zahidisk, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 15 janvier.

CARLO PERRIGNI. Galerie B. Jordan, 54, rue de Valenciennes (42-96-37-47). Jusqu'au 18 janvier.

RAUCHER. Peintures. Galerie Lavigne-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 30 janvier.

GEORGES ROUSSE. Galerie Faridch Cadiot, 71, rue des Archives (45-78-08-36). Jusqu'au 15 janvier.

RUSTIN. Petite format. Galerie Iny-Brochot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 11 janvier.

ETTORE SOTTISSA. Galerie Yves-Guino, 191, rue de l'Université (47-05-44-41). Jusqu'au 12 janvier.

SURVAGE, 1879-1968. Galerie N. Bresson, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 15 janvier.

WALTER SWENNEN. Galerie Monnany-Delac, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 6 janvier.

CAROL VISSER. Bijoux et petites sculptures. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Harodites (42-77-63-60). Jusqu'au 18 janvier.

ANDRÉ WOGNENSKY. Cinq projets d'architecture. Galerie D. Gervin, 14, rue de Grenelle (45-44-41-90). Jusqu'au 31 janvier.

En province

AMIENS. Magritte et Co. Peinture 1950-1985 dans les collections du Musée d'art contemporain de Gand. Musée de l'Écluse, 48, rue de la République (22-91-36-44). Jusqu'au 13 avril.

ARRAS. Lièvre et mixtes. Centre Noddi, 6, rue des Capucins (21-21-50-12). Jusqu'au 2 février.

AVIGNON. Égypte et Provence : civilisation, survivances et « cabinet de curiosités ». Musée Calvet, 65, rue Joseph-Vernet (90-86-33-84). Jusqu'au 30 mars.

BORDEAUX. Keith Haring. Peintures, sculptures et dessins. C.A.P. entrepôt Lahit, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 23 février.

CALAIS. Fautrier 1925. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 19 février.

DUNKERQUE. César, 1955-1985. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (28-65-21-65). Jusqu'au 7 janvier.

LYON. Montréal art contemporain. ELAC, centre d'échanges de l'art (78-42-27-39). Jusqu'au 2 février.

MARSEILLE. Jean-Antoine Constant. Musée des beaux-arts, palais Longchamp (91-62-21-17). Jusqu'au 27 janvier.

Des idées d'aujourd'hui. Musée Bordy, avenue Clot-Bey (91-73-21-60). Jusqu'au 23 février. Richard Bagnat et ses invités. Jacques Mogar et Françoise Quindou. ARCA, 61, cours Julien (91-42-18-01). Jusqu'au 9 février. Dessins dans la ville (dessins de XVIII^e au XX^e siècle et dessins d'architectes). Chapelle de la Vierge-Christi, place de l'Observance (91-90-24-70) et autres lieux. Jusqu'au 18 janvier.

MULHOUSE. Amédée Ozenfant, 1886-1964. Musée des beaux-arts, 4, place Guillaume-Tell (89-43-98-11). Jusqu'au 17 février.

NIMES. Antoni Gaudí, 1852-1926. Musée des beaux-arts, rue Clément-Foix (66-67-38-21). Jusqu'au 28 février.

SAINT-ETIENNE. Bernadette Bosc. Maison de la culture, jardin des Plantes (77-25-35-18). Jusqu'au 20 janvier.

STRASBOURG. Wolf Vostell, 1977-1985. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Jusqu'au 9 février.

TOURS. France Tours art actuel. Centre de création contemporaine, rue Racine (47-66-50-00). Jusqu'au 6 janvier.

TROYES. Jean Lema, 1911-1948. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (25-80-57-30). Jusqu'au 6 janvier.

VILLENEUVE-D'ASCO. Nuits. Peintures récentes de Gérard Tims-Carmal. Café mille et une boîtes de Parant & Co. Musée d'art moderne, salle du Musée (25-05-42-46). Jusqu'au 12 janvier.

VILLEURBANNE. Le temps : Calder, Dali, Degas, Duchamp, Magritte, Man Ray, Pollock, Warhol. - Le Nouveau Musée, 11, rue Doctor-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 26 janvier.

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID...

VOIR L'ART STALINISTE S'EFFORÇAIT D'ÉVOQUER L'ART ANTIQUE, LES DIEUX MYTHOLOGIQUES ET LES ROIS DE FRANCE, NAPOLEON PAR DAVID

... LE MONDE — Jeudi 26 décembre 1985 — Page 11

NON NOM EST PERSONNE (1L, 45-34-10), Claret Victoria, 1^{re} (45-34-10), h 15.

LE MEILLEUR DE LA VIE (Fr.): République-Cinéma, 11^e (48-05-31-33), lun., 20 h 20.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.): Ciné-Boulevard, 3^e (42-71-55-56), mar., 12 h 10.

A PEAU DOUCE (Fr.): Denfert, 14^e (43-41-41-01), jeu., sam., 20 h.

LEOTTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Rena. v.o.): Ciné Beaumarchais, 3^e (42-71-52-56), mar., 11 h 40.

OBSESSION (***) (Brit., v.o.): Tempéris, 3^e (42-72-74-26), jeu., lun., 22 h.

L'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE? (A., v.o.): Olympia Luxembourg, 6^e (46-71-71-71), mar., 11 h 40.

OCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5^e (43-54-72-71), L.J., h 0 15, sf mer., 22 h.

JUSTY JAMES (A., v.o.): Boite à films, 17^e (46-22-44-21), 20 h 15 (sf mar.).

ALO, OU LES 120 JOURS DE SODOMITE (Fr., v.o.): Ciné Beaumarchais, 3^e (42-71-52-56), mar., lun., h 0 30.

IVA ZAPATA (A., v.o.): Denfert, 14^e (43-41-41-01), jeu., sam., ven., 16 h.

IVEMENT DIMANCHE (Fr.): Denfert, 14^e (43-41-41-01), dim., 18 h; ven., lun., 22 h.

LE PETIT JOURNAL (Rena. v.o.): Ciné-Tabacq.; ven.; De France Swing Orchestra; sam.: Maribé ou; lun.: Hollywood Swing, 23 h.

LE PETIT JOURNAL (42-56-61-35), (45-31-02-01), h 30 / jeu.: Sacré Tabacq.; ven.; De France Swing Orchestra; sam.: Maribé ou; lun.: Hollywood Swing, 23 h.

PHILIZONE (47-77-46-26), 21 h 30 les 25, 29; Soirées satiriques; le 26: PhilOnes Supplémentaires; le 28: Malibou, (Paris Cahan); le 31: Asphéridet Non.

A PINTÉ (43-26-26-15), 21 h 30, les 26, 27, 28; S. Goubert; le 30: Trio E. Goubert.

RADIO-France, Grand auditorium (45-24-15-16), le 25 à 21 h; Spécial Gospel et Blues Night.

LOW CLUBS (42-33-84-30) (D., L.), 21 h 30, 1^{re} Lancia.

STAND BY (46-33-96-23), les 27, 28, à 21 h 30; Nacéche Trio.

18 h 30 : Musical Patchwork.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73), les 28,
29 à 15 h 30 : Coppelia.
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(47-23-47-77), les 26, 27, 31 à 20 h 30 ;
le 28 à 17 h et 20 h 30 ; le 29 à 15 h et
18 h : Ballet national de Pologne.

18 h : Ballet national de Pologne.

en région parisienne

ANTONY. Th. F. Gémard (46-66-02-94) le 27 à 21 h, le 28 à 15 h et 21 h, le 29 à 15 h; l'Avenir à solliciter.

AUBERVILLIERS. Th. de la Commune (46-66-47-67) (D. noir, L.) 20 h 30, dim. 16 h 30; Boulevard du métrotram.

BULNAY-SOUS-BONDS. Espace J. Prévert (48-68-00-22), le 27 à 12 h 30; A la recherche du temps perdu.

CORNEILLE. Th. A. Adam (69-69-40-77) le 29 à 15 h; le Village dans les marges.

EUILLY. Les (47-45-75-80) les 26, 27, 28 à 20 h 45, le 29 à 16 h; l'Avant.

MONTANTIN. Eglise, sous chapiteau (43-57-52-70); Le 28 à 15 h; l'Eclat au trésor.

NANNOIS. Centre Cyrano de Bergerac (39-51-81-16), le 29 à 14 h 30; La Belle de Cadix; le 31 à 20 h; The Frod.

PARCOURRESNES. Théâtre Jean-Vincent (47-72-38-80), les 26, 27, 28 à 14 h 30; West Side Story; CL. (43-06-13-10) (D., L., M.), 20 h 45; Toutou pour cinq cent mille dollars.

SAILLES. Th. Montebaud (39-50-71-18) le 28 à 21 h; On dit ou au lit; le 31 à 21 h; De deux dingues.

Étude
42-89-09-51 - 42-56-35-80

**INCANAUX
TEMPORAINS**
janvier
h - Samedi 11h-19h

ROYALE »
se
consécutives, après :
EAU
AIN DANS LA RUE
RE DU BICENTENAIRE
SPACE
MOBILE FRANÇAISE

85
LUMINEUSES »
des
RUE ROYALE
embre 1985

EN 1985

10/11/50

مَجْدًا مِنْ اللَّهِ عَزَّ وَجَلَّ

COMMUNICATION

Mercredi 25 décembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Spectacle sur glace : Casse-noisette. Musique de Tchaïkovski, par l'Orchestre philharmonique national, avec D. Hamill, R. Cousins, L. Green. Une fable qui commence dans le couloir local réaliste d'un milieu bourgeois et se termine dans le monde de l'imagination. Un ballet féerique dansé par les plus grands patineurs du monde.

22 h Cinéma. Emission d'Eric Lipman, Leona Sayan et Daniel Tesson de l'Opéra. Une rétrospective des films d'opéra. Avec Gino Lollobrigida dans *Paillasse* et Sophia Loren dans *La Favorite*.

23 h 30 Journal.

23 h 45 Boîte à jazz.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Le Révolillon. De J. Bouchaud, réal. D. Lasset, avec M. Barrier, J.-P. Bago. La nuit de Noël de cinq agents de police et de ceux qu'ils rencontrent. Situations cocasses et hautement improbables!

21 h 55 Opérette : Ciboulette. De R. Hahn, d'après R. de Flers et F. de Croisset, avec le concours de l'Opéra de Monte-Carlo et de l'Opéra de Montpellier, et M. Robinson, F. Perrot, J. Jansen, A. Normand, A. Host. (En simultané avec Franco-Musique.) Nouvelle conception d'une opérette très populaire où les dialogues ont été modifiés. Toute l'histoire est racontée par son auteur, Reynaldo Hahn, et l'on assiste à la création de l'œuvre.

0 h 10 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 55 Variétés : Les totems du Bataclan. Emission de J.-L. Foulquier et J.-P. Capdevielle. Avec le groupe Téléphone, Yves Simon, Bill Baxter, Diane Tell, Angel Malinone Entreprise...

21 h 55 Journal.

22 h 25 Cinéma : Le Gendarme. Film italien de L. Visconti (1962), avec B. Lancelotti.

A. Delon, C. Cardinale, P. Stoppa, S. Reggiani, R. Morelli. (Rediffusion.) Après le débarquement de Garibaldi, en 1860, un vieil aristocrate sicilien prend conscience de la fin de sa classe et assure l'avenir de son neveu par un mariage bourgeois. Une époque, une évolution historique parfaitement reconstituées. L'œuvre est superbe, ainsi que Burt Lancaster.

0 h 15 Prélude à la nuit. « Air », de Gluck, par les Douze violons de France.

1 h 15 Nouvelles du Monde. Une série de sept émissions adaptées de nouvelles parues dans nos colonnes. Ce soir, « Les Deux Nouveaux », d'Alain Elkann (Italie).

A l'approche de Noël deux nouvelles organisent la rencontre de deux êtres solitaires, un petit garçon obèse et amoureux et un vieux professeur aveugle et lunaire.

CANAL PLUS

20 h 33, Série : Les Triplés. 21 h, Les Ripoux, film de C. Zidi. 22 h 50, Les Charlots de feu, film de H. Hudson. 0 h 50, Le Général de l'armée morte, film de L. Tervil.

FRANCE CULTURE

20 h 30, Pour ainsi dire : Olympia Alberti pour son recueil de poèmes. 21 heures, Musique : jazz bivaouac (en direct du grand auditorium) : spécial gospels et blues night, par La Vélie, W.G. Hunter, J. Van Jones, L. Mas Comh, le groupe TTF. 22 h 20, Marie Caserio lit « Boon endormi », de Victor Hugo. 22 h 30, Nuits magiques. 0 h 10, De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 4 Concert (donné le 5 mars à la Philharmonie de Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 23 en la majeur de Mozart et Symphonie n° 7 en mi-majeur de Bruckner par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. C.M. Giulini, sol. M. Parrilla, piano; en complément de programme : œuvres de Telemann, J.S. Bach.

21 h 50 Les soirées de France-Musique (en simultané sur Antenne 2) : Ciboulette, de R. Hahn; à 0 h 15 Jazz-club.

Jeudi 26 décembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

9 h 20 ANTOPE 1 : 9 h 30 Canal FT : 10 h 30 Croque-vacances : 11 h 30 Les jours heureux : 12 h 02 Tournez... manège.

13 h Journal.

13 h 50 Dessin animé : les Aventures de Tintin (et à 14 h 35).

13 h 55 Séria : La petite maison dans la prairie (rediff.).

14 h 40 Destination Noël.

16 h 30 Foulleton : Deux ans de vacances (rediff.).

17 h 30 La chance aux charbonniers.

18 h Salut les petits loups (et à 19 h 15).

18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.

18 h 45 Séria : Santa-Barbara.

19 h 15 Salut les petits loups.

19 h 40 Cocoricocoboy.

20 h Journal.

20 h 35 Pour ceux qui aiment Beethoven. Emission d'E. Lipman, réal. J.-P. Barizien (en simultané avec Franco-Musique). Trois heures avec Jean-Sébastien Bach. On ne s'ennuie pas un seul instant.

23 h 40 Journal.

23 h 55 Boîte à jazz.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin : 10 h 30 ANTOPE : 11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2 : 11 h 35 La télévision des téléspectateurs : 12 h 00 Journal et météo : 12 h 10 Journal : l'Académie des neufs.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Foulleton : Le crime de Methilde.

14 h 40 Aujourd'hui la vie.

15 h Séria : Switch.

15 h 50 C'est encore mieux l'après-midi.

17 h 30 Rêve A2. Image imaginaire : Mes mains ont la parole; Terre des bêtes (le konga); Les matins engoulés.

18 h 30 C'est la vie.

19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Jeu : La Trappe.

20 h Journal.

20 h 25 Les cinéastes Lumière. Une anthologie des premiers films tournés par les frères Lumière, il y a presque un siècle.

20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).

20 h 35 Téléfilm : Esclave et Pharaon. De P. Meunier, scénario et dialogues G. Brach. Un très jeune pharaon en déroute sauvé par son esclave. Un drame superbement filmé dans des décors du désert, illuminé par l'éclairage des bijoux.

22 h Megazini : Actions. De M. Honorio, F.-H. de Virieu et G. Morin. Au sommaire : Parlons d'argent (les démarches à faire pour obtenir des déductions fiscales); coup de pouce à une entreprise; donnons-donnons (trois accords sociaux d'entreprise); le choix des téléspectateurs; titres en jeu; compléments d'enquête.

23 h 15 Journal.

23 h 35 Sports : Hockey sur glace. Le Tournoi de Paris.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

15 h Emissions pour les jeunes.

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures où l'on verra sur tout le réseau Une vie en chansons; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur; à 18 h 55, La Panthère rose; à 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

● Lutte contre la piraterie audiovisuelle. — Une association de lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA), associant Français et Américains, a été créée à l'initiative du Centre national de la cinématographie. Y ont adhéré, côté français : la Fédération nationale des distributeurs de films, la Chambre

syndicale des producteurs et exportateurs de films français, la Chambre syndicale de l'édition audiovisuelle, ainsi que la Société pour l'administration du droit de reproduction, filiale commune aux sociétés d'auteurs; du côté américain, la Motion Picture Association

of America (qui regroupe les producteurs et est présidée par M. Jack Valenti) et les sept « majors » américaines : Columbia, Disney, MGM/UA, Paramount, Fox, Universal et Warner. Son président est M. Robert Schmelck, ancien premier président de la Cour de cassation.

La télématique se porte bien

Le Minitel a la « pêche » ! Selon un communiqué du ministère des PTT, le nombre d'heures d'utilisation du service Tétést a été multiplié par 4,5 entre octobre 1984 et octobre 1985. Le trafic sur Tétést 3 (le service « kiosque ») a, quant à lui, dépassé pendant cette période : le nombre d'heures d'utilisation est passé de 54 000 à 852 300. Les revenus de ce service kiosque, pour les éditeurs, ont

progressé de 7,3 millions de francs en 1984 à 64 millions de francs à l'automne 1985. Grands bénéficiaires de cet engouement pour la télématique : les messageries « courrielles » et les services spécialisés, qu'ils inaugurent une nouvelle forme de communication politique comme « Démocratie directe » ou qu'ils offrent une série de faits et chiffres sur l'audiovisuel comme Médiafactuel.

« Démocratie directe » sur écran

Citoyens à vos claviers ! Depuis le 18 mai, chaque possesseur de Minitel pouvait poser des questions à l'homme politique de son choix grâce à « Démocratie directe », un service télématique lancé par l'association Dialogue et démocratie. Mais c'était en différé : des heures ou des jours étaient parfois nécessaires pour lire la réponse ad hoc sur l'écran. Toutefois, au bout de quatre mois, le succès est patent : quelque 15 000 connexions, soit 1 300 heures de consultations, ont été faites.

Le président du CDS se pique au jeu, rédige et pianote ses réponses. Au point d'en oublier ses rendez-vous. Par la suite, déplacements en province obligent, un de ses collaborateurs prend la relève. Mais il ne fait apparaître les réponses sur l'écran qu'après les avoir lues au téléphone à M. Méhaignerie et avoir obtenu son imprimatur. Longues et parfois floues au début, les réponses de M. Méhaignerie deviennent au fur et à mesure plus concises et plus ciblées.

Le président du Centre national de la communication audiovisuelle (CNCA) et composé d'universitaires, qui garantit le pluralisme.

Désireux de ne pas laisser passer ce nouveau média qu'est la télématique, et surtout en période préélectorale, et soucieux de se mettre au goût du jour de cette nouvelle communication, d'autres responsables politiques prendront dès le 15 janvier le relais de M. Méhaignerie : M. Louis Mexandreau, ministre des PTT, d'abord, puis M^{me} Yvette Roudy, MM. Jack Lang, Jacques Toubon, Robert Badinter, Lucien Sfez et, sous réserve, M^{me} Michèle Cotta.

YVES-MARIE LABÉ.

★ « Démocratie directe » : 16 (1) 36-15-91-77; code d'accès : AGIR.

Concentration dans le câble américain

WESTINGHOUSE VEND SES RÉSEAUX

Après six mois de négociations, Westinghouse Electric, un des géants américains de l'équipement électrique et électronique, a vendu la totalité de ses cent quarante réseaux câblés, à l'exception de deux réseaux à Chicago, pour quelque 2,1 milliards de dollars. Cette somme va permettre au groupe de rembourser les dettes contractées pour racheter une partie de son capital. Westinghouse possède encore dans le secteur de l'audiovisuel (8 % de son chiffre d'affaires) six stations de télévision et des intérêts dans la production et la distribution de programmes.

C'est un groupe de cinq câblo-distributeurs (American Television and Communications, Inc., Comcast, Daniels and Associated, Century Southwest) qui vont se partager les deux millions de abonnés gérés par W Cable, filiale de Westinghouse. Cette transaction amplifie le mouvement de concentration en cours dans le câble américain depuis plus d'un an. En effet, American Television and Communications, Inc. et W Cable, qui sont les trois plus importants câblo-distributeurs américains, gèrent à eux seuls, le quart des trente-huit millions d'abonnés au câble.

FIAT PREND LE CONTRÔLE DU « CORRIERE DELLA SERA »

Le holding financier Gemina (dont Fiat est le principal actionnaire avec 34,3 % des parts) a pris officiellement le contrôle le 24 décembre du *Corriere della Sera*, le plus grand quotidien italien, dont il détient désormais 56 % des actions.

M. Cesare Romiti, administrateur délégué de Fiat, a été élu président de Gemina qui a confirmé en outre l'entrée dans le holding financier de trois nouveaux partenaires : TIM, Giampiero Pessenti (Italcementi), Giovanni Arvedi (siderurgie) et le groupe financier Miltel (Nouvelle banque Ambrosiano).

Une banque de données sur l'audiovisuel

Le bilan du cinéma britannique ? Les derniers chiffres comptabilisant l'audience des réseaux américains ? La nouvelle grille de TV 5 au 1^{er} janvier 1986 ? Pour fournir des réponses à ces questions, Médiafactuel international a lancé mi-octobre une banque de données sur l'audiovisuel, en France et à l'étranger, que l'on peut actuellement consulter par Minitel avant qu'elle soit réservée aux seuls professionnels à partir de janvier 1986.

La collaboration du Bureau d'Informations et de Prévisions Européennes (BIPE) et de l'Institut pour le développement et l'aménagement des télécommunications et de l'économie (IDATE).

L'association Médiafactuel international est le fruit d'un partenariat entre le Carrefour international de la communication (CIC), la Mission TV-Câble, la Régie française de publicité (RFP), la MIDIST, Intermedia et le secrétariat d'Etat chargé des techniques de communication. Son budget 1985 est d'environ 2,4 millions de francs.

En 1986, Médiafactuel souhaite atteindre le chiffre de 500 abonnés à sa Lettre (le double du nombre actuel) et table sur un « parc » de 4 à 5 000 professionnels qui consulteront sa banque de données à raison d'une heure au moins par mois.

Y.-M. L.

★ Médiafactuel international : 16 (1) 36-15-91-77; code d'accès : CTL.

A VOIR

Tornade blanche

Le crime parfait ? Obtenir sa victime à se présenter — pourtant librement ! — au rendez-vous avec la mort, sous forme d'avant-garde, catastrophe ou na peut plus « naturelle »... Machination machiavélique avec pour ressorts la psychologie des personnages, la logique des situations et la précision infaillible d'un jeu de cartes très ancien, « la partie de bembou », qui permet de minutes le crime à la seconde près. Ce mélange des lois naturelles et du libre arbitre atteint le comble de la perversité lorsque le meurtrier introduit dans sa construction intellectuelle un « principe d'incertitude » qui laisse à sa victime une échappatoire.

Mais l'Enigme blanche, téléfilm de Peter Kossovitz, est bien plus qu'un roman policier digne d'Agatha Christie. Tout l'intérêt du drame vient du récit des relations

entre les personnages — des amis de toujours — qui se compliquent à souhait. Quatre hommes et une femme, isolés dans un chalet de montagne au milieu d'un désert de neige, se trouvent enfermés dans un huis-clos, livrés aux autres, et à eux-mêmes.

Le mort de Jean, emporté par une avalanche, agit comme un catalyseur qui révèle la véritable nature des autres : Henri (Jean Rochefort), grand industriel et mari jaloux d'Apolline (Bulle Ogier), qui avait une liaison avec Jean, Maxence (Claude Rich), frère d'Apolline et raté de la famille et Paul (Bruno Cremer), policier têtard et prudent. Tout en finesse, c'est l'histoire des amitiés qui ne résistent pas à la passion, à l'émotion, à la rancune, à la jalousie.

La qualité des acteurs permet à l'intrigue, qui ne sera dévoilée

qu'au dernier moment, de céder la place à un autre drame : celui de la perte des illusions opérée par le temps. La violence qui s'ensuit derrière les bonnaises manières, les visages lisses et les masques respectables de la bourgeoisie ne se montrera pas, même si elle provoque un meurtre. Elle s'exprimera en demi-teintes, de manière feutrée, à l'image de la neige qui recouvre tout d'une chape de silence. La neige, c'est aussi le froid, les sentiments qui se glacent.

Ce téléfilm hors du commun vaut le détour en une saison où les créations originales se font rares. Laissez-vous emporter par cette tornade blanche !

ALAIN WOODROW.
★ L'Enigme blanche, jeudi 26 décembre, 21 heures, FR 3.

PARMI LES CLOCHARDS DE PARIS

Une nuit chez les « bleus »

Près de dix mille sans-abri vivent à Paris. L'image du « clochard-heureux-de-vivre » est fautive. Le clochard qui joue les prolongations d'arrange rien. Chaque soir, dans la capitale, des « bleus » de la police ramassent ces vagabonds de toutes les crises pour les héberger, les soigner et les remettre en route.

Non. Ne pas rester là debout : c'est inutile. Le froid garde le dessus. Mais l'essentiel, pour capter sur la plus grande surface possible ces bouffées à l'odeur crasse qui montent de l'immeuble grille, place du Châtelet. Retrouver ce geste, cette posture naturelle, familière aux habitués du chauffage par le sol, par le sol du trottoir et de la rue.

Tout a commencé dans le métro. Une barbe de trois jours, un manteau élimé, des cheveux grasseux - de lotion Mario-Rose - et voilà le regard des autres qui change. Regardent-ils seulement ? Première surprise : indifférent, hostile, compatissant, peu importe, le regard des autres s'écroule. On se surprend à les détester d'un coup. Parce qu'ils n'ont pas froid, parce qu'ils sont correctement vêtus, parce qu'ils savent où ils vont.

« On voit bien que vous êtes malheureux, vous. » L'apostrophe mord, car l'homme qui vous l'adresse ne peut en saisir l'ironie. Lui, il a passé la nuit à la maison de Nanterre. Au passage, il a subtilisé une serviette de toilette : « Je tire ce que je peux, sur serviette, un frémissement dans les magasins. Je suis un tireur. Y a trop de misère. » A la vue de nouveaux copains, il élargit son discours, grimpe à des sommets politiques : « Chirac, le gouvernement, tous des escrocs. Quatre millions de chômeurs. Il y a trop de misère ! » Il voudrait dormir ce soir à l'Armée du salut : « Là on a une serviette. » Mais il se laisse ramasser par les « bleus ».

« Bleu », c'est beaucoup dire. Les policiers de la brigade d'aide aux personnes sans abri (BAPSA), qui dépendent de la préfecture de police de Paris sont en combinaison plus grise que bleue. Ils arrivent à 18 h 30, dans un bus gris, aux vitres peintes en gris. C'est leur deuxième

tour de la journée. Il y en aura d'autres. Vers minuit, les « bleus », des agents de la RATP, accompagnés d'un policier, feront le même travail dans les bouches et les stations de métro.

Le bus s'est arrêté place du Châtelet. Vide. Tête de ligne en somme. « Bonbon », M^{me} Renard, « Popaul », sont venus et montent.

La « fourrière » des clochards qui sillonne Paris pour l'embarquement vers Nanterre où on les épouille, les réchauffe et d'où ils repartent dans le froid.

volontaires, pour une nuit sans sommeil. Mais les « bleus » se sont égarés dans les couloirs de la station et ramènent d'autres prises, en douceur. Le goïche à l'entrée du véhicule s'est pas la douane. Les porteurs d'un papier d'identité le présentent, les autres déclinent leur nom, vrai ou faux. Français ou étrangers. Car il y a plusieurs étrangers. Allemands surtout, Belges, Néerlandais, Maghrébins.

Avant de pénétrer vers 21 heures dans la cour de la maison de Nanterre, le bus visitera Saint-Michel, le carrefour de l'Odéon, Montparnasse, Saint-Lazare. A chaque arrêt, les « bleus » s'éloignent et piquent sans hâte vers les recoins. Ce soir, l'équipe met plus de bonne humeur que de hargne à tendre ses filets.

Premier domicile fixe

En deux heures, le bus s'est rempli. Poussettes, sacs plastiques bourrés de quignon de pain et de trépassés dorment monnayés furtivement pendant le trajet, encombrant couloir et sièges. Des groupes se constituent qui bousculent les autres. Deux litres de vin blanc circulent de bouche en bouche parmi les uns. Briquets et stylos-bille en monnaie d'échange parmi d'autres.

L'odeur, l'odeur qui envahit tout. Pour ces « usurpateurs d'espace » comme le remarque l'ethnologue Patrick Declercq, chercheurs à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et qui ce soir est au voyage, le car des « bleus » est un peu le premier domicile fixe de la journée. Un à un, ils fréquentent le milieu du véhicule, en procession d'abord, puis en jouant des coudes quand le bus

s'est surplombé. L'un y vient une demi-douzaine de fois, comme pour abuser d'un luxe passager. Les deux marches de la porte centrale sont devenues toilettes - publiques et gratuites - effluves et sonorités garantes. Péniblement dans l'urine et vomissements jusqu'à l'arrivée.

Siôt débarqué, il faut se dépolluer. Et s'éponger si nécessaire. Les

habits sont remis, ficelés, étiquetés. Les plus maculés seront lavés. Le contenu des poches est déposé dans une boîte jaune, contre un reçu de l'administration. Douche, non obligatoire. Corps rouges et violacés, striés de griffures, piquetés de pustules.

Le bâtiment des 45

Quand tout le monde se retrouve à table devant soupe, ragout, pommes de terre et pain, un treillis marron et une chemise blanche ont peint la cohorte en troupe uniforme. Les faux plafonds récents essayent de faire oublier que ce bâtiment des 45 doit son nom à sa destination première et pas si lointaine de prison où les vagabonds étaient incarcérés pendant quarante-cinq jours. Peu avant 22 heures, hommes et femmes se séparent vers des dortoirs distincts. Us sommeillent sans draps et sans boisons prend possession des lits superposés. Nuit de bruits et d'odeurs, dans le toux, le roulement, et l'arrivée de carpiques vaillantes agglutinées par les rondes successives dans Paris. La serrure grince. Sommeil épais de relents acres mûrs à la buée et à la fumée de clopes respacés.

Avant 6 heures, café et pain. Une table face aux anciennes cellules a reçu un grand registre où un policier de la BAPSA en blouse blanche désigne du bout d'une règle métallique la cage où chaque des cent vingt doit son nom à sa destination première. Puis l'attente, après la restitution du treillis et la remise, du contenu des boîtes jaunes. Ceux qui l'ont demandé vont aux soins. Le docteur Patrick Henry donne ainsi trois mille consultations par an.

Leurs jambes toutes rouges d'ulcères, de parasites. La douleur n'est, n'est. « Un jour - se souvient le docteur Henry - un patient m'a dit : J'ai mal à un pied. Quand il a ôté sa chaussure, un oriel s'est détaché. »

C'est aussi le moment des confidences. L'heure où Lulu raconte, sans questions, comment elle fait la manche au feu rouge. Deux cent cinquante francs certains jours. Aujourd'hui, elle se donne congé. « Pas de patron : c'est bien. Mais j'ai trop mal aux pieds ». L'on s'étonne. « Et ça ne va pas un chez-soi. » D'autres comparent les établissements de douches parisiennes : les meilleurs sont à Pyramides et rue de Vouillé, « serviette et savonneuse ». L'un d'eux avoue : « J'ai une voiture », une auto aux serrures rouillées, où il peut dormir sans être dérangé.

Au creux de la main, le carpiques s'est approché. C'est la rue, les volontaires d'hier soir se précipitent ce matin pour repartir vers une journée de manche, de chine et de gonflé. Pourtant, « ceux des trois hommes qui connaissent le mieux le musée des saas-abri, Patrick Declercq, le docteur Patrick Henry et Gérard Lecomte, directeur de la maison de Nanterre, ne partagent l'idée selon laquelle « la cloche, c'est facile ». Tous trois affirment : « Les sans-abri sont des êtres fragiles, malades mentaux d'une manière ou d'autre. » Les moins vulnérables restent à la rue. Les plus faibles consentent à se faire héberger à vie à Nanterre.

Le car des « bleus » ne s'arrête pas lorsqu'un homme sera pris d'une crise d'épilepsie, en manque d'alcool vraisemblablement.

Par petits paquets, les passagers sont rendus à la ville. Les voici libres. « Libres pour rien », comme Patrick Declercq. On a sonné l'arrivée de toucher le ticket de métro au fond de sa poche. Retour assuré. Eux, les sans-abri, ils seront ramenés à Nanterre, ce soir ou un autre. Au bout de la ligne, au bout du seul voyage promis-tout, avant le dernier, un soir de grand froid. Comme cet homme de soixante-deux ans, recueilli en hypothermie, corps glacé à 32 degrés, mort trois jours plus tard. Comme cette femme, affaissée au pied d'une tour de la Défense, près de Paris, en 1985.

CHARLES VIAL

Ministère de la défense

M. FERNAND BAGOT GRAND-CROIX

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Fernand Bagot, inspecteur général des affaires d'ordre-mor.

Sont promus commandeurs : MM. Marie de Roquette-Buisson, Christian Bes de Bère, Michel Dubiché, Michel Homilly, Marcel Royer, Marcel Ghignas, Camille Anselme, M. Emile Berger, MM. Armand Magasin, Henri Parnisot.

Sont promus officiers : MM. Annet Ambard, Jean Baré, Guy Messé, Mario Blardone, Louis Bois, Pierre Chay, Yves Coulanges, Agnès Desseuve, M^{me} Henriette Devocis, MM. Max Fichoux, Michel Foulon, Emile Genta, Henri Girard, André Halley, Marie Ignace, Wolf Kadinsky, Jean Laurent, Roger Louis, Louis Martin, Fernand Marlet, M^{me} Sophie Nadel, M. Maurice Pessis, M^{me} Pierrette Porte, M. Charles Riedinger.

M^{me} Odette Samson, MM. Guy Sarron, René Sauter, Roger Souchal, Jacques Trombe, Henri Vayssière, Lucien Canier, Joseph Joffe, Julien Lavergne, Francis Le Roy, Lucien Ligas, Jules Mercier, Pierre Nicolas, Célestin Rhoen, Jean Rouquet, Walter Rouda, Edouard Sani, M^{me} Marcelle Arria, M. Marcel Aumont, M^{me} Juliette Bois, MM. Georges Boivent, Paul Bonte, MM. Jacques Boudard, Robert Collin, Pierre Drapron, Aimée Godfrey, François Guerin, Yves Dubourg, Roger Fugas, Djafar Khadoudi, Julien Lebossé, M^{me} Madeleine Mallet, MM. Albert Manivel, Marcel Marchal, André Migdal, René Sourd, Paul Tazayre, Fernand Chambard, Georges Rouché.

Sont nommés chevaliers : MM. René Ackert, Adrien Autier, Camille Baudin, Jean Bessard, Joseph Borély, Gilbert Boyer, Hubert Branner, Raymond Calzato, André Chesnoy, Fernand Codvelle, Louis Comte, Lucien Cortegiani, Jean Cosgoule, Jean-Claude Curien, Yves Dubourg, Michel Dutrey, Jacques Duval, Guy Ferrero, Marius Gallis, Joseph Gaston, Roger Guillard, Joseph Halpère, Alphonse Horvais, Paul Huberson, Marcel Jeanguin, Jean Justic, Alfred Kozlov, Jean Labrousse, Louis Le Goff, Marcel Levasseur, Eugène Maitre, Gaston Michel, Mohammed Mokrani, Ahmed Mokrani, Henri Monchel, Louis Petitjean, Henri Piven, André Rabouat, Elie Romolino, André Roussel, Ulysse Saint-Maxent, Marc Seguin, Robert Septier, Edouard Stone, Firmin Vervoort, Antoine Zanella, Alfred Agertier, M^{me} Alphonse Aix.

MM. Umberto Arduini, Fernand Arnaud, Jacques Artaud de la Ferrière, Henry Aschbacher, Robert Baudry, Edouard Baudry, Maurice Baudry, Bertin Jacques, Armand Blaise, Gaston Borjoliz, Edmond Bosch, Robert Bougrain, Raymond Brack, Maurice Brumault, André Caronge, Paul Cave, Maurice Champion, Raymond Chastel, M^{me} Camille Clément, MM. Robert Corne, André Commetto, Lucien Corne, Philibert Courzon, Gilbert Dagneux, Raymond Dal-Zotto, Michel Daval, Pierre Demeuse, Pierre Devienne, Bernard Domon, Augustin Druart, André Ducardon, René Dupont, Lucien Dupré, M^{me} Marguerite Darr-meyer.

MM. Emmanuel Ernault, Léon Fiance, Roger Flandrin-Thoulet, Paul Gardelles, Denis Gaston, Pierre Gaultier, Henri Goedert, Abraham Gottlieb, Jacques Grobel, Roger Grenier, Romatin Guizot, Robert Gubel, Robert Hantz, Maurice Hochet, M^{me} Emilie Jeannet, MM. Raymond Jacquemin, Joseph Jazbinsek, Hubert Josin, Georges Jess, Roger Klein, Pierre Kouroundjian, Jean Lamboulet, Louis Lang, André Le Goff, Jean Labrousse, M^{me} Hélène Le Provost, M. Edgar Lepot, M^{me} Marie Loret, M. Baurista Lopez, M^{me} Marie-Joséph Lucas, MM. Maurice Luya, Louis Malivet, M^{me} Maria Matto, MM. Prosper Matlier, Edouard Maurin, M^{me} Jeanne Mouton, Frédéric Muller, MM. Martin Owarasz, Fernand Perret, M^{me} Lucienne Rivon, Geneviève Rouver.

MM. Camille Schoeffler, Bruno Socco, Paul Spinelli, Georges Vaucon-sant, André Verschuer, Léon Vichard, M^{me} Jeanne Vichard, M. Joseph Zlotoski, M^{me} Irène Allizon, Marie-Louise Crapoulet, MM. Jean-Pierre Deronbaix, Henri Fromentin, Mme Ginette Kahn, MM. Roger Pannequin, Fernand Patin, Jean Rolland, Vincent Torres-Ruiz, Henri Jourdain, Mme Jeanne Pod-lasky, MM. Gaston Crascent, Laurent Decruyemere, Georges François, François Labrosse, Charles Naux, Emile Savelon, Louis Schoenauer, Edouard Lédoux, Ovide Lemaître, Maurice Manpin, Marcel Morel, Stanislas Alessandri, Henri Allusse, Jean Amiel Fourtas, Paul Aubré, Pierre Audier, Vincent Ando, Emile Anguit, Caracod Auger, Baptiste Ballongue, René Balzard, René Baranton, Edouard Barbier, Jean-Marie Berthelot, Georges Bévère, Jules Blin, Jean-Marie Bernat, Claude Bossa, André Bonché, Raymond Bon-lard.

MM. Auguste Boussois, Jacques Boudard, Fernand Boyer, Joseph Boyer, Jean Brugroux, Pierre Brun, Camille Cambois, Jules Camp, André Carbonel, Edouard Carvenne, Ludovic Cardoncel, Gustave Carlier, Honoré Castellan, Louis Coudrier, Jean Chalmardrier, Louis Chapon, Jules Chapron, Augustin Charvère, Ernest Chariot, Fernand Chausseville, Emile Chauveau, Louis Chevaux, Henri Chevier, Marcel Chevier, Emile Chometon, Eugène Coffre, Jean Coppel, François Cotoneau, François Coulouvrat, François Courat, Eugène Courat, François Courat, Maurice Courtellement, Ferdinand Dauge, Joseph Dauphin, René Dedieu, Raymond Dendaulier, Jean-Stanislas Desclaux, Michel Des-courcières, Charles Desmarest, Alfred Desvignes, Georges Dorey, Ernest Dou-gaudus, Adrien Drillet, Armand Dronard, Clotilde Dubas, André Du-

chossis, Marius Duffaut, Charles Du-rasé, François Dufour, Charles Dupré, Edouard Duquet, Henri Durin, Alphonse Ernault, Dominique Fabre, Etienne Fonteneau, Albert Fort, Pierre Frachey, Eugène Fuchs, René Gaillet, Pierre Gar-bay, Jean-Baptiste Gayral, Francis Georges, Jean Giobergio, Louis Godard, Paul Godefroy.

MM. Alexis Godignon, Jean Goguet, Pierre Goudel, Edouard Goutel, Jean Grizant, François Grossat, André Guil-loux, Louis Guinand, Edmond Guittard, René Guisquin, Paul Haquin, Bernard Hataboud, Eugène Hodard, Henri Horvann, Eugène Hubert, Paul Jall-lant, Camille Jamot, Philippe Jollivet, Jean Joucou, Maurice Juin, Emilien Julia, Paul Kand, Jean Labalette, Emile Laban, Georges Labourel, Barthélémy Lafargue, Jean Laffont, Joseph La-mour, Marcel Landais, Pierre Lanter-nant, Henri Larue, Jean Latour, Léonard Lauby, Judicaël Lebellet, Arsène Le-deux, Jean Lefèvre, Louis Le Goff, Vi-tal Legérin, Louis Le Jouve, Eugène Lepere, Lucien Létoile, Marcel Lhotel-lier, Maurice Legerot, Jean-Marie Lorry, René Loubou, Fernand Manasse, Michel Martel, Valentin Martin, Frédé-rie Massip, Paul Masier, Camille Ma-thais, Albert Mathien, Fernand Maurel, Joseph Merle, Jean Mespéde, Léonce Michel, Marcel Minier, Charles Molino, Iradée Mollier, Arsène Monot, Pierre Munrocher, Auguste Mora, Adrien Mouchonnet, Clément Monlins.

MM. Delphin Mouyva, Jules Muller, Gabriel Nian, Xavier Norier, François Nugues, Marius Ollanguier, François Pa-pano, François Pajot, Marcel Pallan-cher, Maurice Parrot, Louis Pascal, René Paupardin, Pierre Pellet, Pierre Pelletier, Pierre Penhouet, Adolphe Per-cha, Antoine Pernici, Louis Perreux, Casimir Peyré, Anicet Pierquin, André Pierson, Jean Piffaut, Charles Pillot, Mathurin Pinard, Joseph Pinson, Er-nest Piteaud, Eugène Poirer, Emile Pra-jean, André Priot, Léopold Quinon, Clément Raffia, Gabriel Rauc, Elisee Renault, François Richard, Georges Ro-bin, Albert Roston, Lucien Roques, Louis Rostan, Ernest Rougier, Marie-Ange Rousselot, Augustin Ruille, Vic-tor Salomon, Antoine Sauvadet, Gus-tave Sauvage, Paul Sébastien, Roger Sellot, René Sermet, Paul Serve, Vin-cent Sicard, Jean Simon, Léon Stahl, Louis Tache, Léon Tallet, Edouard Tan-nelle, François Terrier, Marcel Thullier, Philippe Tissier, Maurice Tissier, Mi-chel Trépan, Emile Valère, Polidore Van de Putte, Henri Vaubourg, Félix Vigulier, Henri Vogel.

CARNET

Décès

M^{me} Jeanne Calo, M^{me} Jacqueline Thieck, Ses filles, Ses petits-enfants, Ses parents et alliés,

ont la douleur de faire part de décès de

M^{me} Georgina BORGEL, née Cardoso, survenu le 23 décembre 1985, dans sa quatre-vingt-treizième année.

M^{me} Bruno DURIEX, son mari, Séverine, Gillole, Ariane, ses enfants, M^{me} Paul Duriex, sa belle-mère, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Bruno DURIEX, née Bernadette Gaillat, survenu le 22 décembre 1985.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 26 décembre, à 13 h 45, en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet. Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de la Faisanderie, 78110 Le Vésinet.

M^{me} Jean-Claude Morel, son épouse, Sophie, Nancy et Charlotte Morel, ses filles, M^{me} René Morel, sa mère, Les familles Morel, Blanchin, Aris et Churet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean-Claude MOREL, survenu à Surannes, le 23 décembre 1985, dans sa quarante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 26 décembre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-des-Airs, 13, avenue Belmontet, à Saint-Cloud. Cet avis tient lieu de faire-part.

23 bis, rue du Val-d'Or, 92210 Saint-Cloud.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4126
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT
I. Fait revenir sur les pas. - II. Presser une pomme. - III. Se laisse volontiers mener en bateau par son époux. - IV. Mal ragoté. Marche avec pitié. - V. Partie de boules. Est souvent à fond de cale. - VI. Racine, pour les amateurs de nourritures terrestres. - VII. Un ordre qui émane d'un responsable de la direction. Embarras donc à la ronde. - VIII. Compagnie maritime très recherchée. - IX. Article. Cheville. Participe passé. - X. Doment des cours ni hasard. Bête et indiscipliné. - XI. Fait travailler les uns et rire les autres. Don du Seigneur.

EN BREF

TÉLÉPHONE GRATUIT POUR LES MILITAIRES. - Les modifications apportées par les députés au budget de la défense vont permettre aux appels de téléphonier gratuitement à leurs proches (le Monde daté 17-18 novembre). M. Paul Quilès, ministre de la défense, nous a précisé les modalités de cette opération. Les appels, effectués sur service militaire dans le département de leur domicile, recevront, lors de leur incorporation, une carte de 40 unités téléphoniques de base utilisables dans les publications à carte. Ceux effectuant leur service dans un

VERTICALEMENT
1. Se relève avant de se coucher. - 2. Conjonction. Pièce à rajouter au sommeil. - 3. N'est vraiment pas embelli. Peut se voir dans un cliqué. N'est donc pas satisfait. - 4. On le dit joli mais est tout retourné. Se dit en formant une colonne. Distraire. - 5. Le mot pour pleurer. Entre eux, il y a certainement un « cadavre ». - 6. Travail de décoration qui fait beaucoup gratter. - 7. Une joie peu commune. Us habitent du petit train. - 8. Ont donc été prises par le temps. On y met les poussières on y ajoute des papiers. - 9. Tranche de vie. Se fait en grignotant.

Solution du problème n° 4125
Horizontalement
1. Verre. Cas. - II. Epoux Lit. - III. Ris. Avare. - IV. Résumeur. - V. Ore. later. - VI. Ennui. - VII. Et. Eau. - VIII. Rôt. Trame. - IX. Irène. Mex. - X. Et. Euler. - XI. Suteria.
Verticalement
1. Verrerie. - 2. Épi. Tort. - 3. Rosée. Té. - 4. Ru. R. Né. - 5. Examinateur. - 6. Veneur. Le. - 7. Clarté. Amer. - 8. Air. Emer. - 9. Stérines.
GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 26 DÉCEMBRE
« La Sainte-Chapelle et son ensemble de vitraux du treizième siècle », 14 h 30, 4, boulevard du Palais (E. Roman).
« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 15 heures, sortie métro Saint-Paul.
« Les tapisseries des Gobelins : ateliers en activité », 14 h 30, 43, avenue des Gobelins (Approche de l'art).
« Les hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, place des Voies, statue Louis XIII.
« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau.
« Le siège du PC », 15 heures, métro Colonne-Fabien (M-C. Lauer).
« Les salons de l'Hôtel de Launay », 15 heures, 17, quai d'Anjou, et « La Conciergerie », 15 h 30, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).
« Le couvent de l'Assomption », 14 h 30, pied colonne Vendôme.

CONFÉRENCES

20 h 30, église Saint-Julien-le-Pauvre, rue du Petit-Pont : « La grande charte de Moyon Agé », chant grégorien, troubadours et trouvères (J. Belliard).

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 25 décembre à 6 heures et le jeudi 26 décembre à minuit.
Persistance d'un flux de perturbé du sud-ouest sur la France. Jeudi, sur les Alpes, temps couvert le matin avec quelques pluies et de la neige au-dessus de 1 500 mètres d'altitude (neige très molle jusqu'à 2 000 mètres d'altitude). Ensuite, généralisation à tout le pays d'un temps instable avec alternance d'éclaircies et d'averses (averses de neige au-dessus de 1 000 à 1 200 mètres d'altitude).
Les vents de sud-ouest seront modérés à assez forts, surtout près de la Manche. Le soir, le ciel se couvrira près de la Manche avec l'arrivée de nouvelles pluies.
Les températures minimales seront en baisse, mais les gelées seront rares. Les températures maximales seront de l'ordre de 7 à 12 degrés sur tout le pays.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 24 décembre :
UNE LOI
N° 85-1361 du 23 décembre 1985 complétant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.
DES DÉCRETS
N° 85-1366 du 20 décembre 1985 pris pour l'application de l'article 125 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
N° 85-1367 du 20 décembre 1985 modifiant les décrets n° 60-742 du 25 juillet 1960 portant réorganisation du concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure et n° 60-743 du 25 juillet 1960 portant réorganisation du concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles.
N° 85-1368 du 20 décembre 1985 modifiant le décret n° 82-307 du 2 avril 1982 fixant les conditions d'attribution de l'aide prévue en faveur de certaines catégories de commerçants et d'artisans par l'article 106 de la loi de finances pour 1982.
N° 85-1369 du 20 décembre 1985 pris en application de l'article 435 du code rural et fixant les conditions dans lesquelles la pêche est interdite en vue de la protection du poisson.
DES ARRÊTÉS
Du 3 décembre 1985 fixant le calendrier du concours général des lycées.
Du 25 novembre 1985 fixant les plafonds de loyers à prendre en considération pour le calcul de l'allocation de logement instituée par la loi n° 75-623 du 11 juillet 1975.
UNE DÉCISION
N° 85-008 du 22 novembre 1985 modifiant l'article 8 du règlement général des marchés réglementés de la Bourse de commerce à Paris.
UNE CIRCULAIRE
Du 28 novembre 1985 prise en application de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs.

صوتك من الامم

économie

REPÈRES

Biens durables : commandes en hausse aux Etats-Unis

Après avoir enregistré une baisse de 0,9 % en septembre et de 2 % en octobre, les commandes de biens durables ont progressé de 0,9 % en novembre, annonce le département du commerce américain. Cette remontée est surtout due à une hausse de 17,2 % à 7,2 milliards de dollars des commandes de matériels militaires, qui avaient chuté de 21,1 % en septembre et de 23,8 % en octobre. Au total, les commandes de biens durables se sont élevées à 105,4 milliards de dollars, portant l'amélioration des onze premiers mois de 1985 à 3,6 % par rapport à la période correspondante de 1984.

Prix : ralentissement de l'inflation dans la CEE

Le ralentissement de l'inflation se poursuit dans la CEE, où la hausse des prix a été limitée en moyenne à 0,3 % en novembre. Selon l'Office des statistiques de la Communauté, l'inflation a atteint 5,1 % sur douze mois. La RFA garde le ruban bleu de la stabilité avec 1,8 %, suivie de près par les Pays-Bas (+ 1,9 %). Viennent ensuite le Danemark (+ 3,4 %), le Luxembourg (+ 4 %), la Belgique (+ 4,1 %), la France (+ 4,7 %), l'Irlande (+ 4,9 %), le Royaume-Uni (+ 6 %). L'Italie se détache quelque peu (+ 8,7 %), la Grèce jouant les lanternes rouges de la Communauté avec 23,5 % d'inflation.

+ 0,2 % en novembre en France

L'INSEE a confirmé que la hausse des prix a été de 0,2 % en novembre pour la France et de 4,8 % sur les douze derniers mois. L'indice de novembre s'est inscrit à 160,1, contre 159,8 en octobre, sur la base 100 en 1980. Pour ce dernier mois, les prix des produits alimentaires ont progressé de 0,1 %, ceux des produits manufacturés de 0,3 % et ceux des services de 0,1 %.

Salaire horaire ouvrier : + 1,4 % au troisième trimestre

Selon les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, publiée par le ministère du travail, le taux du salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans aurait augmenté de 1,4 % au troisième trimestre de 1985, soit un peu plus que la hausse de 1,2 % prévue (le Monde du 15 novembre). Le salaire horaire avait augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre (le chiffre ayant été rectifié en raison d'informations supplémentaires transmises tardivement), 1,4 % au premier trimestre et 1 % au troisième trimestre 1984. Comme le souligne le ministère, « le ralentissement du rythme de hausse des salaires ouvriers semble donc marquer une pause ». Au troisième trimestre 1985, le glissement des prix n'a été que de 0,6 %. Sur ce même trimestre, les effectifs salariés, après correction des variations saisonnières, ont baissé de 0,2 %. La durée hebdomadaire du travail (39 heures en moyenne pour l'ensemble des salariés) est restée stable.

FINANCES

La ruée des entreprises sur le papier commercial

III. - France : 20 milliards de francs à la clé

Avec la création, à la mi-décembre 1985, d'un marché des billets de trésorerie ouvert aux grandes entreprises, à l'image du papier commercial tel qu'on le pratique aux Etats-Unis et au Canada (le Monde du 24 et du 25 décembre), Paris a franchi une étape supplémentaire dans la vaste réforme du marché monétaire français entreprise par les pouvoirs publics. La mise sur pied de ce nouvel instrument, émis par toutes les grandes entreprises non bancaires (privées ou publiques) ayant plus de deux années d'existence, s'inscrit dans la perspective d'un décloisonnement de l'ensemble du marché des capitaux.

par SERGE MARTI

« Le gouvernement socialiste a réussi à réconcilier la France avec ses entreprises », aime à proclamer M. Pierre Bérégovoy, dressant volontiers l'impressionnant catalogue de réformes appliquées depuis trois ans à l'ensemble du système bancaire et financier français. Est-ce à dire que la dernière initiative en date, le lancement officiel - le 18 décembre dernier - des billets de trésorerie, pour les sociétés en mal de capitaux à court terme, procède de cette houleuse d'innovations ? Ou encore qu'il s'agit là des dernières cartouches à blanc tirées par le ministre de l'Economie et des Finances sur des chefs d'entreprise qu'il sait acquis d'avance à nombre de ses idées « libérales », le tout enveloppé dans un paquet-cadeau de couleur pré-électorale ?

Le processus de modernisation en cours - parfois à cadence accélérée - est en réalité « un problème de survie » et non un simple choix politique, rappelle récemment le directeur du Trésor, M. Daniel Lohéac. Cette mutation qui apparaît irréversible doit s'accroître « en raison de la concurrence, de l'allègement du contrôle des changes, des négociations commerciales internationales et de la volonté manifestée par la Commission européenne d'instaurer un grand marché unifié d'ici à 1992 », explique-t-il.

C'est à cet objectif que répond, dans un premier temps à l'échelle hexagonale seulement, la décision des pouvoirs publics d'ouvrir largement les portes du marché monétaire à d'autres intervenants que les banques (et certains organismes financiers) pour accueillir dorénavant les entreprises toujours friandes de ressources à meilleur marché que celles offertes traditionnellement par leurs banquiers. Encore fallait-il qu'il existe pour cela des instru-

ments spécifiques, émis par les sociétés, celles-ci pouvant alors se faire crédit entre elles. Les montants émis par ces firmes seraient alors souscrits par des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, organismes de retraite...), qui les incluraient dans leur portefeuille.

Aux côtés des bons du Trésor négociables (ouverts aux particuliers et aux entreprises), qui verront prochainement le jour, les billets de trésorerie procèdent de cette démarche. Directement inspirés de l'exemple américain et canadien - deux marchés où ils fonctionnent depuis plusieurs décennies - ces billets, dont la durée est comprise entre dix et cent quatre-vingts jours, peuvent être émis pour un montant minimum de 5 millions de francs idéalement à celui des bons du Trésor en compte courant et à celui des certificats de dépôts (destinés à permettre aux banques et aux établissements financiers de s'échanger réciproquement de la trésorerie).

Assortis d'un taux d'imposition comparable aux deux autres instruments financiers (voir tableau), ce que certains interprètent déjà comme le début d'un processus d'unification de la fiscalité de l'épargne, ces billets non dématérialisés ne peuvent être émis que par des sociétés acceptant de se plier à la publication de situations trimestrielles de trésorerie et de comptes consolidés annuels. De plus, les émetteurs qui doivent obtenir d'un ou plusieurs établissements de crédit des lignes de substitution (ou « back-up line » à la mode anglo-saxonne) égales à 95 % de l'en-cours des billets émis sont également astreints à la domiciliation bancaire de ces effets, une procédure qui attribue un triple rôle au système bancaire, désormais simple concurrent.

« Les banques vont s'adapter »

« Les banques doivent intervenir pour offrir les lignes de crédit de substitution (destinées à assurer la liquidité du marché). Elles interviennent aussi comme domiciliaires. Enfin, elles peuvent être choisies pour le placement des billets. Elles peuvent d'ailleurs les acheter pour leur propre compte en tant que souscripteurs », souligne M. Jean-François Prévot, directeur adjoint de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) dans le numéro à paraître de la revue mensuelle, Actualités. Voilà qui devrait mettre un peu de baume au cœur des banquiers, prompts à dénoncer, à l'échelon de l'organisation professionnelle, certaines dispositions « qui contredisent l'esprit d'une concurrence loyale ». Une flèche décochée en direction de la « discrimination fiscale » instaurée entre les titres négociables (33 % de prélèvement libératoire) et les bons de caisse, qui restent imposés à 45 %.

« Nous aimons bien nos banques et, de toute façon, elles vont s'adapter... », rétorque M. Alain Dupont, responsable des changes, de la trésorerie et des relations bancaires du groupe Pechiney, l'un des premiers acteurs de ce nouveau marché du papier commercial à la française. A peine le décret et l'arrêté fixant les règles du jeu étaient-ils parus au Journal officiel qu'une bonne douzaine d'entreprises (Pechiney, Peugeot, Total, Fiat-France, Mercedes-France...) s'engouffraient dans la brèche en émettant au total pour un montant supérieur à 1 milliard de francs le jour même -

leurs premiers billets de trésorerie. Avec l'appui des banques qui, oubliant leur rancœur, s'empressent de faire savoir combien l'émission, assurée par leurs soins, avait été réussie.

« Le plus intéressant dans cette opération est que son produit a l'air de bien se placer à l'extérieur, ce qui signifie que les billets ne sont pas gardés par les banques mais qu'ils ont abouti aux investisseurs institutionnels, contribuant ainsi à créer un marché de l'investisseur final », souligne M. Dupont. A la différence de l'exemple américain, on devrait donc assister en France au fonctionnement d'un marché secondaire des billets de trésorerie entre les divers intervenants qui, en outre, ont la possibilité de racheter leur propre papier.

Mais pour animer un marché, encore faut-il que les sociétés émettrices, attirées par un taux inférieur à celui que pratiquent leurs banquiers pour des crédits traditionnels à court terme (facilités de caisse, crédits « spot » mobilisables pour de brèves durées...) soient en nombre suffisant. Pour les plus pessimistes, compte tenu du caractère très restrictif du « ticket d'entrée », seules les trente ou quarante très grandes entreprises françaises se tourneront vers ce marché. Dans une faible proportion, toutefois, puisque leur surface financière leur permet de négocier déjà avec leur banquier un taux très voisin de celui du marché monétaire (environ 9 % actuellement).

D'autres, en revanche, n'hésitent pas à relever la barre. « Dans un premier temps, une vingtaine de grandes sociétés seront intéressées. A titre de test, mais, à terme, c'est cent à deux cents sociétés qui devraient être concernées pour un total voisin de 20 milliards de francs », affirme M. Jacques-Henri David, directeur financier de Saint-Gobain.

Si les grandes firmes disposent déjà d'un « rating » (évaluation du risque) impliqué, le fait de descendre d'un cran la liste des candidats au papier commercial pose aussitôt le problème de la création en France d'une ou de plusieurs agences spécialisées dans cette activité d'évaluation du risque des entreprises.

« L'expérience américaine prouve

que si l'intervention d'organismes de « rating » n'est pas strictement nécessaire à la mise en place du marché des billets de trésorerie, celui-ci ne peut fonctionner normalement et se développer que si de tels organismes interviennent », fait remarquer l'Association française des banques (AFB) dans une note interne consacrée au projet d'ouverture du marché monétaire.

Une solution européenne

Rue de Rivoli, on n'a pas découvert pas. On attend simplement l'initiative, privée, de préférence, qui permettra de créer un organisme totalement indépendant du circuit bancaire et financier pour ne pas prêter le flanc à d'éventuelles critiques quant à son impartialité. D'emblée, on bute sur un double problème : un nombre encore insuffisant de clients pour assurer la rentabilité globale de l'opération (même en comptant sur l'apport éventuel des collectivités locales), et la nécessité d'une mise de fonds initiale que l'on évalue au bas mot à 30 ou 40 millions de francs. Même si ces deux obstacles sont levés, créer de toutes pièces un organisme de cotation pour le seul marché français d'apparat se réaliserait pour autant. La seule solution ne peut être qu'euro-pennaise. Avec un temps de retard sur les Etats-Unis, la Canada, la Suède (déposés avril 1983), et tout dernièrement la France, d'autres pays songent à des procédures comparables.

L'Allemagne fédérale, qui vient de se lancer dans l'émission de certificats de dépôt pouvant être un allié de poids. Mais le projet le plus avancé semble exister aux Pays-Bas où la création, l'année prochaine, d'un marché des instruments financiers devrait permettre aux sociétés commerciales et industrielles néerlandaises d'émettre du papier commercial. Même s'il s'agit d'une réplique à la concurrence des pays voisins qui risque de mettre en danger la position importante qu'occupe Amsterdam sur l'échiquier financier européen, cette initiative peut être d'un intérêt certain pour Paris.

FIN

Les nouveaux instruments du marché monétaire			
	CERTIFICATS de dépôt	BILLET de trésorerie	BONS du TRÉSOR en compte courant
Définition	Billet à ordre ou au porteur, de 6 mois à 2 ans.	Billet à ordre de moins de 6 mois, non dématérialisable.	Bons du Trésor, dématérialisés, d'échéance minimum de 10 jours.
Émetteurs	Banques et établissements financiers.	Toute personne morale ou physique autres qu'Etat et organismes soumis à la loi bancaire.	Trésor public et institutions financières.
Souscripteurs	Entreprises industrielles et commerciales, personnes physiques.	Toute personne physique ou morale.	Tous investisseurs.
Régime fiscal	Droit commun : pas de retenue à la source. Pour les sociétés : impôt sur les sociétés (IS) à 10 % si but non lucratif. Personnes physiques : choix entre prélèvement libératoire à 33 % et IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques). Non-résidents : exonération.	Comme les précédents, sauf mesures spécifiques éventuelles.	Comme les précédents, sauf mesures spécifiques éventuelles.
Montants minimaux	Minimum 5 millions de francs.	Minimum 5 millions de francs.	Minimum 5 millions de francs.
Date de mise en service	Mars 1986.	18 décembre 1985.	Début 1986.

Sources : Economie, finances agricoles. Revue de la CNCA, Décembre 1985.

FAITS ET CHIFFRES

Pêche

Les Etats-Unis réduisent de 41 % les quotas de la Corée du Sud. Les Etats-Unis ont décidé de réduire de 41 % les quotas de pêche accordés aux bateaux de Corée du Sud dans les eaux territoriales américaines du nord de l'océan Pacifique, qui passeront de 250 000 tonnes cette année à 147 000 tonnes l'année prochaine, a-on appris à Séoul. Selon les responsables sud-coréens, la décision américaine portera un coup sévère à l'industrie des pêches coréenne. Actuellement, environ 4 000 pêcheurs sud-coréens travaillent au large de l'Alaska, à bord de quarante-quatre bateaux. (AFP).

Social

Caisses d'épargne et de prévoyance : accord sur un nouveau statut du personnel. En discussion durant de longs mois et ayant provoqué des conflits sociaux parfois très vifs, le nouveau statut du personnel des caisses d'épargne et de prévoyance est enfin adopté. Le 19 décembre, trois des organisations

syndicales (FO, CFTC, syndicat des deux tiers des trente mille salariés de l'Eureco), ont conclu un accord global avec la direction. La CFTC, pour sa part, a accepté le chapitre consacré à la durée du travail et au droit syndical. Le nouveau statut, qui remplace un texte vieux de quarante ans, facilite les recrutements externes et la mobilité interne, réduit le poids des automatismes dans l'évolution des masses salariales et ne se réfère pas exclusivement à l'ancienneté pour le développement de carrière.

Citroën consacrera un million d'heures à la formation en 1986. Le plan de formation pour 1986 dans les usines Citroën a été adopté le 17 décembre par le comité central d'entreprise. Celui-ci prévoit qu'un million d'heures seront consacrées à la formation, soit 5 % de plus qu'en 1985, et que 15 000 personnes participeront à des stages. Financièrement l'effort de formation représente 3,7 % de la masse salariale. Les deux tiers du programme sont orientés vers les nouveaux métiers de l'automobile. Le dernier tiers

sera utilisé pour l'amélioration de la qualité, de la productivité et des modes de communication dans l'entreprise.

Levi-Strauss : le tribunal ordonne l'expulsion immédiate de l'usine de Violaines. Occupée depuis le 30 octobre, l'usine Levi-Strauss de Violaines (Pas-de-Calais) devra être évacuée. Ainsi en a décidé le tribunal de grande instance de Béthune, qui, le 23 décembre, a ordonné l'expulsion immédiate. Le plan de la direction du groupe textile prévoit la fermeture de cette usine et l'attribution de 442 licenciements.

Transports

Vérifications sur les Boeing-747. L'administration fédérale de l'aviation (FAA) vient d'ordonner aux compagnies aériennes américaines de vérifier ou de contrôler de tous leurs Boeing-747, le 24 décembre. Les compagnies ont eu quarante-huit heures pour effectuer ces vérifications. (AFP).

SCIENCE & VIE MICRO

LE SAVOIR VIVRE MICRO

Toute l'actualité de la micro-informatique, les bancs d'essai des nouveaux matériels et logiciels, des programmes inédits, des informations pratiques sur tout ce qui concerne la micro, c'est chaque mois dans SVM.

DECEMBRE 85

18 F EN VENTE PARTOUT

Cette annonce annule et remplace l'avis d'appel d'offres N° 7152 paru dans le Monde du 20 décembre daté 21 (page 31) et du 21 décembre daté 22/23 (page 13).

الجزائر - ALGERIE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUTS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE

OUVERT N° 7152/11/MEC.

L'Entreprise nationale des travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert national et international pour la fourniture du matériel suivant :

- Pièces de rechange pour GRUES BANTAM.

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 DA à l'adresse suivante :

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUTS - 16, ROUTE DE MEFTAH - OUD SMAR EL HARRACH - ALGER/ALGERIE - DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction Approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans entête, portera la mention « APPEL A LA CONCURRENCE NATIONAL ET INTERNATIONAL » N° 7152/11/MEC. « CONFIDENTIEL A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la première parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel à la concurrence.

SOCIA
LES C
L'assur
et assu
entreprises
salariés p
après le s
de en dat
leur man
et en dat
sont de rec
l'avis d'été
par une p
le 15 décem
à l'avis à un
la sociéti
sur le 15 d
en 1985 et
qui, récom
miqué et d
tenuée en l
soudiers s
à l'avis d
de l'avis d
pas à l'avis
14 % en moy
Le gouvern
ne doit fidè
que M. Pier
ministre de l
l'avis d'avis
mon comm
éments de ré

La dir
un ave
L'avis d'avis
la suppression
la date d'avis à
des ports des
ne signifie pas
nature. L'avis
une action
des textes
plus pré
l'avis d'avis
La COT, qui
elle a fait le
RATP et pu
des locaux é
médiation.

« Jusqu'au d
de la commu
LGT des trans
RATP et ren
régulations. P
discussions
de l'avis d'avis
pour parvenir
l'avis d'avis
de la mesure
qui a levé de
en fonction de
prévue en dé

SOCIAL

LES COMPTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

A quand le déficit ?

En soulignant, après la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale que le régime général pourrait passer 1986 grâce à sa réserve de trésorerie (l'Etat ne tarde pas trop à verser les 14 milliards de francs qu'il doit...), M^{me} Georgina Dufour, e au moins un mérite : montrer les limites des prévisions retenues dans le rapport présenté à la commission le vendredi 20 décembre.

A court terme la situation n'est pas dramatique. Même si le déficit de 1986 se révélait, après coup, plus conforme aux prévisions du ministère des affaires sociales (environ 18 milliards de francs) qu'à celles du rapport (9,3 milliards), la réserve de trésorerie (23 milliards) ne serait pas entièrement consommée à la fin de 1986. Mais au-delà ?

Il n'est pas possible d'évaluer les conséquences d'un déficit important. Les dépenses de retraite vont continuer à croître rapidement en 1987. Même dans la meilleure des hypothèses, le fossé entre les dépenses et les recettes de la branche vieillesse ne peut que s'élargir : il atteindra déjà 14,2 milliards de francs en 1986, selon le rapport présenté à la commission.

Pour 1986, les incertitudes sont à la fois politiques et économiques. On peut voir dans les prévisions faites pour la médecine ambulatoire le simple résultat d'hypothèses optimistes sur la consommation médicale et pharmaceutique et sur l'auto-discipline des médecins. On peut aussi lire autre chose : une rigueur imputable dans la fon-

ction des tarifs médicaux (réajustement moindre en cas d'augmentation du nombre d'actes par médecin), le remboursement réduit de certains médicaments.

Cette politique pourrait-elle être menée par une majorité nouvelle ? Quelle qu'elle soit, on la voit mal se montrer dès le départ extrêmement rigoureuse envers les assurés et les médecins. L'opposition, après avoir dénoncé le poids excessif des prélèvements obligatoires, n'hésite pas en tous les cas à effectuer en cela un virage à 180 degrés : à accuser les socialistes de réduire la protection sociale.

Traditionnellement, les comptes prévisionnels du régime général sont établis à législation constante. Les derniers comptes paraissent plutôt avoir été faits à gouvernement constant, comme si les socialistes étaient poursuivis leur politique d'économies. Les rapporteurs pouvaient-ils agir autrement ? L'incertitude qui pèse sur l'avenir proche s'ajoutant à la certitude d'importants besoins de financement à moyen terme aurait tout de même pu inciter à explorer des hypothèses moins favorables que celles qui ont été retenues.

Le choix fait ne contribue pas en tout cas à clarifier le fonctionnement de la sécurité sociale. Un fonctionnement déjà difficile à comprendre en raison de la multiplicité des régimes et des transferts. Surtout lorsqu'il faudra en 1986 ou au début de 1987 décider de nouvelles ressources : cotisations ou prélèvement sur les revenus... GUY HERZLICH.

POUR 1986

M. Fabius maintient les orientations de la politique salariale

M. Laurent Fabius vient d'adresser aux ministres et secrétaires d'Etat assurant le « tutelle » d'entreprises publiques, ses orientations salariales pour 1986. Près d'un mois après la recommandation du CNPF en date du 20 novembre, le premier ministre, dans une circulaire en date du 18 décembre, se contente de recommander les principes qui avaient été arrêtés pour l'année 1985 par une précédente circulaire du 5 décembre 1984 qui avait donné lieu alors à un débat en conseil des ministres.

La philosophie de M. Fabius n'a donc pas varié d'un pouce. Comme en 1985 et en 1986, des accords seront recherchés dans la fonction publique et dans le secteur public et nationalisé en 1986 sur la base de calendriers salariaux « préfixés », les hausses de salaires s'inscrivant dans l'évolution prévue pour les prix (soit + 2,5 % en glissement et + 3,4 % en moyenne annuelle).

Le gouvernement de M. Fabius reste donc fidèle à l'objectif qu'il avait assigné M. Pierre Mauroy dans sa recommandation du 31 décembre 1983 d'un « maintien du pouvoir d'achat moyen », la masse salariale prenant en compte « l'ensemble des éléments de rémunération », qu'il

s'agisse des salaires, des primes ou « des diverses mesures liées au vieillissement et à la technique ».

Mais, pour reprendre la formule utilisée dans le communiqué du conseil des ministres du 5 décembre 1984, « chaque Français doit prendre conscience que tout point gagné sur l'inflation est un point de pouvoir d'achat préservé ». C'est si les prix augmentent moins vite que prévu, et non si les salaires rattrapent les prix, que les Français pourront assurer le maintien de leur pouvoir d'achat.

Pour l'heure cependant, l'existence d'une clause de sauvegarde, dont l'objectif demeure, malgré les subtilités de sa rédaction, de préserver le pouvoir d'achat moyen en cas de dérapage des prix, contrecarre quelque peu la mise en œuvre totale de cet objectif. Un test sera constitué à cet égard par le prochain rendez-vous dans la fonction publique prévu aux environs du 20 janvier, et destiné à examiner la clause de sauvegarde de l'accord 1985... On verra alors jusqu'où M. Fabius reconduira sa politique salariale pour 1986. A moins de deux mois des élections... M. N.

La direction de la RATP lance un avertissement aux syndicats

(Suite de la première page.)

L'accord intervenu « prévoit bien la suspension de l'approbation » de la note d'août 1985 sur la fermeture des portes des trains (1), mais cela « ne signifie pas l'abrogation de la réglementation existant en la matière ». Les réunions qui suivront, selon un calendrier établi jusqu'en février, devront permettre l'élaboration des textes réglementaires « de façon plus précise », indique encore la direction, décidément prudente.

La CGT, quant à elle, considère qu'elle a fait reculer la direction de la RATP et publie un communiqué dans lequel elle élargit le champ des revendications.

« Jusqu'au dernier moment, précise le communiqué de la Fédération CGT des transports, la direction de la RATP a tenté de faire traîner les négociations. Plus de quatre heures de discussion et deux suspensions de séance auront été nécessaires pour parvenir à un accord. La CGT, d'entrée de jeu, avait exigé un calendrier de négociations et une série de mesures immédiates ainsi que la levée de sanctions appliquées en fonction de cette réglementation produite en dépit du bon sens et de

la sécurité. Il s'agit d'un premier succès important et d'un recul sensible de la direction. Les travailleurs de la RATP ont démontré leur capacité d'action, de mobilisation et leur possibilité de vaincre. Il s'agit, pour eux, avec la CGT, de rester vigilants afin que les négociations programmées se traduisent concrètement. C'est impératif. Il s'agit également d'agir sur les questions qui, elles, ne sont pas réglées, à savoir : emploi, pouvoir d'achat, conditions de travail, etc. Démonstration est aujourd'hui faite que la volonté de lutte existe et que gagner, c'est possible. Les chantiers du renouveau et de la fatalité ont eu ici un démenti cinglant ».

La fermeté de la direction d'un côté et l'attitude revendicative de la CGT de l'autre ne risquent-elles pas de relancer un conflit dont les usagers ont été les premières victimes ?

(1) La note indique que le conducteur doit commander la fermeture des portes sans tenir compte des personnes qui tentent de monter ou de descendre au dernier moment, et c'est ce point précis qui est remis en cause.

LES CONTRÔLEURS AÉRIENS APPELLENT À LA GRÈVE POUR LE 6 JANVIER

L'intersyndicale de la navigation aérienne - représentant notamment les contrôleurs aériens - appelle le personnel à une journée de grève le lundi 6 janvier.

Les syndicats CFDT, FO, USAC (Union syndicale de l'aviation civile), CGT, CFTC, SAPAC (Syndicat autonome des personnels de l'aviation civile) et SNTCA (Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien), réunis le 24 décembre à Aix-en-Provence, « constatent », dans un communiqué, que, dans les rapports des groupes de travail mis en place par les pouvoirs publics, « aucune proposition n'est faite concernant la prise en compte des besoins de retraite ». Ils ajoutent que « les quelques mesures statutaires prises sont de portée limitée et en partie basées sur des diminutions d'effectifs ».

L'intersyndicale rappelle que M. Auroux, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, doit recevoir les syndicats le 10 janvier, et « appelle le personnel à marquer son hostilité à des mesures aussi insuffisantes par une participation à une journée de grève ».

Dans la nuit du 19 au 20 décembre, les syndicats avaient annulé au dernier moment leur mot d'ordre de grève, prévu pour le vendredi 20, après le jugement du tribunal de Créteil qui avait estimé cette action illégale.

ÉTRANGER

SECONDE PHASE DU PLAN D'ASSAINISSEMENT ARGENTIN

Le président Alfonsín s'attaque aux déséquilibres du secteur public

Encouragé par la nouvelle crédibilité dont il bénéficie en Argentine comme auprès de ses créanciers étrangers, le président Raúl Alfonsín vient de donner le coup d'envoi à la seconde phase du programme d'assainissement de l'économie.

Dans son message de fin d'année, le 24 décembre, le chef de l'Etat n'a pas caché aux Argentins les difficultés que les attendaient en 1986. L'année sera « difficile ». Mais pour redonner un pays une image de « sérieux », il faudra poursuivre sur la voie de l'austérité budgétaire et, surtout, s'attaquer au déficit chronique du secteur public. Un objectif difficile. Les trois cent soixante-trois entreprises publiques actuelles comptent quelque 350 000 salariés, celles des chemins de fer et du gaz représentant pour les deux tiers dans un déficit de 1,5 milliard de dollars, soit 1,5 % du produit intérieur brut.

Le coût social du redressement risque d'opposer le président Alfonsín à la puissante centrale syndicale CGT, de tendance pérouvienne. Manœuvrer au plus près pour répondre à l'attente de tous les experts argentins ou internationaux et surmonter des déséquilibres et l'inefficacité du secteur nationalisé sans entraîner d'explosion sociale ne s'annonce pas aisé. La création d'un secrétariat au contrôle des entreprises publiques directement rattaché à la présidence pour bénéficier du poids de la « décision politique »

de l'équipe au pouvoir est la meilleure preuve.

Le chemin parcouru depuis le lancement du plan austeriel en juin constitue malgré tout un sujet d'encouragement. L'inflation, qui oscillait entre 20 % et 30 % en rythme mensuel durant le premier semestre 1985, est retombée à 1,9 % en octobre. Un apaisement spectaculaire qui ne se traduira pas dans les chiffres de l'année qui se termine sur une flambée des prix de 532 %, mais offre une chance réelle au gouvernement de revenir à des taux nettement plus acceptables de 30 % l'an prochain.

Un tour de force

Conscient de ne pouvoir compter que sur l'investissement privé et les aides extérieures pour relancer l'appareil de production, malmené par une reprise en main qui s'est traduite par une baisse de 3 % du PIB l'an dernier et une chute du pouvoir d'achat estimé entre 12 % et 20 %, l'équipe au pouvoir a également réussi à réduire des quatre-cinquièmes les taux d'intérêt. Tout en parvenant à ramener le déficit budgétaire de 10,9 % du produit intérieur brut en 1984 à 4 % un an plus tard.

Un tour de force qui veut aujourd'hui à Buenos Aires l'administration des banques créancières et un satisfecit de toutes les organisations multilatérales. Les enfants modèles du Fonds monétaire international,

tel le Mexique, ayant connu de sérieux revers, nul, pour autant, n'est prêt à parier totalement sur l'Argentine. Certes les promesses de crédits se multiplient, notamment de la part de la Banque mondiale, prête à financer jusqu'à 2 milliards de dollars d'opérations en deux ans, mais elles restent conditionnelles. Certains craignent que le plus difficile ne reste à faire.

Le poids de la dette extérieure - 48 milliards de dollars - réduit singulièrement la marge de manœuvre des pouvoirs publics. Les exportations de produits industriels représentent : leur progression a atteint 9 % en volume durant les onze premiers mois de l'année. Mais le cours déprimé des produits de base et la nécessité d'honorer quelque 5 milliards de dollars d'échéances en 1986, soit près de 60 % des recettes à l'exportation, contraindra le gouvernement à présenter un budget encore très rigoureux.

Les Argentins le supporteront-ils longtemps ? L'espoir d'un retour à une croissance qui pourrait être de l'ordre de 4 % l'an prochain n'est pas négligeable. Mais le président Alfonsín sait qu'il lui faut gagner sur deux terrains difficiles : maintenir la paix sociale et persuader les investisseurs que la relance en marche sur des bases saines, faute de quoi les capitaux déposés à l'étranger, 30 milliards de dollars selon les estimations officielles, ne reprendront pas le chemin de l'Argentine.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

AGRICULTURE

M. JEAN-LOUIS BIANCO A LA PRÉSIDENCE DE L'OFFICE DES FORÊTS

Un politique pour la filière bois

« Le président recense ses hommes. » Dans le petit monde des commentateurs, la nomination du secrétaire général de l'Ellysée, M. Jean-Louis Bianco, à la présidence de l'Office national des forêts (ONF) entraîne ce classique sarcasme, mêlé d'indignation : « Et, en plus, il cumule », puisque le président de l'Office restera secrétaire général de l'Ellysée. En fait, cette présidence-là ne constitue guère une sinécure, puisqu'on affirme que M. Bianco ne recevra aucune rémunération. De fait, la fonction est plus honorifique que technique. Mais cette nomination a aussi un sens politique.

M. Bianco succède à M. Raymond Février, ancien directeur général de l'INRA (1975-1978), qui reste membre du conseil d'administration de l'Office, au titre de représentant des grands corps d'Etat (Conseil d'Etat). Atteint par la limite d'âge, M. Février qui a beaucoup fait pour que M. Bianco lui succède, ne pouvait plus assumer cette présidence, qu'il occupait depuis février 1984.

Le pouvoir, à l'ONF, est détenu par le directeur général M. Philippe Lacarrière, inspecteur général des finances, a été nommé à ce poste, le 20 février 1985, en remplacement de son Pierre Giacobbi, qui n'était pas jugé assez souple pour effectuer les réformes que le ministère de l'Agriculture, en fait, M. René Soueidan, ministre délégué qui a la charge de la forêt - souhaite pour l'ONF.

L'ONF gère, pour le compte de l'Etat et de dix mille communes forestières, 4,3 millions d'hectares. Il emploie sept mille huit cents fonctionnaires techniques et administratifs et huit mille ouvriers forestiers, et vend environ 35 % de la récolte française annuelle. En dépit d'un versement compensatoire, qui est passé de 390 millions de francs en 1981 à 700 millions, prévus pour le budget 1986 (versement qui correspond à la prise en charge, par l'Etat, des missions de service public effectuées par l'ONF dans les communes forestières), le budget de l'Office est structurellement déficitaire : un déficit d'environ 30 millions de francs fin 1984, et qui sera du même ordre en 1985.

Dans les premiers jours de janvier, l'Etat et l'ONF devraient signer un contrat de plan qui peut constituer une véritable révolution dans la vénérable entreprise née sous Colbert. Par ce contrat, l'ONF s'engagerait à jouer un rôle-pilote dans la filière bois, rôle que sa puissance (plus du tiers des bois commercialisés) lui assigne mais que la routine administrative l'empêchait d'avoir.

Dès lors, la nomination de M. Jean-Louis Bianco prend tout son sens. D'autres noms - ceux de MM. Gadant et Grevisse, tous deux anciens directeurs des forêts au ministère de l'Agriculture - avaient été avancés, mais l'Ellysée a préféré une présidence politique à l'arrivée

d'un technicien, pour bien montrer l'importance qu'il attachait à la filière bois et au rôle de l'Office. Le conseil d'administration, composé de représentants des syndicats, des industriels du bois et, notamment, des acteurs des communes forestières et des grandes administrations, n'est pas une instance neutre pour la mise en œuvre de la politique forestière.

Si l'on ajoute à cela que le président de la République, qui a tenu à organiser à Paris, en février, une conférence forestière internationale, a pour les arbres et la forêt plus qu'un attachement, et que M. Jean-Louis Bianco lui-même déclare avoir pour ce sujet un intérêt personnel, point n'est besoin de recourir à l'analyse classique du reclassement pré-électoral. Mûre des réformes, au Conseil d'Etat, M. Jean-Louis Bianco aura toujours, le moment venu, un point de chute.

JACQUES GRALL.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

Nouveau repli


Au cours des deux dernières séances, la Bourse de New-York a poursuivi son processus de consolidation. Mardi, Wall Street, qui avait déjà abandonné un peu plus de 14 points la veille, sous l'effet de prises de bénéfices, après une longue série de hausses, a encore cédé du terrain. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles reflétait, en clôture, un repli de 9,63 points, à 1.518,46, les baisses l'ayant emporté sur les gains dans la proportion de deux contre un environ.

Le volume des échanges s'est nettement contracté au Big Board (78,30 millions d'actions, contre 107,89 millions à la précédente séance), mais on a encore relevé des transactions importantes (dépassant le million de titres) sur un certain nombre de sociétés : American Telephone, Nicor, Midcon (l'une des plus importantes sociétés d'exploitation de gazoducs qui se défend actuellement contre un projet d'OPA) ou encore Union Carbide et Beatrice Cos.

Mais les boursiers s'attachent pas trop d'importance à cette séance. Le mardi 24 décembre était le premier jour à partir duquel les opérateurs peuvent vendre des titres boursiers et en reporter

le bénéfice éventuel sur leurs impôts de 1986. En revanche, les pertes subies jusqu'au 31 décembre sont déductibles de l'impôt à payer au titre de 1985. C'est ce qui explique que nombre d'entre eux aient apparemment procédé à des allègements de positions sur leurs portefeuilles.

VALEURS	Cours du 23 déc.	Cours du 24 déc.
Alcoa	38 7/8	38 3/8
A.T.T.	24 7/8	24 1/8
Boeing	48 7/8	48 1/2
Chase Manhattan Bank	89 1/4	88 3/4
Du Pont de Nemours	86 5/8	86 1/8
Eastman Kodak	48	47
Exxon	63 3/4	62 7/8
Ford	55 3/8	54 5/8
General Electric	69 3/4	70 3/8
General Motors	72	71 1/8
Goodyear	30 1/4	30 5/8
IBM	164 1/8	152 7/8
ITT	37 1/8	37 1/4
McKil Oil	30 1/8	30 1/4
Pfizer	60 1/8	60 1/8
Schleiberg	34 7/8	34 7/8
Tesaco	30 1/8	30 1/2
U.A.L. Inc.	48 1/8	48 1/8
Union Carbide	11 1/8	11 1/8
U.S. Steel	24 7/8	24 3/8
Westinghouse	44 5/8	44
Xerox Corp.	57 3/8	56 5/8



ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUITS

AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° 810 IK/MEC

L'Entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert National et International pour la fourniture du matériel suivant :

Lot n° 01 - Pièces de rechange pour moteurs CATERPILLAR
Lot n° 02 - Pièces de rechange pour boîtes de vitesse ALLISON

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 Dinars Algériens à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 15, route de Meftah Oued/Smar EL-HARRACH - ALGER - ALGÉRIE - Direction approvisionnement, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction approvisionnement à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans-entête, portera la mention « Avis d'Appel à la concurrence ouvert National et International » N° 810 IK/MEC « Confidentiel à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de la clôture de cet avis d'appel à la concurrence.

anep/alger

صوتنا من العمل

Le Monde

LES VACANCES ÉGYPTIENNES DE M. MITTERRAND

Un beau cadeau pour M. Moubarak

De notre correspondant

Le Caire. — Les vacances égyptiennes de M. François Mitterrand, arrivées lundi soir 23 décembre au Caire, constituent le plus beau cadeau de Noël que l'on puisse offrir au président de la République. La vallée du Nil connaît en effet sa pire saison touristique depuis des années. L'assassinat de sept touristes israéliens dans le Sinaï, la prise d'otages sur l'Achille-Lauro, la fin sanglante du détournement du Boeing d'Egypt Air et la tension à la frontière égypto-israélienne ont créé un climat d'insécurité qui s'est répercuté sur l'affluence touristique. Américains, Israéliens et même Européens ont annulé en bloc leur croisière sur le Nil. Dans ces conditions, le touriste François Mitterrand constitue la meilleure publicité gratuite pour la tourisme égyptien. Si un président n'estime pas pouvoir passer ses vacances en toute quiétude et sécurité sur les rives du Nil, cela est a fortiori valable pour Monsieur Tout-le-Monde.

Mais le séjour imprévu et « privé » du président Mitterrand en Egypte, comme toutes ses précédentes visites-surprises — Beyrouth (24 octobre 1983), Oran (15 novembre 1984), en passant par Ifrane (30 août 1984) — a évidemment aussi une portée politique incontestable. Cette visite, la première d'un chef d'Etat étranger en Egypte depuis la série noire d'octobre-novembre consistant en une femme soulevée à la politique égyptienne du président Moubarak. D'ailleurs M. Mitterrand devait rencontrer le rais au terme de sa visite de trois jours, a-t-on indiqué de source égyptienne.

Malgré la plus grande discrétion observée du côté tant français qu'égyptien, on estime au Caire que le tête-à-tête entre les deux hommes, le deuxième depuis l'arrivée de M. Moubarak au pouvoir en octobre 1981, portera sur la situation au Proche-Orient et notamment sur les efforts pour relancer le processus

de paix. Le Caire, qui a nettement amélioré ses relations avec Israël depuis les progrès enregistrés dans l'affaire du siège frontalier de Taba, veut profiter du dégel pour aller de l'avant.

Le président Moubarak développera à son hôte français son projet de conférence internationale avec la participation de toutes les parties concernées, y compris l'OLP qui devra au préalable reconnaître les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Pour obtenir cette reconnaissance de l'existence d'Israël par le président égyptien, M. Moubarak a affirmé qu'il n'hésiterait pas à exercer des pressions ; si les informations de la presse égyptienne se révèlent exactes, il aura l'occasion de le faire dans les prochaines heures, quand M. Arafat viendra en Egypte.

Le soutien de la France, qui maintient de bonnes relations aussi bien avec Israël qu'avec l'OLP, permettrait l'ouverture d'une deuxième série, d'un second temps, d'entraîner les Américains.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Une visite de M. Mermaz. — M. Louis Mermaz conduira une délégation du bureau de l'Assemblée nationale en Egypte, du 26 décembre au 2 janvier, à l'invitation de M. Ri-faat El Mahgoub, président de l'Assemblée du peuple. — (AFP.)

Heurts entre étudiants et policiers. — Pour la quatrième journée consécutive, étudiants et policiers se sont affrontés, mardi 24 décembre, dans la petite ville de Zagazig, dans le nord de l'Egypte. Une quarantaine de manifestants ont été interpellés. Les étudiants de l'université de Zagazig réclament la libération du policier Soleimane Khater. Celui-ci, actuellement jugé à huis clos pour le meurtre de sept Israéliens, dont quatre enfants, en octobre dernier, dans le Sinaï, était inscrit à la faculté de droit de Zagazig. — (Reuters.)

Le club Propositions : pour un gouvernement de l'essentiel et de l'urgent

Ni à gauche ni à droite : pour le président de la République. Telle est la profession de foi du club Propositions, animé par M. Jean Védrine, ami personnel de M. Mitterrand. Dans la perspective des élections législatives, ce club a élaboré un texte intitulé Une chance à saisir pour la France qui privilégie l'hypothèse d'un « gouvernement de l'essentiel et de l'urgent » entre 1986 et 1988.

Ce texte précise notamment : « Pour l'après-élection, nous refusons complètement la politique du pire, c'est-à-dire la prétention réelle ou apparente d'imposer le départ du président, l'absence de gouvernement, le chaos. Rester, en dehors des multiples initiatives possibles avant et après mars 1986, trois solutions constitutionnelles pour l'exercice du pouvoir en 1986-1988 par le président Mitterrand et le premier ministre choisi par lui.

a) avec une majorité de gauche « élargie » ;

b) avec une majorité RPR-UDF (c'est ce qu'on appelle couramment la « cohabitation ») ;

c) avec une nouvelle majorité, impossible à constituer avant l'élection et qui serait composée de tous ceux qui se réuniraient pour soutenir un gouvernement de l'essentiel et de l'urgent, le premier ministre étant choisi, soit parmi les personnalités politiques, soit ailleurs.

Après avoir exprimé sa préférence pour cette troisième et dernière solution, le club Propositions insiste sur l'idée que les députés doivent se déterminer « sans mandat impératif » et ajoute :

« Au moment de voter, l'électeur choisira en connaissance de cause des députés qu'il jugera capables de remplir leur mandat, de 1986 à 1990 au moins sous la présidence de François Mitterrand, puisque c'est ce président qui continuera d'acquiescer de la mission qu'il a reçue.

Le président et les nouveaux élus devront donc servir le peuple et l'intérêt général, chacun selon sa fonction, en tenant compte des résultats des deux suffrages. Et pour, ce faire, il y aura plusieurs solutions constitutionnelles.

Le choix entre celles-ci, on entend proclamer que le scrutin

l'imposera au président ; cet automatisme cher aux appareils est simple et faux. Les choix seront faits en fonction des résultats du vote interprétés par le président, d'une part, et par les élus, d'autre part, avec les accords, les nuances, les divergences et les concessions que cela peut comporter.

Et, du fait de la Constitution, c'est le président qui aura l'initiative ; c'est en fonction de son premier choix que les députés réagiront selon leur conscience. Au lendemain de l'élection, le président appellera un premier ministre et, sur la proposition de celui-ci, nommera les autres membres du gouvernement.

Le texte de Propositions conclut : « Certes, il ne sera pas facile de déterminer les objectifs et le plan de ce gouvernement, qui serait fondé, après le scrutin, sur un compromis entre la souhaitable et le possible, comme le font tous les gouvernements démocratiques. Un compromis, c'est-à-dire un accord entre les diverses composantes de la majorité, résolues à réaliser, en cette circonstance et dans ces conditions, le maximum de leurs espoirs et de leurs projets, tout en acceptant les avancées de leurs partenaires qui n'entraîneraient pour eux ni compromission ni reniement.

Ces objectifs, imposés par la situation, devraient évidemment comprendre notamment l'éducation et la formation, l'emploi, la sécurité, l'amélioration des rapports entre les citoyens et avec les étrangers, l'adaptation de l'économie, la décentralisation, l'indépendance nationale, la coopération internationale, la paix [...].

On se trouverait alors dans une situation tout à fait nouvelle : la constitution d'une équipe de gouvernement de plusieurs sensibilités politiques, il est vraisemblable qu'on pourrait y trouver des femmes et des hommes issus de la majorité actuelle et de l'opposition, y compris parmi ceux qui refusent aujourd'hui imprudemment cette hypothèse. Ils auraient en commun une conception républicaine et démocratique des valeurs essentielles, des droits et des devoirs des citoyens et des étrangers, et d'abord des libertés, de la justice et de la solidarité.

Propositions. SPN-P, 7, rue Jean Mermaz, 75008 Paris.

Démission du vice-président du Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale

En fin de journée, le 24 décembre, M. Jean Van der Meulen, vice-président du Centre national d'études supérieures de la Sécurité sociale (CNSESS), a fait savoir dans un communiqué qu'il démissionnait du conseil d'administration de ce centre. Les autres représentants du régime général de la Sécurité sociale, membres du conseil d'administration, ont également donné leur démission.

Président de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UNCANSS), M. Van der Meulen fait état de « graves difficultés » qui sont apparues dans le fonctionnement du centre pour justifier sa décision. Notamment, il évoque la dernière réunion du conseil d'administration, « la décision budgétaire irrégulière qui augmenterait dans une proportion considérable et hors de leurs moyens la contribution des régimes de Sécurité sociale au financement du CNSESS », et « l'impossibilité pour les administrateurs d'assumer en pleine capacité leur mission et leurs responsabilités ».

Le CNSESS est la seule école qui dispense la formation aux futurs cadres supérieurs et agents de direc-

tion de la Sécurité sociale. Il est financé à 78 % de son budget par les contributions du régime général de la Sécurité sociale, qui est en même temps son principal utilisateur. A son conseil d'administration, siègent donc les représentants des régimes de Sécurité sociale et les représentants des ministères concernés, à commencer par ceux du ministère des affaires sociales.

Devenu désormais publique, cette affaire n'est que l'épisode le plus visible d'un conflit de tutelle qui couvait depuis des mois. Une sourde rivalité s'était développée entre les représentants du régime général — qui sont à la fois les payeurs et les clients du CNSESS — et les représentants du ministère de M^{me} Georgine Dufour. Aucun compromis n'étant intervenu, la partie de bras de fer se prolonge par ces démissions en bloc alors que la rentrée scolaire du centre est traditionnellement fixée en janvier. L'activité du CNSESS paraît compromise et certains futurs élèves d'une promotion, ont déjà appris qu'ils n'avaient pas à se rendre à Saint-Etienne où se trouve l'école du centre.

Un avion de ligne soviétique détourné sur la Chine a regagné l'URSS

On ignore le sort des pirates de l'air

Un avion de ligne soviétique détourné sur la Chine, la semaine dernière, a regagné l'Union soviétique, a annoncé, mercredi 25 décembre, un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

Les passagers et membres d'équipage d'un Antonov-24 de la compagnie nationale soviétique Aeroflot, détourné le jeudi 19 décembre vers la Chine, sont retournés en URSS le samedi 21 décembre, a-t-il affirmé, tout en refusant de commenter les informations selon lesquelles les quatre pirates de l'air ont été arrêtés en Chine où ils seraient toujours détenus.

Apparemment, un responsable municipal de Hailu (province de Heilongjiang), où l'appareil s'était posé, avait déclaré que l'Antonov-24 avait été détourné avec une cinquantaine de personnes à bord, alors qu'il assurait la liaison entre Chita (Sibirie) et la Corée du Nord. Hailu se situe à 110 kilomètres de la frontière soviétique. Des responsables chinois ont été envoyés de Chita à Hailu

pour tenter de trouver une issue positive au détournement. Selon une source chinoise informée, ceux-ci auraient finalement consenti à ce que l'avion détourné regagne l'Union soviétique. Aucune précision n'a pu être obtenue, en revanche, sur le sort des responsables du détournement. Toujours de même source, les autorités chinoises auraient tenté de garder secret le détournement pour ne pas porter préjudice à l'Union soviétique : au moment où les relations entre les deux pays connaissent une nette amélioration.

C'est la première fois qu'un avion étranger est détourné sur la Chine. Jusqu'ici, seuls des appareils des lignes intérieures chinoises, avaient été détournés vers d'autres pays, essentiellement Taiwan et la Corée du Sud. Dans les précédents détournements d'avions chinois, Pékin a toujours réclamé l'extradition des pirates, aussi bien ceux des auteurs de détournements d'appareils civils que ceux des pilotes d'avions militaires qui cherchaient à faire politique dans d'autres pays. — (AFP, AP.)

INOUEUDE A WASHINGTON A PROPOS DES DEPLACEMENTS DE POPULATION EN ETHIOPIE

Près d'un mois après les premières accusations publiques portées contre le programme de déplacement de population mis en œuvre par le gouvernement éthiopien, Washington, le principal donateur de l'Éthiopie, a lancé ses avertissements d'Addis-Abeba un appel pour qu'elle cesse un appel à leur politique « destructrice ».

M. Peter McPherson, directeur de l'Agence américaine pour le développement (USAID), a demandé lundi 23 décembre, à Washington, d'une conférence de presse à Washington, que soit mis un terme à ce programme, « qui risque de devenir une tragédie humaine de proportions historiques », affirmant que, « trop souvent, le gouvernement déplaçait des gens affamés au lieu de leur apporter la nourriture ». — (AFP.)

SUR CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,7 MHz)
à Toulouse (88,5 MHz)

JEUDI 26 DÉCEMBRE
Les rendez-vous
du « Monde »
FRANÇOIS HESNAULT
Pilote de formule 1
avec PHILIPPE BOUCHER

VENREDI 27 DÉCEMBRE
GEORGES WOLINSKI
sera face au « Monde »
avec BRUNO FRAPPAT
et FRANÇOIS KOCH

Le sort des otages au Liban

● NOËL A BEYROUTH POUR M^{me} KAUFFMANN
● M^{me} SEURAT SOUHAITE QUE PARIS FASSE « DES CONCESSIONS CONCRÈTES »

M^{me} Joëlle Kauffmann a passé Noël à Beyrouth, afin, a-t-elle dit, d'être le plus près possible de son époux, le journaliste Jean-Paul Kauffmann retenu en otage depuis sept mois au Liban. Elle était accompagnée des parents et des deux frères de ce dernier et de ses fils.

De son côté, M^{me} Mary Seurat, épouse du journaliste Michel Seurat, enlevé en même temps que Jean-Paul Kauffmann, a invité le gouvernement français à « faire des concessions concrètes » pour obtenir la libération des quatre otages français. « Il est inconcevable », a-t-elle déclaré, que Michel Seurat et les trois autres otages paient le prix de la politique française au Moyen-Orient. Le gouvernement s'est contenté jusqu'à présent de pressions diplomatiques et mise sur son changement d'alliance dans la région, mais il faut maintenant des concessions concrètes.

L'émisnaire anglican, Terry Waite, qui tente d'obtenir la libération de quatre otages américains, a regagné Londres mardi 24 décembre, à l'issue de sa troisième visite au Liban. « Des progrès ont été enregistrés, mais il est évident que de plus amples démarches sont nécessaires », a-t-il dit.

Enfin, dans un communiqué, publié mardi par le quotidien Al-Nahar, l'Organisation des déshérités précise que l'otage juif libanais qu'elle affirme avoir « exécuté » est Haim Cohen Halala, trente-neuf ans, détenteur d'un passeport israélien (le Monde du 25 décembre) — dont le corps aurait été retrouvé ce mercredi par la police à Beyrouth. — (AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

L'Inde partage sa commande d'hélicoptères entre la France et la Grande-Bretagne

Selon l'agence de presse indienne Press Trust of India, qui rapporte des propos du ministre indien de l'aviation, M. Jagdish Tytler, l'Inde a décidé d'acheter vingt et un hélicoptères Dauphin à la France et vingt et un hélicoptères W-30 à la Grande-Bretagne. Ces hélicoptères, conçus, les uns par L'Aérospatiale, et les autres par Westland, sont à usage civil, pour l'exploitation pétrolière en mer et pour les liaisons d'affaires.

Apparemment, l'Inde a donc choisi de partager sa commande, en discussion depuis deux ans environ, entre les deux fournisseurs qui étaient en compétition et qui, pour obtenir le marché, avaient fait des propositions particulièrement alléchantes.

En visite au début de décembre en Inde, M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, avait envisagé la possibilité de donner à l'Inde une partie — on parlait alors de huit hélicoptères — des exemplaires commandés à la France. De leur côté, les Britanniques avaient offert de financer par un don — sur le budget national de l'Inde publique — jusqu'àux deux tiers du nombre des appareils

commandés à la Grande-Bretagne. Le marché en discussion avec New-Delhi portait alors sur un total de vingt-sept hélicoptères.

Pour la société britannique Westland, le contrat indien est d'autant plus précieux que le fabricant d'hélicoptères W-30 a annoncé pour 1985 un déficit de 98,7 millions de livres (soit l'équivalent de 1 070 millions de francs) et que ses actionnaires seront sollicités, le 14 janvier prochain, de s'associer avec un groupe italo-américain (Fint-Silkrsky) ou avec un consortium européen (dont L'Aérospatiale française) s'ils veulent éviter que Westland ne soit déclassée. « Toute commande que nous décrochons est forcément une bonne nouvelle », a expliqué un porte-parole de Westland après l'annonce du contrat indien.

Quant à L'Aérospatiale française, le fait que New-Delhi ait choisi de partager le marché est interprété comme une volonté du client de soutenir une industrie européenne des hélicoptères qui est aujourd'hui l'enjeu de la bataille avec le groupe rival Fiat-Silkrsky sur le sort définitif de Westland.

LA POLICE PRIVÉE D'ALFRED HEINEKEN EN FRANCE

Deux Bataves bien gardés

Alors que la presse française les boude, celle des Pays-Bas n'a cessé de leur rendre un grand service d'envoyés spéciaux : Cornelis Van Hout, vingt-neuf ans, et Wilhelm Heidegger, vingt-huit ans, considérés par la justice néerlandaise comme les « cerveaux » du rapt, fin 1983, du « roi de la bière » Alfred Heineken, ont en effet passé la fête de Noël dans un hôtel de Beauvais (Oise), le griff Campanelle. Bien sûr, ce n'était pas la grande liberté. Les deux hommes, arrêtés à Paris en février 1984, emprisonnés, libérés le 6 décembre dernier, sont aujourd'hui assignés à résidence.

C'est le dernier épisode d'un long feuilleton judiciaire. Les deux ressortissants néerlandais ont été réclamés durant des mois par la justice du royaume. Mais voilà, la détermination ne figure pas dans le texte de la convention bilatérale signée par la Haye et Paris en 1985. Coupables de bigamie, Cornelis et Wilhelm seraient pu être extradés la plus légalement du monde. Responsables présumés du rapt — durant trois semaines — du « roi de la bière », les deux hommes ont bénéficié des « avantages » d'un vieux texte juridique.

C'est ainsi que Van Hout et Heidegger attendent leur expulsion pour un pays qui ne pourra pas les refouler vers les Pays-Bas, sous la surveillance de quelques policiers français. D'autres policiers, privés eux-mêmes d'intérêt, restent cependant à eux de très près. Ces mystérieux « espions » les suivent dans tous leurs déplacements en ville. Vont-ils faire des courses ? Ils sont là. Vont-ils dîner au restaurant ? Ils sont encore là.

Qui sont ces mystérieux « espions » ? Des agents de sécurité d'Alfred Heineken. Ces hommes ne se dissimulent pas, ils sont là « pour s'informer de ce qui se passe », a déclaré le porte-parole du groupe, Heineken.

Considéré comme un sympathisant d'Action directe, Gérard Lamine avait été appréhendé, le 12 novembre dernier, par la police de l'air et des frontières à bord du train Bruxelles-Paris en gare d'Annoy (Nord), sur mandat d'arrêt lancé par le parquet de Châteauroux (le Monde du 15 novembre), après le vol d'une camionnette à Luy-la-Male (Indre) et émission de chèques volés.

Déjà emprisonné il y a quelques mois en Belgique pour vol, Gérard Lamine est soupçonné par la police belge d'appartenir aux CCC (Célestes combattants).

Le numéro de « Monde » daté 25 décembre 1985 a été tiré à 362 509 exemplaires

C'est que, depuis sa libération, le « roi de la bière » s'est constitué une garde personnelle destinée à assurer sa sécurité. Composée d'une vingtaine de personnes, elle est dirigée par l'ancien commissaire Toornstra, nous indique notre correspondant aux Pays-Bas René Ter Steege. Alfred Heineken ne se déplace plus sans ses gardes du corps.

Chômage technique ?

Mais pourquoi les envoyer à Beauvais ? Un environnement ? Cela ne semble guère sérieux. Une enquête ? Peut-être. La presse néerlandaise assure que les agents d'Heineken disposent de moyens techniques de pointe pour écouter les conversations... Et l'on sait que la totalité de la rançon exigée et obtenue par les ravisseurs — en 1983, n'a pas encore été retrouvée. Il manquerait toujours à l'appel plus de 20 millions de francs. Alfred Heineken veut éviter que la France n'acquiesce les deux malfaiteurs. Il ne veut pas perdre leur trace », explique un journaliste des Pays-Bas.

Toujours est-il que ce petit monde s'agitait trop. Trois des « espions » du « roi de la bière » qui résident dans le même hôtel que nos deux Bataves ont été gentiment priés d'être délogés. Ils ont été remplacés, mardi 24 décembre, par deux autres, pour un hôtel tout proche. Les autorités, pour leur part, font mine de considérer ce raptage d'un « roi des bières » comme un fait divers et ne s'occupent pas de lui. Elles notent qu'il n'y a eu aucun incident à l'hôtel et s'emparent d'ajouter : « Si nous constatons des troubles, nous prendrions immédiatement des dispositions ».

En fait, les « espions » pourraient bien se retrouver rapidement au chômage technique : l'expulsion des deux malfaiteurs est imminente.

LA BELGIQUE DEMANDE L'EXTRADITION D'UN SYMPATHISANT D'ACTION DIRECTE

Les autorités judiciaires belges ont demandé à la France d'extrader Gérard Lamine, vingt-sept ans, actuellement détenu à Châteauroux (Indre).

Considéré comme un sympathisant d'Action directe, Gérard Lamine avait été appréhendé, le 12 novembre dernier, par la police de l'air et des frontières à bord du train Bruxelles-Paris en gare d'Annoy (Nord), sur mandat d'arrêt lancé par le parquet de Châteauroux (le Monde du 15 novembre), après le vol d'une camionnette à Luy-la-Male (Indre) et émission de chèques volés.

Déjà emprisonné il y a quelques mois en Belgique pour vol, Gérard Lamine est soupçonné par la police belge d'appartenir aux CCC (Célestes combattants).

« Une éruption de l'Etna fait un mort et onze blessés. — Une éruption de l'Etna, accompagnée d'un tremblement de terre, a provoqué l'effondrement d'un hôtel dans la nuit de mardi 24 à mercredi 25 décembre, faisant un mort et onze blessés. Les secours de faible intensité qui ont précédé ont permis à une cinquantaine de clients de l'hôtel de s'enfuir avant que le bâtiment ne soit littéralement coupé en deux et ne s'effondre. — (AFP.)

Le nord de la France — presse — privé de télévision la nuit de Noël. — Une panne de courant a affecté le 24 décembre, à partir de 21 heures, l'émission régionale Nord-Pas-de-Calais de Télédiffusion de France. Trois millions de personnes ont été ainsi privées des émissions d'Antenne 2, FR3 et Canal Plus pendant le réveillon de Noël. Selon TF1 et les chaînes de radio publiques ont pu être diffusées grâce à l'émetteur d'Arras alimenté par un groupe électrogène. La panne a également affecté les quatre millions de téléspectateurs belges qui reçoivent les chaînes françaises sur les réseaux câblés. Les émissaires devaient reprendre normalement le 25 décembre au matin. La panne de courant est due à l'incendie d'un transformateur à Berlin (Pas-de-Calais).